

98-84390-12

Ligues sociales
d'acheteurs

Bulletin des Ligues
sociales d'acheteurs...2 v.

Paris

1907

MASTER NEGATIVE #

BIBLIOGRAPHIC MICROFORM TARGET

ORIGINAL MATERIAL AS FILMED - EXISTING BIBLIOGRAPHIC RECORD

334 Ligue sociale d'acheteurs.
75 Bulletin.
v 5 Année 3, trimestre 1-2.
1907.
Paris, 1907.

Cover title.

NO 3

ONLY 50

RESTRICTIONS ON USE: Reproductions may not be made without permission from Columbia University Libraries.

TECHNICAL MICROFORM DATA

FILM SIZE: 35mm

REDUCTION RATIO: 11:1

IMAGE PLACEMENT: IA IIB IB IIB

DATE FILMED: 4-6-98

INITIALS: *KJ*

TRACKING #: 32405, 32406

FILMED BY PRESERVATION RESOURCES, BETHLEHEM, PA.

Volume 1

131312

No 23 Drep

❖ BULLETIN DES
LIGUES SOCIALES
D'ACHETEURS ❖

1^{er} Trimestre 1907

FRANCE ET SUISSE



33V
24
15

❖ ❖ Ce numéro du Bulletin
est distribué en Février 1907 ❖

« Ne retenez pas le bien
d'autrui. — Vous ne ferez
point d'aumône méritée
avant d'avoir acquitté vos
dettes échues. — Qui de-
mande à crédit ne regarde
pas au poids! »

*Proverbes de la Ligue des
des Pauvres (traduits)*



Paris

28, RUE SERPENTE

Berne

15, BAINMATT

1

LIGUES SOCIALES D'ACHETEURS

3^e Année du Bulletin. — 1^{er} Trimestre 1907.

PROGRAMME : Développer, chez les acheteurs, le sentiment de leurs responsabilités sociales. — Susciter, de la part des fournisseurs, des améliorations dans les conditions du travail.

SOMMAIRE :

Pages.

- 2 Madame Blanc-Beneton LE COMITÉ.
5 Une enquête à Lucerne : Des conditions de travail des demoiselles de magasin M^{me} DE GOTTRAU-WATTEVILLE.
23 La Ligue nationale Belge du paiement comptant. E. P.-L.
25 Les Ligues Sociales d'Acheteurs au 1^{er} Congrès international de l'Hygiène de l'habitation à Genève. M^{me} PAUL JULLERAT.
30 Réunion d'études de la Ligue de Paris (20 décembre 1906) MAURICE GAUCHERON.
36 L'application pratique de la loi sur le repos hebdomadaire. H.-J. B.
41 NOTES & NOUVELLES : La solution d'un conflit.
Les premiers travaux de la Ligue Sociale d'Acheteurs de Marseille.
Réunions de propagande et premières enquêtes à Neuchâtel (Suisse).
La création du Käuferbund (Ligue d'Acheteurs) de Berlin.



MADAME BLANC-BENTZON

Il y a quelques jours à peine, — le 8 février 1907, — est morte la présidente d'honneur de la Ligue Sociale d'Acheteurs de Paris, M^{me} Blanc-Bentzon. Cette perte est pour plusieurs d'entre nous un chagrin personnel, car M^{me} Blanc-Bentzon était pour nous l'amie clairvoyante et sûre, l'amie indulgente et l'amie compréhensive. D'autres ont parlé déjà de son talent d'écrivain, de l'influence qu'elle eut sur nos âmes françaises par ses études sur l'âme américaine et par ses incomparables traductions des chefs-d'œuvre anglo-saxons. Qu'il nous soit permis à nous qui l'avons tant connue et tant aimée de rappeler qu'elle fut avant tout un lien social entre des personnalités très diverses et qu'elle sut unir par le simple contact de son âme grande et tolérante et par sa puissance d'amour et de bonté des esprits de premier ordre que la race, la religion ou le milieu faisaient naturellement très distants les uns des autres : elle fut, par exemple, l'amie de Jacob Riis et de M^{me} Dandurand, de Vernon Lee et de Ferdinand Brunetière, de Lady Aberdeen et de M^{me} Isabelle Bogelot.

A ce titre elle devait être une des premières à comprendre le mouvement que nous avons cherché à déterminer, ce réveil de la conscience sociale se traduisant non par des mots creux et des phrases vaines mais par les actes les plus modestes et les plus répétés de la vie quotidienne, mouvement qui ne peut que rapprocher et stimuler tout à la fois ceux qui croient et ceux qui ne croient point. Bien mieux, elle en fut l'initiatrice en notre pays : le 41 juin 1903, présentant à la Conférence féminine de Versailles un rapport sur les Ligues Sociales d'Acheteurs, M^{me} Blanc-Bentzon disait ces mots :

« Je revendique l'honneur d'avoir été l'une des premières

à signaler l'importance que les Américaines attachent à « l'éthique de la dépense », persuadées qu'elles sont que notre manière de la concevoir influe très fort sur l'avancement de la civilisation, sur le développement du caractère.

« En rendant compte, dans la *Revue des Deux Mondes*, du Conseil International des femmes, tenu à Londres en 1899, j'ai indiqué le charmant rapport envoyé par M^{me} Nathan, présidente de la Ligue à New-York, et j'ai tâché de soutenir que l'éducation morale du consommateur n'importe pas moins que l'éducation technique du producteur. « Chaque fois que nous dépensons un écu de cinq francs, nous faisons du bien ou du mal ; la demande de l'acheteur suscite un besoin économique. Quiconque achète un mauvais livre contribue au succès de la plus basse littérature. Les femmes qui refusent de porter sur leurs chapeaux de certaines plumes mettent fin à un massacre odieux de petits oiseaux ; celles qui achètent du linge ou des vêtements à trop bon marché sont responsables du sang et des fibres humaines tissées pour ainsi dire dans ces étoffes. Notre devoir est de tourner nos goûts et nos acquisitions d'un côté qui ne puisse nuire ni aux autres, ni à nous-mêmes, d'associer nos besoins personnels au bien de l'univers entier... » « Je tiens à vous dire combien m'est sympathique la Ligue des Acheteurs, récemment organisée à Paris. J'en attends les meilleurs résultats, l'ayant vue fonctionner aux Etats-Unis, où elle s'est formée dès 1890 (1). »

Déjà atteinte à cette époque d la maladie de cœur dont elle devait mourir, ce fut la dernière fois que M^{me} Blanc-Bentzon prit la parole en public. Mais les quelques années qui suivirent et qui furent des années de silence et de souffrance, furent des années d'opiniâtre labeur. De 1903 à 1906,

(1) Voir *La Femme*, 1^{er} août 1903. Nous reproduirons dans le prochain Bulletin un article de M^{me} Blanc-Bentzon sur la Ligue Sociale d'Acheteurs, article qui fut publié dans la *Revue de la Jeune fille*.

elle publia dans la *Revue des Deux Mondes* ses admirables articles sur Jacob Riis, sur la Petite-Russie et sa traduction du beau roman de M^{me} Humphry Ward : *Lady Rose Daugher*. Quelques jours avant sa mort elle travaillait encore et sa main affaiblie et toujours énergique écrivait ces lettres exquises dont ses amies nous doivent la publication prochaine. Elle se sentait mourir et quand naguère on lui donna la croix de la Légion d'honneur, elle eut un sourire triste : elle devait la porter durant si peu de jours et elle le savait si bien ! D'ailleurs elle n'avait jamais travaillé pour de vains honneurs ; elle avait, sans une heure de lassitude, accompli la noble tâche de répandre les idées qu'elle aimait, parce qu'elle croyait à leur efficacité morale, sociale ou esthétique. Et son entier désintéressement ainsi que son ardente sincérité avaient conquis à cette française catholique l'estime de tous ceux et de toutes celles pour qui la vie est autre chose qu'une simple expérience individuelle et égoïste.

LE COMITÉ.

UNE ENQUÊTE A LUCERNE

Des conditions de travail des demoiselles de magasin.

L'enquête a été faite à Lucerne par quelques membres du *Syndicat chrétien social des ouvrières*, sous la direction du docteur X. Schmid qui en a résumé les résultats dans la *Monatschrift für christliche Sozialreform*. Les enquêteurs eurent à surmonter beaucoup de difficultés : ils s'adressèrent aux demoiselles de magasin elles-mêmes, rencontrant souvent de la méfiance, malgré leur promesse d'absolue discrétion. Auprès de plusieurs employées, elles échouèrent complètement, n'obtinrent aucune réponse. Mais en général elles eurent plus de succès lorsqu'elles renoncèrent à l'envoi de questionnaires par la poste et se rendirent elles-mêmes auprès des jeunes filles sollicitant des réponses verbales aux questions posées.

L'enquête dura du 4 juin 1905, jusqu'en septembre. Cependant les chiffres donnés ne sont pas ceux « de la saison des étrangers », car la plupart des formulaires furent remplis en juin déjà.

Le questionnaire.

Il est imprimé sur feuille double, pour permettre de glisser à l'intérieur d'autres papiers.

Chaque formulaire portait le nom d'un magasin, avec indication de la rue, du genre de commerce et si possible des

employées de la maison. Ainsi préparé, ils étaient remis à une *enquêteuse* (1).

Type de questionnaire.

Nom de l'enquêteur,

RAISON SOCIALE :
Genre de commerce :
Nombre des vendeuses :
Leurs noms :
Année de naissance :
Commune d'origine :
Canton du pays :

rue.

Questions posées.

Êtes-vous encore apprentie ?
A quelle heure commencez-vous votre travail ?
A quelle heure le terminez-vous le soir ?
Combien avez-vous de temps libre pour votre déjeuner ?
Combien avez-vous de temps libre pour votre dîner ?
Avez-vous un dimanche libre durant le mois ?
Êtes-vous libre durant une journée ou une demi-journée pendant la semaine ?
Quel est votre principal travail ?
Quelles sont vos occupations accessoires (soins de propreté du local, etc.) ?
Quel est votre gage mensuel ?
Avez-vous votre logement et votre pension chez votre patron ?
Combien de langues étrangères devez-vous connaître ?

(1) Il eut été préférable de ne pas introduire le nom de la maison de commerce et le nom des employées dans le questionnaire. On aurait obtenu des réponses plus facilement. Mais d'autre part le contrôle eut été impossible.

Observations : sur la façon dont vous êtes traitée ; la fatigue résultant de la station droite ; les travaux du dimanche qui vous paraissent inacceptables ; les conditions hygiéniques défectueuses du local ; autres conditions défectueuses.

Les questions ci-dessus se rapportent à la *saison d'été* en général.

Renseignements spéciaux sur la « saison » proprement dite :

N. B. — Les noms des employées et des magasins ne sont pas divulgués. Les demoiselles de magasins sont priées dans leur propre intérêt, de répondre en toute sincérité et consciencieusement à ces questions.

Résultats de l'enquête.

I. — Le nombre des maisons de commerce et des employées.

L'enquête a fourni les chiffres suivants :

112 maisons de commerce ayant 1 demoiselle de magasin			
28	—	—	2
2	—	—	3
2	—	—	4
2	—	—	7
1	—	—	9
1	—	—	10
1	—	—	11
1	—	—	12
1	—	—	20
151	—	—	258

Parmi ces 258 employés, il y avait 24 apprenties.

Parmi les 7 magasins ayant de 7 à 20 employées, il y a 2 magasins de soieries, 2 de merceries, 2 bazars, 1 magasin de modes.

II. — Age, état civil, origine des employées.

La question d'âge est toujours une question délicate et dont le contrôle est difficile ; le plus souvent il faut se contenter de l'impression de l'enquêteuse.

1	demoiselle	de magasin	avait	13 ans.
13	—	—	avaient de	14 à 16 ans.
50	—	—	de	17 à 19 ans.
102	—	—	de	20 à 24 ans.
52	—	—	de	25 à 29 ans.
24	—	—	de	30 à 34 ans.
12	—	—	de	35 à 39 ans.
4	—	—	de	40 à 48 ans.

258

La majorité a donc de 17 à 24 ans : la 40 année est la limite extrême pour ainsi dire. On préfère engager des jeunes filles « la clientèle n'aime pas à voir de vieux visages. » (Lily Braun.)

250 demoiselles de magasin étaient célibataires.

3	—	—	mariées.
1	—	—	veuve.
5	—	—	n'ont pas indiqué leur état civil.

259

Les femmes mariées ne choisissent pas généralement le métier de vendeuse.

Origine.

Canton de Lucerne	152	demoiselles	de magasin.
Canton d'Argovie	21	—	—
Canton de Berne	16	—	—
Canton de Zurich	9	—	—
Autres cantons suisses	34	—	—
Etrangers	22	—	—

III. — Heures de travail (heures des repas déduites).

Heures par jour

3	demoiselles	de magasin	travaillent de	6 h. 1/4 à	7 h. 1/2.
10	—	—	—	9 h. 1/2 à	10 h.
68	—	—	—	10 h. 1/4 à	11 h.
95	—	—	—	11 h. 1/4 à	12 h.
49	—	—	—	12 h. 1/4 à	13 h.
22	—	—	—	13 h. 1/4 à	14 h.
6	—	—	—	14 h. 1/4 à	15 h.
4	—	—	—	15 h. 1/4 à	15 h. 3/4.
1	—	—	—	17 h.	

Moyenne : 11 h. 3/4 par jour.

Les 3 employées qui n'ont que 6 1/4 à 7 h. 1/2 de travail sont *des aides*.

30 magasins ayant 33 employées, ont plus de 13 heures de travail par jour. 25 jeunes filles sur 33 sont nourries par le patron. C'est souvent pour avoir les employées plus constamment à sa disposition qu'on leur offre la pension et le logement.

Les 52 jeunes filles logées ou nourries en partie par leurs maîtres, ont en moyenne 13 heures de travail journalier ; les 206 autres, seulement 11 heures. Dans les 7 plus grands magasins, on a environ 11 heures de travail quotidien.

La vendeuse astreinte à 17 heures de travail envoya son questionnaire par l'entremise de sa mère, en disant que ses maîtres l'avaient grondée d'avoir reçu et accepté notre circulaire. Elle travaille dans une confiserie.

Pour les apprenties de 19 ans, les conditions sont les suivantes :

Commencement du travail à 6 heures du matin, suspension à 14 heures ou 12 heures du soir ou plus tard encore. Les repas sont souvent pris *debout*. Même travail le dimanche que la semaine. Aucun jour libre. Gage mensuel 30 francs

avec pension et chambre. On exige la connaissance de l'allemand, du français et de l'anglais. Souvent beaucoup de réprimandes, fatigue par suite de la position verticale. Utilisation des services de la jeune fille à la buanderie ou pour le service des chambres.

On n'a posé aucune question relativement aux heures d'ouverture et de fermeture des magasins, dans la plupart des cas, ces heures correspondent à celles du commencement et de la suspension du travail des employées. Pourtant dans les grands magasins de Lucerne, chaque jeune fille veille à tour de rôle. Ainsi dans l'un des premiers magasins de Lucerne, chaque employée sort durant 2 jours à 10 heures ; d'où l'on peut conclure que le magasin reste ouvert jusqu'à 10 heures, chaque soir.

En Allemagne on réagit contre cette fermeture tardive des magasins et dans 24 villes, les autorités ont ordonné la fermeture dès 8 heures. On a généralement excepté de cette règle les magasins de denrées alimentaires et de tabac ; exception est faite aussi les veilles de fêtes et de dimanches.

Partout cette innovation est saluée avec joie par les employeurs et les employés. A Brunswick la fermeture de 8 heures a été demandée par 2,000 commerçants. On économise ainsi en hiver surtout, l'éclairage, le chauffage, et surtout on ménage les forces des employés.

IV. — Service du dimanche et des jours de congé.

La loi lucernoise pour la protectrice des ouvrières exige pour les employées de commerce et les sommières une 1/2 journée (3 heures au moins) de congé par semaine et, le dimanche matin, le temps nécessaire pour remplir leurs devoirs religieux, 2 heures au moins.

Voici les résultats de l'enquête sur ce point :

Travail du Dimanche irrégulier, sans Dimanche libre et sans jour de congé par semaine.

NOMBRE DE DEMOISELLES de magasin	TEMPS DE TRAVAIL	
	LE 1 ^{er} DIMANCHE	LE 2 ^e DIMANCHE
2	1 h. 1/2 à 2 heures.	4 heures.
2	1 1/2	7 —
2	2	8 —
4	2 1/2	5 1/2
1	3	8
1	3 1/2	10 1/2
1	3 1/2	14 1/2
1	4 1/2	4 1/2 (*)
1	2 1/2	7 1/2 (*)
4		
18		
(*) Le 2 ^e et 3 ^e dimanche.		

Travail du Dimanche des demoiselles de magasin avec une 1/2 journée de congé.

NOMBRE DE DEMOISELLES de magasin	DURÉE DU TRAVAIL les DIMANCHES DE SERVICE	INDICATION des JOURNÉES ou 1/2 JOURNÉES de congé
2	Alternativement 1 1/2 ou 6 heures	1/2 journée de congé par semaine.
1	5 h. 1/2	Tous les après-midi depuis le dimanche jusqu'au vendredi.
18	5 h. 1/2 }	Alternativement dimanche libre ou une 1/2
3	6 heures }	journée en semaine.
2	8 heures	Toutes les deux semaines une 1/2 journée libre.
26		

II^e TABLEAU.
Ouverture et fermeture des Magasins.

OUVERTURE DU MAGASIN le matin	FERMETURE DES MAGASINS LE SOIR A												TOTAL
	6 h.	6 h. 1/2	7 h.	7 h. 1/2	8 h.	8 h. 1/2	9 h.	9 h. 1/2	10 h.	10 h. 1/2	11 h.	11 h. 1/2	
6 h.					1	1	1	1	1			1	6
6 1/2				1	1	1	1	1	1				7
7	1		4	10	13	5	9	13	10				77
7 1/2			4	4	6	3	10	7	14		1	3	49
8			4	3	3		1	1	1				13
8 1/2				1						1			2
9		1											1
Totaux.	1	1	12	19	24	13	16	23	26	11	4	1	131

III^e TABLEAU.
Travail du dimanche régulier sans congé de la semaine.

DURÉE DU TRAVAIL le dimanche	ACCUS DIMANCHE libre	1 DIMANCHE LIBRE sur 2	1 DIMANCHE LIBRE sur 3	1 DIMANCHE LIBRE sur 3	DIMANCHE LIBRE DE temps en temps
Heures. 1 1/2	20	17	3		
2-2 1/4	5	12			
2 1/2-3	11	1			
3 1/4-3 1/2	2			1	1
4-4 1/2	4	5	3		
5-5 1/2	4	7	1		3
6-6 1/2	4	6	1		
7-7 1/2	7	3		2	
8-8 1/2	3	4			2
9-9 3/4	1				1
10 1/2	1				
13 1/2-14	3			1	
14 1/2	1				
17	1				
Durée variable du travail.	4				2
Totaux.	71	55	8	4	9

Travail du dimanche des demoiselles de magasin ayant la
liberté du samedi.

NOMBRE DES DEMOISELLES de magasin	DURÉE DU TRAVAIL les DIMANCHES DE SERVICE	INDICATION des DIMANCHES LIBRES
1	Durée indéterminée.	Aucun dimanche libre.
4	8 heures.	— — —
1	8 h. 1/2	1 dimanche sur 3 libre.
10	8 h. 1/2	1 — — 4 —
13		

54 employées ont tous les dimanches libres, mais aucune liberté durant la semaine.

Les autres (204) ont leurs heures de liberté très diversément distribuées (tableaux n° à vi).

Pour fixer le nombre exact de jeunes filles qui ont un demi-jour de congé hebdomadaire d'au moins 5 heures, il faut rappeler que la plupart des magasins n'ouvrent, le dimanche que vers 10 h. 1/2 et que par conséquent il est presque impossible, — en déduisant les heures de repas, — qu'il reste au personnel 5 heures consécutives de liberté.

Donc :

1^{re} 162 demoiselles de magasin ont leur demi-journée de congé par semaine, parmi elles :

54 ont tous les dimanches libres ;

69 ne travaillent que 3 heures le dimanche ;

13 sont libres le samedi ;

26 ont dans la semaine une demi-journée de congé.

2^{es} 59 n'ont pas régulièrement leur demi-journée de congé.

3^{es} 37 n'ont jamais leur demi-journée de congé.

Dans les grands magasins, on observe en général la loi ;

les employées de ces magasins forment donc le principal contingent du premier groupe.

Si l'on compare la durée du travail les jours de semaine et celle du travail du dimanche, on remarque qu'elles sont directement proportionnelles l'une à l'autre. Ici encore ce sont les employées qu'on loge chez soi, qu'on fait plus facilement travailler le dimanche. 206 employées, non logées chez leur patron, ont 11 heures de travail les jours de la semaine et 2 h. 1/2 le dimanche; 52 logeant chez leurs maîtres ont 13 heures en semaine et 3 h. 1/2 le dimanche.

Dans le tableau suivant on a, pour calculer la durée du service des dimanches, tenu compte des dimanches libres.

NOMBRE DES EMPLOYÉES	HEURES DE TRAVAIL	HEURES DE TRAVAIL
	LES JOURS DE SEMAINE	LE DIMANCHE
3	6 h. 1/4 à 7 h. 1/2	1 h. 1/4
10	9 1/2 à 10	1 1/4
68	10 1/4 à 11	1 3/4
95	11 1/4 à 12	2 1/2
49	12 1/4 à 13	2 3/4
22	13 1/4 à 14	3 3/4
6	14 1/4 à 15	7 "
4	15 1/4 à 16	13 "
4	17	17 "
258	11 h. 3/4	3 heures (moyenne).

Les jeunes filles qui ont répondu au questionnaire ont exprimé le désir qu'il leur soit au moins accordé le dimanche pour se reposer; *elles y tiennent plus encore qu'à l'augmentation des salaires*. Les négociants eux-mêmes seraient heureux de pouvoir fermer leurs magasins le dimanche, mais, lorsqu'un concurrent laisse son magasin ouvert, chacun croit être obligé d'en faire autant.

On prétend que dans une ville d'étrangers comme Lucerne,

il est difficile de fermer tous les magasins le dimanche. C'est une erreur. Les étrangers à Lucerne sont surtout des Anglais et aucun Anglais qui respecte les traditions de sa religion et de son pays, n'entrera dans un magasin le dimanche. A Zurich, à Berne, à Genève, on a devancé Lucerne dans l'idée de la nécessité du repos dominical.

V. — Les salaires.

Voici les classes que l'on peut établir parmi les demoiselles de magasin non logées et non nourries, par leurs patrons :

Nombre des employées	Gages mensuels
3	30 à 35 francs.
6	40 à 45 francs.
13	50 à 55 francs.
17	60 à 65 francs.
26	70 à 75 francs.
26	80 à 85 francs.
22	90 à 95 francs.
34	100 à 105 francs.
4	110 à 115 francs.
15	120 à 125 francs.
8	130 à 135 francs.
2	140 à 145 francs.
3	150 à 155 francs.
4	160 francs.
1	210 francs.

2 demoiselles de magasin reçoivent trois fois par semaine de 2 fr. 50 à 2 fr. 80.

1 demoiselle reçoit par semaine 16 francs plus le 20,0 des gains réalisés sur la marchandise vendue.

Les vendeuses payées en partie *en nature* sont réparties comme suit :

Nombre des employées.	Gages en argent.	Rétributions en nature.
1	30 francs.	1 repas principal.
1	50 francs.	1 —
2	60 francs.	1 —
1	90 francs.	1 —
1	100 francs.	1 —
2	20 francs.	la pension complète.
2	30 à 35 francs.	—
3	40 francs.	—
1	90 francs.	—
5	20 à 25 francs.	log. et pension.
7	30 à 35 francs.	—
12	40 à 45 francs.	—
8	50 à 55 francs.	—
4	60 francs.	—

Pour les apprenties nous avons les chiffres suivants :

8	—	reçoivent par mois.	20 à 25 francs.
4	—	—	30 à 35 francs.
7	—	—	40 à 45 francs.
2	—	—	50 francs.
1	—	—	60 francs.
1	—	—	20 fr. et pension.
1	—	—	30 fr. chamb. et pension.

Pour calculer la *moyenne des gages*, nous avons évalué la valeur de la pension avec logement à 50 francs ; de la pension seule, à 40 francs ; du dîner seul, à 20 francs ; du souper, à 10 francs par mois.

Donc 234 vendeuses ont, en moyenne, un gage mensuel de 87 fr. 50, 184 vendeuses payées entièrement en argent, reçoivent 87 fr. 30, (66 d'entre elles, dans les 7 grands magasins reçoivent en moyenne 96 francs), 50 vendeuses payées en partie en nature, reçoivent 87 fr. 80, 24 apprenties reçoivent en moyenne 37 francs.

Cette moyenne de 87 francs, apparaît insuffisante si l'on tient compte de la connaissance de *plusieurs langues* exigée à Lucerne et des sacrifices que les parents doivent s'imposer pour faire acquérir cette connaissance des langues à leurs filles.

Nous avons évalué la valeur de la pension des demoiselles de magasin au prix auquel cette pension revient au patron. Mais lorsqu'il faut que la jeune fille paye sa pension en ville, cela lui coûte souvent beaucoup plus cher ; de sorte que, lorsqu'elle s'est habillée selon les exigences de son service, il ne lui reste presque aucune épargne. Au reste, la moitié des demoiselles de magasin reçoivent un salaire inférieur à cette moyenne. Il serait très utile qu'elles puissent faire quelques économies, puisque comme nous l'avons vu, à leur quarantième année, elles touchent en général, au terme de leur carrière dans le commerce.

Une bonne servante est généralement mieux payée, car elle reçoit de 30 à 40 francs, est nourrie, logée, blanchie ; peut porter ses vêtements plus longtemps ; enfin son activité est une préparation à son rôle futur de maîtresse de maison, ce qui n'est pas le cas pour une demoiselle de magasin.

Malgré ces avantages, peu de jeunes filles veulent se faire domestiques ; presque toutes préfèrent être demoiselles de magasin, faisant par leur affluence dans la carrière, baisser les salaires.

Les salaires ne sont pas proportionnés à la durée du travail.

Le tableau suivant permettra de calculer le prix de l'heure du travail.

TABEAU VIII

NOMBRE DES EMPLOYÉES	HEURES DE TRAVAIL LES JOURS DE SEMAINE	SALAIRE MOYEN MENSUEL
3	6 h. 1/4 à 7 h. 1/2	47 francs.
10	9 1/2 à 10	85 —
68	10 1/4 à 11	92 —
95	11 1/4 à 12	85 —
49	12 1/4 à 13	83 —
22	13 1/4 à 14	80 —
6	14 1/4 à 15	85 —
4	15 1/4 à 15 3/4	87 —
1	17	80 — (apprentie)
258	11 h. 3/4	87 fr. 30

VI. — Connaissance des langues.

TABEAU IX

Connaissance des langues	Allemand	Allemand et français	Allemand et italien	Allemand et anglais	Allemand, français anglais	Allemand, français, italien	Allemand, anglais français, italien	Pas obtenu de renseignements	Totaux
Nombre des employées..	28	88	3	1	129	1	4	4	258

Le tableau suivant montre combien la connaissance des langues influe sur les salaires.

TABEAU X

CONNAISSANCE DES LANGUES					Pas donné de renseignement
SALAIRES des VENDEUSES	Allemand	2 langues	3 langues	4 langues	
30 à 55 francs.	10	9	2		2
60 à 95 —	7	63	55		1
100 à 210 —	4	11	63	210	1
SALAIRES DES APPRENTIES					
20 à 35 francs.	6	6			
40 à 80 —	1	3	8		

VII. — Travail principal et occupations accessoires.

14 vendeuses ne sont employées qu'à servir la clientèle.
 3 ne s'occupent que de l'expédition des marchandises et de travaux de propreté.
 2 ne font que des écritures.
 5 (spécialement des apprenties) vont porter la marchandise à domicile.
 120 s'occupent de la vente et de petits travaux de propreté.
 49 — — et travaux de propreté importants.
 31 — — et de travaux de couture.
 5 — — et de la caisse du magasin.
 4 — — et de la comptabilité.
 3 — — et aident au ménage.
 2 — — et de l'emballage des marchandises.
 38 jeunes filles n'ont pas répondu à cette question de notre circulaire.

VIII. — Observations consignées à la fin des questionnaires.

Beaucoup de jeunes filles n'ont pas répondu aux dernières questions. Des 168 employés qui ont émis une opinion, 134 paraissent satisfaites ou n'osent se plaindre; 22 avouent qu'il y aurait des améliorations à y apporter; 12 se plaignent de traitements peu amicaux ou même expriment des plaintes plus sérieuses encore.

Beaucoup de vendeuses ne peuvent jamais ou presque jamais s'asseoir; 33 s'en plaignent, 4 ne font que rappeler cet état de choses défectueux; 1 jeune fille se plaint de défense formelle qui est faite d'avoir un siège dans le magasin; 8 disent qu'elles ont rarement l'occasion de s'asseoir; 2 disent ne pouvoir s'asseoir, pendant la « saison » qu'à partir de 8 heures du soir; une autre seulement pour inscrire les marchandises, à 39 enfin est concédée l'autorisation de s'asseoir, s'il n'y pas de clients dans le magasin.

La station droite permanente offre de réels dangers pour la santé; il était donc très opportun d'insister sur ce point.

Relativement aux conditions hygiéniques des locaux, les questionnaires ont signalé 9 magasins malsains et humides; un ressemblant « à une cave »; un autre recevant peu de soleil et plein de poussière; 3 ayant peu d'air et un mauvais éclairage; plusieurs jeunes filles se plaignent aussi de l'insuffisance du chauffage en hiver.

Peu de détails sur la forte saison, la saison d'été ou le surmenage devient plus terrible. Trois demoiselles de magasin ne l'ont pas encore faite; 12 disent que la journée de travail est encore plus longue, une demoiselle de magasin qui travaille de 7 heures du matin à 9 h. 1/4 du soir, avec seulement cinq quarts d'heure ds repos à midi et 3 minutes à l'heure du souper, se plaint de n'avoir aucun moment dans la journée pour raccommodage de vêtements.

Quoiqu'on ait obtenu peu de réponse relativement au temps laissé pour le repos, il ressort des renseignements recueillis, que là encore, il y a bien des réformes à faire.

IX. — Personnel de la coopérative de consommation de Lucerne.

Nous avons excepté, des statistiques ci-dessus, le personnel de la coopérative de consommation. Voici les salaires de ces employées :

EMPLOYÉES	HEURES DE TRAVAIL	GAGES MENSUELS
	PAR JOUR	
14 employées dirigeant le commerce.	40 heures.	480 francs.
24 aides permanentes ou filles de magasin.	40 —	77.40
2 aides temporaires.	7 h. 1/2	60 francs.
4 —	5	40 —
2 —	2 1/2	20 —

Le plus fort gage mensuel donné par la société est 230 fr. ; le plus faible 97 fr. 50.

Pour diriger un magasin, il faut fournir une caution de 1,000 francs; pour être demoiselle de magasin, une caution de 400 francs.

Dans la règle, la durée du travail journalier ne doit pas dépasser 10 heures; les magasins sont ouverts de 7 heures du matin à 8 h. 1/2 du soir en été et de 7 heures du matin à 8 heures du soir en hiver; les veilles de dimanches et fêtes. la fermeture a lieu à 9 heures du soir. Le dimanche et cinq jours de fête, les magasins sont fermés.

Les employées doivent faire partie de la caisse de maladie. Elles sont assurées contre les accidents aux frais de la société et ont une participation aux bénéfices.

Conclusion : il faut renforcer la protection légale des employées de commerce.

Les paragraphes 12 et 14 de la loi lucernoise sur la protection des ouvrières, se rapportent aux employées de commerce, ils prescrivent pour elles 8 heures consécutives de repos la nuit et un demi-jour de congé (d'au moins 3 heures) par semaine, enfin 2 heures au moins le dimanche matin ; pour l'accomplissement de leurs devoirs religieux.

Ces quelques prescriptions ne sont pas même bien observées et il en sera ainsi tant qu'on n'aura pas ordonné légalement la fermeture des magasins le dimanche. Cette loi serait un bienfait, pour les employeurs aussi bien que pour les employées. La durée du travail ne devrait pas dépasser 11 heures en été les samedis et au temps de Noël ; et 10 h. 1 reste de l'année.

Il faudrait accorder autant que possible aux vendeuses l'autorisation de s'asseoir, afin d'épargner aux jeunes filles les maladies graves qui pourraient résulter de la station verticale permanente.

Nous rendrons compte, dans un prochain Bulletin, des résultats pratiques de cette enquête, du mouvement syndical qui prend naissance parmi les employées de commerce de la Suisse allemande et enfin de l'appui donné par les Ligues Sociales d'Acheteurs aux justes doléances des demoiselles de magasin.

M^{me} de GOTTRAC-WATTEVILLE.

LA LIGUE NATIONALE BELGE du Paiement comptant.

Une Ligue belge, non d'Acheteurs, mais une Ligue Nationale du Paiement comptant s'est fondée à Bruxelles, en octobre 1906. Elle se borne à satisfaire une des conditions des Ligues d'Acheteurs, celle d'astreindre ses membres au paiement des notes, sinon immédiat, du moins aussi rapproché que possible de l'achat ou de la commande. Voici les articles 3 et 4 des Statuts :

Les *membres vendeurs* s'engagent : a) à payer une cotisation annuelle d'un franc pour couvrir les frais de la propagande ; b) à joindre une facture à chaque livraison ; c) à accorder aux membres de la Ligue un escompte de 20 0 pour tout paiement fait immédiatement ou dans les 30 jours.

Les *membres acheteurs* ne sont assujettis à aucune cotisation : ils s'engagent : a) à payer tous leurs achats au comptant ou à une époque déterminée ; b) dans le cas où ils ne paieraient pas dans les 30 jours, à perdre tout droit à l'escompte et à indiquer par écrit la date la plus rapprochée à laquelle ils effectueront le paiement.

La Ligue compte environ 200 membres acheteurs, 150 membres vendeurs, et 250 membres protecteurs. Elle est placée sous le haut patronage de Son Altesse Royale M^{me} la comtesse de Flandre et le Président d'honneur en est M. Beer-naert, ministre d'État. Les pages de la brochure (en vente au prix de 25 centimes au Secrétariat général), portent de jolies et utiles devises telles que

Mieux vaut payer et peu avoir que d'être riche et tout devoir.

— Vous ne ferez point d'aumône méritoire avant d'avoir acquitté vos dettes échues. — Noblesse oblige à donner l'exemple de la ponctualité. — L'exactitude est la politesse des rois... et des bons payeurs. — Qui paie ses dettes s'enrichit. — Ne retenez pas le bien d'autrui. — Qui demande à crédit ne regarde pas au poids. — Payez votre dû avant de prétendre faire la charité. — Consommateurs, usez, mais n'abusez pas. — Ne faites pas à autrui ce que vous ne voudriez pas qu'on vous fit.

Pour tout autre renseignement, prière de s'adresser au Secrétaire général de *La Ligue* M. GEORGES LEBEUNE, 38, rue Léonard de Vinci, à Bruxelles.

E. P. L.

A titre de document, ajoutons que la morale chrétienne s'est toujours préoccupée d'assimiler au vol du bien d'autrui un trop grand retard à payer ses notes. Voici par exemple un extrait authentique du *Catéchisme du Concile de Trente* catéchisme qui fut rédigé, comme on le sait, sous l'influence de saint Charles Borromée et qui fut publiée par les soins du pape Pie V.

Au chapitre du 7^e commandement, le catéchisme rappelle les différentes espèces de vols et de rapines :

« La rapine s'étend très loin. Ainsi ceux qui ne paient pas aux ouvriers leur salaire sont des ravisseurs que saint Jacques invite à la pénitence. »

Il signale ensuite l'usure et la corruption des juges et il ajoute :

« Ceux qui trompent leurs créanciers, ceux qui ne reconnaissent pas leurs dettes, ceux qui tardent à payer, ceux qui achètent des marchandises sur leur crédit ou sur celui d'un autre et sont infidèles à la parole donnée, devront également être taxés de rapine : leur faute est d'autant plus grave qu'à cause de leur infidélité les marchands, au grand détriment du public, vendent toutes choses plus cher. »

LES LIGUES SOCIALES D'ACHETEURS

au I^{er} Congrès international
de l'Hygiène de l'habitation à Genève (septembre 1906)

Comment les Ligues d'Acheteurs peuvent aider à l'assainissement des maisons (1).

Dans la lutte entreprise contre les fléaux sociaux il est absolument nécessaire de faire un pressant appel aux gouvernements, aux collectivités, qui possèdent seuls le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif. Mais on ne doit pas, à notre avis, négliger l'énorme puissance de persuasion qui réside dans les associations libres, dans l'effort individuel de chacun, et il faut tâcher de faire concorder, chaque fois que cela se peut, avec une réforme sociale l'intérêt particulier de ceux contre lesquels, à priori, cette réforme semble dirigée.

Ceci paraît un problème assez difficile à résoudre, et c'est pourtant celui qu'a résolu en principe, « la Ligue Sociale d'Acheteurs » — dont je voudrais ici vous dire quelques mots.

Dans ce Congrès qui vise exclusivement l'assainissement et la salubrité de l'habitation, je me bornerai à indiquer comment la Ligue intervient en matière d'hygiène du logement familial ; je négligerai de vous répéter tout le bien qu'elle fait d'autre part, et je ne rappellerai qu'à grands traits le but qu'elle poursuit.

Partant de ce principe de toute évidence que le « client », celui qui paye, a le droit absolu de choisir et de donner son

(1) Rapport présenté par M^{me} Al. Paul Juillerat.

argent à qui lui plaît : au commerçant, à l'industriel, au propriétaire qui consent à suivre ses indications et à remplir les conditions qu'il désire, les fondateurs des ligues sociales, et en France en particulier, mon amie M^{me} Jean Brunhes, ont groupé autour d'eux un certain nombre de « clients » qui se sont engagés à appliquer dans leurs achats journaliers l'esprit de solidarité sociale qui souvent devance les réformes légales ou les fait sans peine s'établir dans les mœurs.

La loi met l'estampille officielle sur l'atelier, l'usine, le magasin qui ne remplissent pas les conditions d'hygiène, de salubrité qu'elle a déclarées bonnes, et jusqu'à ce que l'amélioration prescrite soit apportée, jusqu'à ce que l'organisation soit réformée elle dit : « Ceci est mauvais, ceci est mal ». La sanction pénale suit l'avertissement bénévole après un temps déterminé. Jamais la loi ne donne de *satisfecit* officiel.

La Ligue Sociale d'Acheteurs, au contraire, ne publie jamais le mal qu'elle sait, le mal qu'elle voit, elle se contente de dire à ses membres : « Voilà les maisons où il faut aller », elle ne dit pas : « N'allez pas là », mais les ligueurs et leurs amis savent par les listes blanches que publient les Comités de chaque groupe que les commerçants qui y figurent sont ceux qui ont adhéré aux conditions imposées par la Ligue et qui sont les suivantes : 1° ne pas faire travailler les ouvriers ou employés plus de six jours par semaine ; 2° ne jamais les faire veiller après les heures légales et même diminuer plutôt la durée de la journée officielle de travail ; 3° placer les travailleurs dans des locaux sains, bien aérés, bien éclairés en toutes saisons, bien chauffés en hiver ; 4° à autoriser les membres de la Ligue à vérifier par eux-mêmes la parfaite exécution des conditions imposées.

Moyennant l'engagement qu'ils prennent... et qu'ils tiennent, ces commerçants sont assurés d'une clientèle importante et bénéficient de la large réclame que leur fait la Ligue dans ses publications, ses tracts répandus par milliers, ses conférences, etc... De leur côté les ligueurs s'engagent, et nous pouvons

dire que la plupart tiennent leurs engagements : 1° à payer régulièrement leurs notes ; 2° à ne se rien faire livrer le dimanche ni après sept heures du soir ; 3° à échelonner leurs commandes de façon à éviter autant que possible les coups de feu à certaines époques, et par conséquent les si longs chômages des mortes-saisons.

On voit combien est large le champ d'action de cette organisation dont le but est de solidariser l'acheteur avec l'ouvrier, avec celui qui produit directement l'objet d'achat, et de modérer par conséquent les abus dont le travailleur pourrait être la victime de la part des intermédiaires se réclamant des exigences du client pour excuser les leurs.

Mais au point de vue particulier qui nous intéresse, pour l'assainissement des logements, la Ligue s'est attaquée d'abord aux chambres de bonnes, aux cuisines, aux loges de concierges.

On sait combien dans des maisons même luxueuses ces divers locaux sont négligés ! Le logement des domestiques et des concierges est trop souvent, hélas ! considéré comme d'intérêt négligeable ; mais le contingent élevé que ces gens fournissent à la statistique de la mortalité tuberculeuse démontre cependant combien il est urgent d'intervenir.

Dans le premier Congrès de l'assainissement en 1904, dans le Congrès de la tuberculose en 1903, les hommes les mieux renseignés, ceux que leurs fonctions ont mis à même de connaître mieux que quiconque l'habitation parisienne, ont jeté le cri d'alarme.

Effrayée, désirant s'éclairer, la Ligue s'est emparée de la question et après des études sur place, des enquêtes auxquelles ont pris part une pléiade de femmes altruistes et toutes dévouées, elle a résolu de formuler à son tour son programme et de poser ses conditions.

Ne louez pas, dit-elle à ses membres, un appartement sans avoir visité les chambres de domestiques, sans avoir vérifié l'orientation de la cuisine, sans avoir examiné la loge du con-

cierge, foyers presque certains de tuberculose qui menacent tous les habitants de la maison.

Et déjà à Paris la campagne est ouverte. Je pourrais vous citer le nom d'une fervente ligueuse qui a refusé de signer une location de 8,000 francs, le gérant ayant déclaré excessive sa prétention de visiter les chambres futures de ses domestiques, afin de s'assurer, par elle-même, qu'elles étaient pourvues de fenêtres verticales et non pas des affreuses tabatières qui ne peuvent être ouvertes ni par la pluie qui tombe, ni par le soleil qui darde, ni par la neige, ni par le froid humide de la nuit et qui même seraient-elles ouvertes ne sont pas et ne peuvent être dans les conditions nécessaires à assurer le renouvellement de l'air.

Si je voulais vous dire comment étroitement la Ligue veille aussi à l'hygiène si nécessaire de l'atelier en famille, des ouvrières en chambre, il me faudrait entrer dans de trop longs détails qui feraient de cette communication, que vous avez bien voulu écouter avec une attention dont je vous remercie, un vrai rapport que je n'ai pas qualité de faire ici.

Je souhaiterais seulement d'avoir attiré l'attention du Congrès sur cette organisation déjà puissante et qui peut autant par la persuasion et la douceur que les lois et la répression.

Tout le monde peut, je dirais même tout le monde *doit* faire partie d'une Ligue d'acheteurs. Il ne s'agit ni de grosse cotisation à payer, ni d'effort excessif à faire. Il suffit de penser en faisant une commande à ce qu'elle n'entraîne pas un surmenage inutile, un excès de fatigue qu'on peut éviter à l'ouvrier qui l'exécutera. Il suffit en louant un appartement de s'assurer si la cuisine est claire, si la chambre de la bonne est convenable, si dans toutes ses parties l'appartement est susceptible d'être tenu net et sain ; après quoi il sera possible à chaque maîtresse de maison d'exiger le parfait entretien d'une cuisine où tous les coins seront éclairés, d'une chambre, même au sixième, où une large fenêtre assurera avec l'air et la lumière un séjour, agréable pour le sommeil ou le repos.

Dans sa chambre qu'elle tiendra propre et qu'elle aura plaisir à faire même élégante, la bonne restera volontiers ; dans sa cuisine où elle n'étouffera plus, asphyxiée ou rôtie, elle soignera mieux les diners et, se plaisant dans la maison où elle aura senti qu'on s'intéresse à elle, la bonne restera, nous débarrassant de cette horrible plaie : le changement perpétuel.

Chaque bonne œuvre porte en soi sa récompense, le bien-être donné sera aussi le bien-être trouvé. Essayez-en, Mesdames, et venez-nous en foule, car c'est du petit effort de chacun que dépend le bonheur de tous.

ALDONA-PAUL JULLERAT,
inspectrice du travail à Paris.

RÉUNION D'ÉTUDES DU 20 DÉCEMBRE 1906

18, avenue de Messine.

Voici la convocation qui avait été adressée à tous nos adhérents :

Application pratique de la loi sur le R. H.

Plusieurs des maîtresses de maisons qui font partie de la Ligue Sociale d'Acheteurs se préoccupent de faciliter l'application de la loi sur le repos hebdomadaire, loi si bienfaisante et juste.

Nous invitons tous nos membres à réunir leurs efforts aux nôtres pour soutenir les justes revendications des employés de commerce et des ouvriers de l'alimentation, encore esclaves de la clientèle qui persiste à faire certains achats le dimanche.

Nous leur demandons d'étudier avec nous les moyens de généraliser l'habitude des achats du samedi (nourriture, pâtisserie, etc.).

Nous leur demandons enfin, de nous donner leurs indications et leurs conseils en vue de régler, pour ce qui nous concerne très directement, le repos hebdomadaire de nos bonnes, domestiques et, d'une manière générale, des « gens de maison. »

La réunion d'études du jeudi 20 décembre 1906 à 4 h. 1/2 (18, avenue de Messine) est destinée à nous mettre d'accord sur ces différents points et à fixer le programme d'une action pratique immédiate. Aussi j'insiste auprès de nos adhérents pour qu'ils nous apportent l'appui de leur présence et de leur active sympathie.

- 31 -

1. *M. Raoul Jay, professeur à l'Université de Paris.* La responsabilité du consommateur dans la question du « Repos hebdomadaire. »
2. *Mme Jean Brunhes,* Modes d'action pratique immédiate en faveur de l'application de la loi du « Repos hebdomadaire. »

3. Si le temps ne nous fait pas défaut, nous raconterons brièvement l'histoire et la conclusion d'un arbitrage tout récent de la Ligue Sociale d'Acheteurs entre un patron et un Syndicat ouvrier.

H.-J. BRUNHES.

Les membres de L. S. A. étaient venus très nombreux à cette réunion. Parmi les personnes présentes celles-ci ont bien voulu inscrire leur nom :

MM. Georges Alfassa, Georges Benoit-Lévy, Maurice Beaufretton, J. Bergeron, Georges Blondel, M. Bouteloup, A. Chaussin, Ludovic de Contenson, G. Dillon, Jules Gay, Paul Gemahling, Maurice Gaucheron, Emile Girou, Raoul Jay, Paul Juillerat, G. Levivier, Henri Lorin, Hoskier, G. Mény, Martin-Saint-Léon, Olsen, René Pinon, R. Saleilles, J. Sainte-Marie.

Comtesse Armand, Mmes Georges Blondel, Georges Brinard, Beaufretton, Bourdon, de Contenson, Jules Domergue, René Durand, d'Escayrac-Lauture, Bertrand de Guitaut, Henry Hoskier, E. Julhiet, Paul Juillerat, Klobb, Labbé, Jean Lerolle, Victor Lyonne, Isabelle Massieu, des Mazis, Moll-Weiss, Nivard-Vaudrey, Noël, Georges Piot, C. Pinot, L. Robineau, R. Saleilles.

Mlles Sarah Monod, de Belfort, Cathé Descroix, J. Delpeut, Apolline de Gourlet, Marthe Jay, Thérèse Klobb, Marie Mouart, Benjamin Lignier, Weiss.

S'étaient excusés par lettre :

MM. Paul Cauwès, Michel Latour, Lucien Véron,

M^{mes} J. Bordes, C. Brincourt, Comtat-Desfontaines, G. Fagniez, Farcy-Raynaud, de Galember, A. Hentsch, de Manziarly, Morel d'Arleux, A. Paux, M^{lles} Valentine Darcy, Morel.

Compte rendu de la réunion d'études.

Cette assemblée était consacrée au repos hebdomadaire ; elle fut seulement encadrée par deux bouts de causerie de M. Jean Brunhes montrant d'abord la naissance, dans les esprits et dans les faits, de l'idée de la puissance économique du consommateur ; puis, exposant en matière de conclusion, le récent arbitrage de la Ligue dans l'affaire des tailleurs, dont on trouvera ailleurs le résumé.

M. Raoul Jay prit le premier la parole sur la question du repos. Sa grande voix émue redit l'histoire des luttes pour le repos, qui constituent l'essence du mouvement ouvrier depuis un siècle : luttes pour le repos quotidien, aussi vieilles que le capitalisme moderne imposant, à ses origines, des journées de 18 heures à des enfants de 6 ans ; luttes plus récentes — le loisir journalier à peu près conquis — pour le repos hebdomadaire. Et l'orateur expose les raisons physiologiques, morales, civiques, de ce jour de loisir et de vie humaine sur sept ; les raisons de fixer ce jour au dimanche, le seul où l'on se retrouve en famille, loin des ateliers homicides et des cabarets tentateurs, jour des réunions domestiques, de la vie civique et religieuse ; le dimanche — mot recueilli au cours d'une enquête récente et qui sort d'un cœur de mère — jour où l'on s'aime.

Le dimanche vient d'être enfin rétabli. Triomphant des suprêmes résistances bourgeoises, abattant les derniers préjugés d'un anticléricalisme vieillot, la loi l'a fait rentrer dans nos mœurs industrielles... Mais encore, est-ce bien exact ?

Oui ou non, peu importe : il le faut et cela suffit. Il le faut, et les ouvriers le veulent, parce qu'ils savent que le droit au

repos est la condition de tout progrès ultérieur, qu'un prolétariat épuisé ne sera jamais un peuple libre et maître de lui. Il le faut, il faut que la légalité ait cette fois raison, pour que raison ne soit pas donnée aux précheurs de violence.

Mais il y a des obstacles à vaincre, naissant de la loi même, qui n'a eu le courage ni d'affirmer le principe de la fermeture de tous les établissements — d'où entre les commerçants des inégalités et une rivalité fatales pour le repos ; — ni de se sanctionner efficacement, déchaînant ainsi la révolte de trafiquants contre la *fantaisie collectiviste* du repos dominical ! Car ils s'expriment de la sorte.

De cette situation les consommateurs sont les maîtres. Les patrons ne résistent pas pour le plaisir ; ils plient sous le joug de la clientèle, inconsciente, mais non insensible. Qu'on montre à celle-ci la servitude où elle courbe ceux qui la servent, qu'au lieu de chiffres et de théories sans prise sur les cœurs on lui donne quelques faits vécus — le dimanche un marin-ton qui va se reposer, à 3 heures du matin, des centaines d'étages escaladés dans la journée — elle sera touchée, elle marchera et donnera raison à la loi.

M^{me} Jean Brunhes propose quelques moyens d'atteindre le public et les réfractaires : distribuer dans les rues l'appel de la L. S. A. aux consommateurs ; demander aux commerçants ouverts pourquoi ils ne ferment pas : cela les embarrasse et, en se renouvelant, les ferait peut-être fermer ; dresser la liste des rebelles obstinés et la communiquer à la Ligue : celle-ci, bien que s'interdisant le boycottage, pourra faire profiter ses membres du résultat de cette enquête.

Une question délicate est celle des envois postaux. L'expérience de chaque jour démontre l'impossibilité de calculer exactement la durée de certains transports. Le timbre belge semble la seule solution : la Ligue s'efforcera d'en obtenir du Ministre des Postes l'introduction en France.

La question du travail domestique donne lieu ensuite à un échange de vue, auquel prennent part M^{me} E. Julhiet, M. de

Contenson etc ; l'on émet quelques avis sages et faciles à goûter ; faire les provisions le samedi, manger le dimanche des viandes froides et des légumes cuits à l'avance ; simplifier le service ; s'abstenir de réceptions exceptionnelles le samedi soir et le dimanche ; combiner ensemble les menus de ces deux jours, suivant des indications que pourrait publier le *Bulletin de la L. S. A.* ; organiser entre familles intimes des réceptions par roulement laissant périodiquement aux domestiques leur entière liberté.

La comtesse Bertrand de Guitaut nous donne des renseignements sur les moyens employés par elle pour faciliter le repos dominical de ses domestiques : pas de balayage le dimanche, ni de complications culinaires : jamais de réceptions, et M^{me} de Guitaut ajoute : « Je m'efforce le dimanche de donner le plus de liberté possible à mon personnel et de me servir moi-même ce jour-là. »

Et pourquoi, demande M^{me} Moll-Weiss, les jeunes filles ne feraient-elles pas la cuisine le dimanche ? Et pourquoi les garçons ne mettraient-ils pas le couvert ? Et pourquoi même les maris... ? Mais M^{me} Jean Brunhes revient prudemment à des affirmations rassurantes : nous n'avons pas à nous priver le dimanche de pâtisserie ; certains gâteaux doivent se fabriquer la veille, ne consommons le dimanche que ceux-là.

M. Paul Juillerat nous avoue spirituellement qu'il redoute les légumes réchauffés et il ramène les esprits à la contemplation d'une idylle des autres âges qu'il voudrait voir réacclimatée en nos siècles d'économie métallurgique : les domestiques, leur nom le dit assez, ne sont pas des ouvriers ; ils font partie de la maison, de la famille. Qu'ils aient droit au repos, c'est entendu ; mais pourquoi le dimanche ? célibataires, sans parents ni amis dans la ville où ils servent, quel besoin spécial ont-ils d'être inoccupés ce jour-là ? Inutile de leur donner un statut identique à celui des autres travailleurs. Chez leurs maîtres, ils sont chez eux ; la vie d'une famille ne s'interrompt pas le dimanche comme la vie d'une

usine ; pourquoi donc seraient-ils, dans la famille, des privilégiés ?...

M. Jay est déjà debout. Les domestiques ont, dit-il, les mêmes droits que tous au repos du dimanche. On nous a décrit l'existence d'une servante du prix Montyon ; mais cette espèce-là ne vit plus sous nos toits. Nos domestiques ont une famille, qui n'est plus la nôtre ; ils ont des amis à visiter ; ils ont, comme nous, un Dieu à servir ; des réunions diverses les appellent. Rendons-leur donc la liberté du dimanche, toute grande ; et prenons tout entière la charge qu'ils nous laissent ; faisons, nous, nos enfants et nos femmes, les lits, la cuisine et le service ce jour-là : servons-nous nous-mêmes, voilà le principe. Le reste — les légumes réchauffés et les menus à combinaisons, toutes inventions où je ne vois pas grand-chose, mais où je saurai jouer tant bien que mal mon rôle, — le reste nous aidera à remplacer nos domestiques, mais ne nous permettra pas, si nous les obligeons à rester à la maison, de nous croire quitte envers eux.

Et tandis qu'on applaudit encore, M. Jean Brunhes continue : Oui vous avez raison, le domestique n'est pas un ouvrier, c'est un esclave. L'arbitraire d'un maître peut en faire ou le plus gras des parasites, ou le plus misérable des exploités. Mettons fin à cet arbitraire ; donnons à cet homme, à cette femme, leur statut, leur vie juridique intégrale. Pourquoi le dimanche à eux qui, dites-vous, n'en ont que faire ? parce que nous voulons, quoiqu'il nous en coûte, vivre nos convictions. Et notre conviction nous interdit d'imposer à un être humain le travail du dimanche.

Tant d'éloquence apaise les grands débats. Revenant à des considérations plus humbles, M^{me} Jean Brunhes résume l'acquit de la discussion : faire le samedi les achats et les commandes de pâtisserie, — simplifier le service le dimanche, — et y faire participer les membres de la famille.

M^{me} Moll-Weiss revient à la question des marchés, agitée au passage. On ne peut guère en exiger la fermeture le

dimanche, les prix y sont de 45 à 60 0/0 inférieurs à ceux des boutiques, et leur ouverture tardive empêche les ouvrières de s'y approvisionner en semaine. — Mais d'autre part, remarque M. Georges Alfassa, les mêmes marchands assurent les différents marchés ; et j'ai observé récemment le fait suivant : le doublement du coût de la vie dans une localité où trois quarts d'heure furent donnés aux ouvrières le jour du marché pour s'approvisionner. Un résultat analogue ne suivrait-il pas une mesure du même genre ?

M. Benoît-Lévy cite la coutume anglaise du *shopping day* ou de la fermeture tardive des magasins le samedi soir ; coutume suivie par les boucheries de Genève.

Vu son importance et sa complexité, la question des marchés est mise à l'étude ; et la séance est levée après le récit de l'arbitrage des tailleurs.

Maurice GAUCHERON.

L'application pratique de la loi sur le Repos hebdomadaire.

Affiches de la Ligue Sociale d'Acheteurs. — Ces affiches qui ont été placardées à Paris en septembre et octobre 1906, nous ont été demandées par nos adhérents et amis par centaines et même par milliers d'exemplaires :

La Ligue populaire lyonnaise pour le Repos du dimanche en a fait apposer 3,000 sur les murs de Lyon, s'imposant pour les seuls frais et timbre une dépense de 340 francs, les affiches elles-mêmes étant fournies gratuitement par la L. S. A. On peut juger par là du dévouement à la cause du Repos hebdomadaire manifesté par nos amis. Plusieurs exemplaires de ces affiches ont été envoyés au Syndicat des Employés de commerce d'Alençon, à l'Association des Em-

ployés de commerce de la ville de Bayonne, à la Fédération des Alpes et Provence, au Sillon Dijonnais, aux Grands Magasins de la Tour Saint-Jacques (Paris), au Cercle d'études de Meulan, au Sillon d'Annecy, à M^{mes} H. Dugas (Issoire), Escudier (Paris), Menard (Paris), à M^{lle} Cathé Descroix (Paris), Michaux-Bellaire (La Rochelle), H. Le Roy (Reims), au Sillon féminin de Morlaix, à MM. Georges Mairot (Besançon), Montanier (Saint-Four), Paul Primois (Caen) abbé Garnier, abbé Leprette (Valenciennes), Maurice Prost (Lons-le-Saunier), Jordan (Rennes), docteur Viatte, Porrentruy (Suisse).

Prospectus en faveur du Repos hebdomadaire. — Réduction de l'affiche sur le Repos hebdomadaire, ces prospectus ont été distribués par les membres de la L. S. A. et par le Sillon féminin de Paris le dimanche 23 décembre dans la rue de Rivoli devant les magasins *ouverts* de la Samaritaine, Pygmalion, le Bazar de l'Hôtel-de-Ville, etc.

A ce propos l'*Eveil démocratique*, du 20 janvier 1907, a publié l'entrefilet suivant :

LES DAMES S'EN MÉLENT..

PARIS. — Ce ne sont plus seulement des secrétaires de syndicats révolutionnaires (?) qui osent se livrer, dans les rues de la capitale, à une subversive propagande en faveur du repos hebdomadaire, et distribuer des appels à la clientèle, voici que ces derniers dimanches on a vu des dames et des jeunes filles — la police ne va-t-elle pas, elles aussi, les passer à « tabac ! » — répandre des feuilles abominables attentatoires à la liberté sacrée du commerce... et surtout aux bonnes petites habitudes insouciantes et meurtrières des honnêtes consommateurs.

C'était une copie de l'excellente affiche de la *Ligue Sociale d'Acheteurs* que nous avons reproduite ici le 14 octobre 1906 qui était ainsi distribuée. Et l'on rit même des ligneuses, dans leur ardeur, distribuer leurs prospectus jusque sur les marches des églises. Ce fut presque un scandale. Comment ! proposer ces papiers révolutionnaires à certaines honnêtes et pieuses personnes au sortir de la messe au risque de les retarder au moment où elles vont

chez le pâtissier renommé, faire quelque emplette pour le repas familial!

Inlassablement, les propagandistes ont continué leur œuvre et veulent spécialement, à l'occasion de la grande manifestation ouvrière qui est projetée pour le 20 janvier, assurer le monde du travail de leur sympathie et de leur concours pour sa revendication de justice et de réparation.

Le prospectus sur le Repos hebdomadaire a été encarté dans le numéro de la *Typographie* de janvier 1907 et tiré à plus de 20,000 exemplaires.

Lettres reçues à propos du Repos hebdomadaire.

Parmi les lettres très nombreuses reçues à ce sujet, nous en détachons quelques-unes qui feront sentir à nos membres l'utilité de cette collaboration étroite qui doit exister entre nous, l'utilité de cet échange de conseils, d'idées, d'exemples précis qui nous forcent à préciser, à étendre notre action et qui, par dessus tout établit un accord profond entre tous les membres de la L. S. A.

Sénat, le 14 octobre 1906.

Monsieur,

Je vous remercie d'avoir pensé à moi pour m'envoyer l'affiche de Mme Jean Brunhes, relative au respect du repos hebdomadaire.

Partisan convaincu de ce repos qui importe à la santé physique et morale de l'homme et à sa dignité, j'ai cependant regretté que l'esprit public et les mœurs n'aient pas suffi à l'établir et qu'il y ait fallu l'intervention du législateur.

Parmi les moyens de faciliter et de généraliser l'application de la loi, je n'en vois pas de plus pratique et de plus ingénieux que celui que l'affiche recommande. Il n'en est pas non plus qui mérite mieux la qualification de moral, puisque l'appel formulé par madame votre fille au nom de la Ligue Sociale d'Acheteurs tend à éveiller et à stimuler dans chacun de nous le sentiment de la solidarité et celui de la responsabilité.

Qu'il soit entendu!

C'est le vœu de votre bien dévoué

Charles DUPUY.
Sénateur de la Haute-Loire.

Montrouge, 7 octobre 1906.

Monsieur le Président de la Ligue Sociale
des Acheteurs,

J'ai lu avec le plus vif intérêt l'affiche que vous venez de faire poser à Paris.

J'ai aussitôt pris la résolution d'écrire à mes fournisseurs que voulant coopérer, dans la mesure de mes moyens, à assurer la liberté du dimanche au plus grand nombre possible de salariés, je tenais à les prévenir que dorénavant je réserverais mes achats aux vendeurs qui auraient fait le nécessaire pour libérer leur personnel le dimanche.

Peut-être notre Ligue pourrait-elle, en s'entendant avec les Ligues pour le repos du dimanche, mettre à la disposition du public des déclarations de ce genre qu'il suffirait de signer et d'adresser.

Si les vendeurs en recevaient un certain nombre, ils s'arrangeraient bientôt pour se mettre en règle avec la loi.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

G. DE JAER.

Lons le Saulnier, 6 août 1906.

Chère Madame,

En vue de votre prochaine campagne en faveur du repos du samedi soir, je tiens à vous prévenir de l'initiative prise déjà par les banques de Paris et de Lyon et par beaucoup de banques de province qui, pendant 4 ou 5 mois de l'année, les mois d'été, ferment leurs bureaux le samedi à trois heures ou quatre heures. L'Union syndicale des banquiers de Paris et de la province (secrétaire : Marcel de Bacque, 9, faubourg Poissonnière) a même inséré dans son procès verbal du 13 avril 1905, son acceptation à l'unanimité du principe « de la fermeture des caisses des maisons de banque tous les samedis à 3 heures, du 6 mai au 24 septembre 1905 inclusivement ». Vous comprenez l'importance de cette initiative : les caisses de ces banques étant fermées très tôt après midi le samedi, beaucoup de commerçants et d'industriels devront pour toucher à ces caisses le montant des paies de leurs ateliers, venir le samedi matin ou le vendredi soir aux banques : d'où les modifications du jour ou de l'heure de la paie. L'Union syndicale voudrait-elle essayer de généraliser, d'établir tout le

long de l'année le repos du samedi soir ? C'est ce que je ne sais, mais j'ai tenu à vous écrire ces indications, qui rendront peut-être un plus aisé les commencements de votre campagne.

Maurice Prost.

Le client, juge en dernier ressort, de la loi sur le repos hebdomadaire.

Les commerçants détaillants et, en général, tous les ennemis de la loi du 13 juillet parlent toujours « au nom de la clientèle », et ils se servent de cette force amorphe que représentent encore les acheteurs pour retarder l'application de la loi. Dans certains cas, les clients, par leur égoïsme et leur inconscience, sont, il faut le dire, les complices vrais des fournisseurs sans conscience ; un exemple précis pris à Salon (Bouches-du-Rhône) en est la preuve manifeste. Une entente avait été conclue entre tous les coiffeurs de Salon en vue de l'observation de la loi sur le repos hebdomadaire. Or, cette entente vient de cesser, un patron coiffeur ayant violé la convention signée par « tous » ; et les ouvriers coiffeurs doivent recommencer leurs démarches pour obtenir ce repos si légitimement désiré.

Un journal de la localité a même inséré l'annonce suivante : « Salon des Arts, E. Grégoire, le seul magasin ayant continué à ouvrir le lundi pour être agréable à la clientèle ». Il est inutile qu'un pareil avis puisse servir de réclame à un commerçant quelconque. Il est vrai que, si les clients étaient moins exigeants et se préoccupaient des conséquences qu'ont leurs fantaisies sur les conditions de travail des ouvriers qui les servent, beaucoup de difficultés seraient aplanies (1).

(1) Fait cité par le *Petit Éclair* de Provence, du 27 janvier 1907.

NOTES ET NOUVELLES

La solution d'un conflit.

Intervention et arbitrage de la Ligue Sociale d'Acheteurs.

À la fin du mois d'avril 1906, la Chambre syndicale des ouvriers tailleurs et couturières de la Seine faisait placarder sur les murs de Paris l'affiche suivante :

UN DANGER SOCIAL

« Aux Éléphants »

« Nous prévenons la clientèle de la Maison X... (suit le nom de la maison), que les costumes tailleur sont confectionnés par des ouvriers travaillant en chambre, dans des taudis où la tuberculose et autres maladies contagieuses sont en état endémiques et, qu'en ne réclamant pas et en n'exigeant pas que leurs vêtements soient confectionnés à l'atelier, elle court un véritable danger.

« *Le Conseil syndical.*

« La Chambre syndicale s'engage à dénoncer successivement les maisons qui font exécuter les vêtements dans les mêmes conditions. »

Environ une vingtaine de Maisons (tailleurs pour hommes et pour dames) furent ainsi signalées au public. Les reproches et les dénonciations de la Chambre syndicale étaient si vraies que la Ligue Sociale d'Acheteurs, aussitôt après l'apposition de ces affiches, ajouta son témoignage à celui des ouvriers et, par une lettre adressée au Directeur du journal *Le Temps*,

chercha à prouver combien le libellé de l'affiche était véridique quant au fond (1)

Ce qui prouvera davantage encore la véracité de ce cri d'alarme c'est que toutes les maisons visées, sauf une, se retranchèrent dans un silence complet et n'essayèrent pas de se défendre. Une seule, la maison Cumberland, tailleur pour hommes, 3, rue Scribe, protesta contre l'accusation, et avec raison : Un mois environ avant l'apposition de l'affiche, les directeurs de la maison Cumberland, M. Wurzinger et Disslin avaient transformé l'organisation de leur maison, diminuant autant que possible le travail à domicile par la location de vastes ateliers rue Auber où ils installèrent 80 ouvriers, ne conservant plus qu'un petit nombre de giletiers ou giletières travaillant au dehors. Cette transformation récente avait été ignorée de la Chambre syndicale et de là vient l'erreur commise par les ouvriers en citant le nom de cette maison à côté des autres.

M. Wurzinger se sentant injustement attaqué traduisit le Conseil d'administration de la Chambre syndicale devant la justice. Les ouvriers firent défaut et furent condamnés solidairement à 5,000 francs de dommages intérêts et à l'insertion du jugement dans 200 journaux. Les ouvriers condamnés firent alors opposition au jugement.

C'est alors que la Ligue Sociale d'Acheteurs qui, par un de ses membres, était en relation avec la Chambre syndicale et qui avait pu juger que l'erreur commise l'avait été en toute bonne foi, résolut de s'interposer entre les deux parties en litige afin de dissiper si possible le malentendu qui existait entre elles.

La correspondance qui s'ouvrit le 3 octobre 1906 par une lettre adressée à MM. les Directeurs de la maison Cumberland fut suivie de conversations très longues et approfondies avec

(1) Nous publierons cette lettre ultérieurement ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

M. Wurzinger l'un des directeurs de cette maison. D'autre part les représentants de la Ligue Sociale d'Acheteurs se tinrent constamment en relation avec la Chambre syndicale, ne voulant faire aucune démarche qui ne fût approuvée par les ouvriers.

Au bout de trois mois et demi de négociations une transaction intervint entre les deux parties selon les termes proposés par la Ligue Sociale d'Acheteurs et le 22 décembre 1906, à notre très grande satisfaction MM. Wurzinger et Disslin prirent l'engagement de mettre fin au procès en retirant leur plainte moyennant les conditions indiquées dans l'acte final, transaction qui fut signée le 22 décembre 1906 par le représentant de la maison Cumberland, les représentants de la Chambre syndicale des tailleurs et les représentants de la Ligue Sociale d'Acheteurs, au siège de la Ligue Sociale, 23, rue Serpente, Paris.

Les premiers travaux de la Ligue Sociale d'Acheteurs de Marseille.

Depuis plusieurs mois, M. Etienne Estrangin, secrétaire de la Fédération des Alpes de Provence, par ses enquêtes et démarches personnelles, par les articles parus dans le « Petit Eclairer des Alpes de Provence » préparait le terrain en vue de la création d'une Ligue d'Acheteurs. Les « Journées sociales » organisées à Marseille du 10 au 12 novembre ont été l'occasion d'une manifestation précise de la Ligue nouvelle. Après que le programme en eût été développé à la troisième séance du Congrès par M. Bienvenu, M. Estrangin, présenta aux congressistes le vœu suivant rédigé d'accord avec la L. S. A. de Paris qui fut adopté et acclamé à l'unanimité :

« Le congrès tenant à démontrer qu'il renonce à se contenter de déclarations abstraites et sonores, et désirant souligner ses tendances et ses vœux par des résolutions pratiques

et immédiates, selon les principes de la Ligue Sociale d'Acheteurs, demande à tous ses adhérents et à tous les membres présents d'aider à la réforme des injustices sociales et à la défense des justes revendications ouvrières par la précise décision suivante :

« Prendre l'engagement de ne faire imprimer prospectus, « livres, journaux, cartes de visite, etc..., que par des imprimeries ayant accepté de payer aux ouvriers le tarif « syndical. »

Créée il y a quelques semaines à peine, la Ligue de Marseille a déjà fourni un travail important. M. Estrangin a établi des relations avec la Section des typographes (Bourse du travail de Marseille) qui s'est montrée particulièrement satisfaite du concours de la L. S. A. de Marseille en vue d'obtenir la généralisation du tarif syndical dans les imprimeries. Une liste des imprimeries de Marseille payant le tarif et présentant de bonnes conditions hygiéniques et sociales sera dressée par le Syndicat des Typographes et communiquée à la L. S. A. de Marseille qui se chargera de la répandre dans le public.

L'extrait du procès-verbal de la séance du 5 décembre 1906, organisé par la L. S. A. de Marseille nous donne une preuve de la véritable puissance sociale qui peut être exercée par un groupe d'acheteurs. Nous le publions sous la forme même, toute spontanée et si vivante, de notes brèves, prises au courant de la plume, forme qui peut servir de modèle à tout compte rendu de réunions de travail.

Extrait du procès-verbal de la séance du 5 décembre 1906, de la Section de la Ligue Sociale d'Acheteurs de Marseille.

PROPAGANDE.

Affiches. — Les 100 affiches de la Ligue, apposées par les soins de la Maison Pierre Blanc sur les murs de la ville, ont attiré l'attention.

Soixante affiches ont été distribuées de divers côtés et affichées dans les magasins ou salles de réunion.

Tracts. — La Ligue de Paris a envoyé 100 brochures, contenant la reproduction intégrale des 7 tracts déjà parus. Ces exemplaires devront être employés à la propagande pour le recrutement du cercle d'études. Partie de ces tracts sera reproduite dans le *Petit Éclair* et tirée à part.

Presse. — Un article sera publié dans le *Petit Éclair* du 23 décembre, sur les devoirs des consommateurs à l'occasion des fêtes de Noël et du Nouvel An. Un communiqué bref mais substantiel sera adressé aux journaux quotidiens et hebdomadaires de Marseille.

Conférences. — Dès que la chose sera possible, des conférences seront faites sur le but et le résultat de la Ligue. On décide de ne pas laisser passer l'année sans prendre l'initiative d'une conférence à l'Institut Populaire de la Plaine.

Dans les groupes. — Des démarches seront faites pour faire étudier la Ligue dans le cercle d'études féminin de la rue de Lodi, le pensionnat Chaix et aux anciennes élèves de Sion.

Cartes postales. — On décide de demander à Paris des cartes postales de la Ligue, qui seront affichées ou distribuées. Cette propagande par l'image peut avoir d'excellents résultats.

ÉTUDES.

Repos hebdomadaire. — Note est prise des échos recueillis par les membres de la réunion sur l'application de la loi dans les *pâtisseries*, le travail est devenu plus intense et plus pénible.

Les *garçons épiciers* se plaignent que le jour de repos par roulement ne leur est pas accordé.

Les *débardeurs et peintres en carènes* se plaignent de l'exception faite par la loi pour les professions maritimes.

Les résultats généraux de la loi sont la réduction du salaire — et la transformation en salaire à la journée ou à la

tâche. Les employés au mois sont payés à la journée. Chez les consommateurs, les plaintes contre le repos dans l'alimentation sont très fréquentes. A Aix, les *boulangers*, après avoir fermé le dimanche, privant absolument de pain leur clientèle, ont rouvert mais ne font ni fournée, ni vente le dimanche soir. La désignation d'un boulanger de service par quartier comme dans la pharmacie parerait aux inconvénients, etc., etc.

M. Eugène Bienvenu est chargé de se renseigner auprès du Tribunal des Prud'hommes.

M. Joseph Aignier parle des très mauvaises conditions du travail dans les *laiteries* qui tendent de plus en plus à prendre la forme capitaliste abandonnant le caractère d'atelier familial jusqu'ici très répandu à Marseille.

Il promet une première enquête sur cette profession.

Les *coiffeurs* feront l'objet d'une enquête ultérieure dont le cadre ne pourra être établi que par tâtonnement et grâce aux questions que pourra poser chaque membre à son propre coiffeur. On signale la coopérative établie à la place de la Bourse.

Demoiselles de magasin. — On signale l'interdiction faite aux vendeuses de s'asseoir durant toute la journée dans les magasins « Nouvelles Galeries » rue Noailles. A l'occasion des emplettes du Nouvel An, des enquêtes sommaires pourront être faites par chacun, qui, centralisées, contrôlées et coordonnées, donneront les premiers éléments pour des travaux futurs plus complets.

De même pour les *pâtisseries* pendant les fêtes.

Le plan de la Ligue sera polycopié et remis à chaque adhérent.

Pareil travail préliminaire sera fait dans une *droguerie*.

Enfin on s'efforcera d'entrer en rapport avec les Syndicats du Livre, qui n'ont pu encore être abordés, pour avoir la liste des imprimeurs de Marseille donnant satisfaction aux principales revendications ouvrières.

Les *Enquêtes* ne pourront être faites complètes qu'à la longue. Elles devront se contrôler mutuellement. Elles ne peuvent s'établir à priori mais doivent être construites par tâtonnements successifs. Les premières bases desquelles on pourrait cependant partir pour chaque profession sont :

Durée du travail, salaire, repos hebdomadaire, hygiène et sécurité. (Travail à l'atelier ou à domicile ?)

Un problème intéressant est ensuite posé. M. Estrangin indique le parti que l'on pourrait tirer des ventes de charité pour propager les idées de justice sociale qui sont le principal souci de la Ligue. Il y aurait lieu de s'enquérir auprès des dames vendeuses, du prix auquel elles ont acquis les objets mis en vente dans leur boutique (tout particulièrement les objets de lingerie, confection, etc.).

Si des achats ou des travaux ont été faits à des prix manifestement trop bas — il en résulte que des ouvrières ont travaillé à un « salaire de misère ». — Ce résultat singulier se produit donc que pour se procurer de l'argent destiné à faire des œuvres de charité ou commet indirectement ou directement une injustice. Ce fait absolument topique peut même se produire qu'une personne ayant travaillé moyennant un salaire injuste, se verra compléter son salaire sous forme de bon de pain ou de bon de viande, donnés par charité.

N'y a-t-il pas là une anomalie mettant bien en relief le vice de nos habitudes sociales et bien propre à frapper les esprits ?

Ceci dit, non pour ouvrir une campagne violente contre les inconscients et involontaires auteurs d'un méfait social, mais pour signaler un point de départ utile à la propagande d'une mentalité plus saine et plus juste, une enquête en ce sens est décidée, qui permettra de faire mettre le doigt sur la plaie.

Réunion de propagande à Neuchâtel (Suisse).

M. et M^{me} Pierre Bovet, membres correspondants de la Ligue Suisse d'Acheteurs et dont les enquêtes sur certaines fabriques de chocolats et les pâtisseries de Neuchâtel ont rendu possible la fondation d'une section à Neuchâtel, réunirent chez eux, le 12 décembre 1906, quelques personnes s'intéressant au mouvement des Ligues.

Après un exposé général fait par M. Jean Brunhes, l'étude des conditions locales a été entreprise : il faut de toute évidence que toute Ligue Sociale d'Acheteurs s'adapte au milieu dans lequel elle veut agir et tienne compte des habitudes, des mœurs, du tempérament spécial, en un mot de l'atmosphère sociale de chaque pays ou de chaque ville.

La discussion qui a suivi l'exposé de M. Jean Brunhes est des plus intéressantes à ce point de vue et vous en donnons les lignes générales d'après le compte rendu communiqué par M^{me} Pierre Bovet :

M. le pasteur Morel exprime chaleureusement son approbation des principes de la Ligue et désire vivement en voir une branche s'organiser à Neuchâtel. Il ne demande pas mieux que de s'associer à cette activité et propose que l'on recueille immédiatement des adhésions. Il croit qu'il faudrait agir surtout chez les patrons-pâtisseries. C'est d'eux que vient le principal obstacle. Le boycottage lui paraît un moyen d'action plus efficace que la réclame, insuffisante à ses yeux. L'expérience qu'il a faite dans ses cours d'instruction religieuse pour les apprentis lui a montré combien les prétendues exigences de service étaient influencées par le plus ou moins de bonne volonté des patrons.

M^{me} Pierre Bovet ne croit pas que la principale résistance vienne des patrons. Elle pense que c'est avant tout la clientèle qu'il s'agirait d'influencer.

Au cours de la petite enquête sur les pâtisseries neuchâteloises à laquelle elle a collaboré récemment, elle a recueilli

des témoignages qui lui ont montré combien l'égoïsme ou l'inconscience des acheteurs rendaient difficile aux patrons de bonne volonté la fermeture de leurs magasins le dimanche.

Certaine clientèle a quitté son pâtisseries parce qu'il avait refusé de lui livrer des meringues le dimanche. Les meringues du dimanche paraissent être une institution dans nombre de familles neuchâteloises.

C'est d'autant plus regrettable que les gâteaux à la crème sont les seuls qui doivent être livrés au dernier moment. Tous les autres gâteaux peuvent, sans inconvénients, être faits la veille (tous ses renseignements ont été fournis par un pâtisseries).

M^{me} Pierre Bovet saisis l'occasion de rectifier un malentendu auquel la petite enquête dont on vient de parler a donné lieu. On a reproché aux enquêteuses de n'avoir cité que deux noms de pâtisseries fermant leurs magasins le dimanche, alors qu'il aurait fallu en citer au moins quatre. Cette omission consisterait une injustice et pourrait causer un tort réel aux patrons en question.

Le reproche n'est pas mérité et repose sur un malentendu : il est bien vrai qu'il y a à Neuchâtel quatre pâtisseries fermant leurs magasins le dimanche, et les enquêteuses les ont mentionnés dans leur rapport ; mais deux d'entre eux livrent les commandes et obligent par là les apprentis à un certain travail. La circulaire de la L. S. A. n'a cru devoir donner les noms que des patrons observant complètement le repos dominical, pour eux et leurs employés.

M^{me} Rivier dit qu'une des catégories de travailleurs dont le sort lui paraît le plus digne de pitié est la corporation des laitiers. Pour eux jamais un dimanche, jamais une interruption dans le travail. Comment pourrait-on remédier à ce mal ?

— La conversation porte pendant un moment sur les petits porteurs de lait, presque tous des enfants qui, à des heures bien matinales et souvent aussi jusqu'à une heure avancée

de la soirée, doivent aller de maison en maison décharger leurs bidons de lait. Les parents sont bien aise d'accroître ainsi leur maigre budget, mais on peut se demander s'il n'y a pas là une véritable exploitation de l'enfance contre laquelle il faudrait protester.

Cette question des *petits laitiers neuchâtelois* émeut profondément les personnes présentes : d'après les renseignements recueillis le soir même auprès de l'un des assistants, M. Robert (professeur à l'Académie de Neuchâtel), les enfants porteurs de lait doivent se lever à 5 heures du matin et parfois à 4 heures et demie, aller à la gare pour y chercher le lait qui vient des environs de Neuchâtel, et ils distribuent ensuite le lait à domicile avant d'aller à l'école à 8 heures. Le soir, après dîner, ils retournent encore à la gare et distribuent le lait jusqu'à 10 heures et demie. Les instituteurs se sont déjà plaint que les parents puissent imposer ce métier aux enfants. Les petits porteurs de lait sont incapables de tout travail à l'école. Ils sont épuisés et dorment.

Une enquête sur les petits laitiers est décidée.

Le « Kæuferbund » (Ligue d'Acheteurs) de Berlin.

Le Congrès des catholiques allemands réuni à Essen en août 1906, avait adopté par acclamation le vœu suivant présenté par M. Erzberger, député du Centre : que les femmes allemandes, à l'instar des Américaines et des Françaises, se groupent en associations de clientes et réservent leur clientèle aux magasins ou fabriques qui bénéficient d'une bonne organisation sociale.

Le vœu de M. Erzberger est aujourd'hui réalisé par diverses sociétés philanthropiques et sociales et, dans une réunion récente composée de délégués de ces différents groupes, a

été décidée l'organisation d'une Ligue à l'instar de celles d'Amérique, de France et de Suisse. Un programme détaillé, très intéressant, a été élaboré, que nous comptons publier dans notre prochain numéro. Les personnes dévouées qui se sont occupées activement de cette organisation ont immédiatement pris contact avec les Ligues des autres pays et sont sympathiques au projet d'une alliance plus étroite entre elles.

La première manifestation du Comité d'initiative du Kæuferbund avait été la publication d'un appel aux femmes de Berlin en novembre 1907, appel qui résumait les enseignements donnés par les Ligues Américaines, Françaises et Suisses avant la grande presse de Noël et du Jour de l'An. En voici la traduction :

AUX FEMMES DE BERLIN

Regardez les magasins en ce moment (15 novembre), et songez à ce qu'ils seront dans un mois. Tous les articles d'hiver, tous les objets imaginables sont déjà prêts et aménagés de la façon la plus alléchante. Mais où sont-elles les acheteuses de tant de splendeurs ? Elles se promènent au soleil, vont voir leurs amis, fréquentent les concerts et le théâtre et elles attendent, pour faire leurs emplettes, le dernier moment de l'année. Quand Noël est proche, on accourt de partout et ces paroles s'échangent, toujours les mêmes : « Où trouverai-je ceci, où achetez-vous cela ? » L'on fait son choix et le lendemain l'on revient pour annuler la commande de la veille. Regardez les magasins, les ateliers ; allez chez les couturières, chez les ouvriers, chez ceux qui travaillent à domicile ! Une fiévreuse activité règne partout. Durant des heures, il faut remettre en place des articles déballés inutilement pour les clients indécis. Les heures supplémentaires ne se comptent plus et le surmenage, la fatigue du cerveau, la lassitude des membres exténués, l'irritation des nerfs sont l'appanage de tous les travailleurs jusqu'au 24 décembre et au-delà. Pourquoi cela ? Parce que les femmes de Berlin et celles qui viennent des environs ne s'y sont pas prises à temps ! C'est pourquoi nous faisons

appel à toutes les femmes en les suppliant de faire leurs achats *en ce moment* et sans retard. Il y va, d'ailleurs, de leur intérêt propre, car la marchandise est maintenant plus fraîche et le choix plus grand. Il y va surtout du repos indispensable aux fournisseurs, aux vendeurs, aux employés qui ont droit à une répartition plus égale des commandes et des achats et qui ne doivent pas être, par notre faute, les victimes d'un surmenage inhumain.

*Au nom du Comité provisoire pour la formation
d'une Ligue d'Acheteurs,*

E. DE KNEBEL-DÜBERITZ.
E. LÜDERS.



Le Gérant : J. BERGERON.

*Imprimé par des ouvriers payés au tarif accepté par la Fédération des Travailleurs du Livre
pour la région.*

Imprimeries réunies du Centre. — EMMANUEL RIVIÈRE, Ingénieur E. C. P.
Blois, 2, rue Haute.

A LIRE :

A. de MORSIER

Député au Grand Conseil de Genève

LE ROLE DE L'ACHETEUR

DANS LES

Conflits Économiques

Foyer solidariste de librairie et d'édition.
Saint-Blaise, près Neuchâtel (Suisse), Roubaix (France)

En vente au Secrétariat de la L.S.A. à Paris : 0' 80.

*Ce travail qui fut présenté à la Conférence d'automne de
l'Association chrétienne Suisse d'Étudiants (Sainte-Croix, sep-
tembre 1906), est le résumé le plus complet et le plus scienti-
fique que nous ayons actuellement du mouvement des Ligues
d'Acheteurs.*

*Nous en recommandons vivement la lecture à nos amis et
nous en donnons ici la table des matières :*

I. Il y a des conflits économiques. — II. Il y a un problème du travail. — III. Origine des conflits économiques. — IV. L'économie du travail. — V. Causes de l'importance du problème du travail. — VI. L'économie de la consommation. — VII. L'économie de la machine. — VIII. L'économie de l'ouvrier. — IX. Déficit de l'économie ouvrière. — X. L'économie du salariat. — XI. La question du bénéfice. — XII. Le taux des salaires. — XIII. Conclusions.

XIV. Action possible du consommateur sur les conditions du travail. — XV. Action directe du consommateur sur les conditions du travail industriel salarié. — XVI. Justification de la méthode. — XVII. Points sur lesquels s'exercera l'action des acheteurs associés.

XVIII. Les réalisations pratiques : A. L'origine ; B. La Ligue de Paris ; C. La Ligue Suisse. — XIX. Conclusions de l'expérience. — XX. Les critiques.

154 22405

LISTE BLANCHE

Distribuée en Février 1907
Annulant toutes les précédentes Listes Blanches.

VIENNETTES - DE LA RUE

- M^{me} BLANCHE LEBOUVIER, 3, rue Boudreau, IX^e.
- M^{son} LELONG, 48, place de la Madeleine, VIII^e.
- ⊙ M^{son} VIGNON, 182, rue de Rivoli, I^{er}.
- M^{lle} CRISSONNIER, 370, rue Saint-Honoré, I^{er}.
- M^{mes} J. ADAM et BOUHOURS, 32, avenue Carnot, XVII^e.
- M^{me} AUGÉ, 15, avenue du Trocadéro, XVI^e.
- M^{me} L. BARRÉ, 24, rue de Babylone, VII^e.
- M^{me} BAUDRY, 8, rue de la Fidélité, X^e.
- M^{lle} BONVALLET, 33, Chaussée d'Antin, IX^e.
- M^{me} DUBOIS, 87, rue d'Alésia, XIV^e.
- M^{me} RAVEAU, 41^{bis}, rue Montaigne, VIII^e.
- M^{me} ROUSSIN, 28, rue Réaumur, III^e.
- ⊙ M^{me} TAMBUTÉ, 27, rue Mazarine, VI^e.
- M^{me} DALTROPHE, 40, rue des Martyrs, IX^e.
- M^{me} C. LEFRANC, 5, rue Saulnier, IX^e.
- M^{lle} BOUFFIER, 460, boulevard Saint-Germain, VI^e.

VIENNETTES - RUE DE LA SORBONNE

- M^{me} CHERFILS, 20, rue de la Sorbonne, V^e.
- M^{lle} HÉLEINE, 23, boulevard des Batignolles, VIII^e.
- M^{me} PACAUD, 24, rue Rennequin, XVII^e.

VIENNETTES - PETITS-CHAMPS

- M. NOEL, 91, rue des Petits-Champs, I^{er}.
- M. BOUCHON, 76, boulevard Haussmann, VIII^e.
- M. FOLTIER, 158, boulevard Pèreire, XVII^e.
- M. OLSEN, 3, rue Lécuse, XVII^e.
- ⊙ M. TAMBUTÉ, 27, rue Mazarine, VI^e.

VOUSSES

- M^{son} BRIDELANCE et DOSNE, 19, faubourg Saint-Honoré, VIII^e.
- M^{me} A. CLOITHE, 28, rue Caumartin, IX^e.
- M^{me} VIEVILLE, 38, rue Montparnasse, XIV^e.

VOUSSES - RUE DE LA SORBONNE

- M^{lle} J. MOULINIÉ, 31, rue de la Sourdière, I^{er}.

VOUSSES

- M^{me} Bannel, 11, rue Richempanse, VIII^e.
- M^{me} CHEUILLOT, 396, rue Saint-Honoré, VIII^e.
- M^{me} ELOISE, 4, rue du Bac, VII^e.
- M^{lles} FELLION, 73, rue de Vaugirard, VI^e.
- M^{me} HENRIETTE, 124, faubourg Saint-Honoré, VIII^e.
- ⊙ M^{me} MARÉCHAL, 78, avenue de Wagram, XVII^e.
- ⊙ M^{me} ROBERT, 40, rue Pasquier, VIII^e.

Les Maisons dont les noms sont précédés du signe ⊙ sont celles où l'on donne dans l'après midi un quart d'heure de repos pour le goûter et où toutes les ouvrières ont, pour travailler, des sièges à dossier.

Volume 2

Volume 2



✿ BULLETIN DES LIGUES SOCIALES D'ACHETEURS ✿

2^e Trimestre 1907

FRANCE ET SUISSE



◊ ◊ Ce numéro du Bulletin
est distribué en Mai 1907 ◊ ◊

Tous ceux qui ont des vacances forment déjà des projets de voyage. Ils le souhaitent, non seulement à leur plaisir, mais aussi à l'organisation de leurs bagages. — Les bagages trop lourds, les malles en mauvais état, les bagages défectueux peuvent occasionner des accidents et de graves dommages aux employés des chemins de fer et des hôtels.

Les ligues sociales d'acheteurs vous aident.



Paris

28, RUE SERPENTE

Berne

13, RAINMATT

Avis important pour le paiement des Cotisations

A tous les adhérents qui n'ont pas payé, à la date du 1^{er} juin la cotisation pour 1907 (5 francs), sera présentée par la poste, du 1^{er} juin au 15 juin, un reçu de 5 fr. 50 pour la France.

Le reçu est présenté *deux fois* : si, lors de la première présentation, il n'a pas été payé, le facteur laisse *un avis* (dont ci-après la reproduction) faisant connaître que le reçu sera représenté le lendemain, et que, en cas de non-paiement, à cette seconde présentation, il restera pendant vingt-quatre heures à la disposition du destinataire au bureau de poste.

N° 1490

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

POSTES ET TÉLÉGRAPHES

A , le 190

DÉPARTEMENT

d

MONSIEUR,

est informé qu'une valeur à recouvrer, dont le détail suit, a été présentée aujourd'hui, à son domicile, en son absence :

BUREAU

d

Montant de la valeur :

Expéditeur :

Origine :

Si cette valeur n'a pas été retirée au bureau d'aujourd'hui, avant heures du matin, elle sera représentée à son domicile, le même jour, vers heures (1).

En cas de non-paiement à la seconde présentation, ladite valeur restera à sa disposition, au bureau désigné ci-dessus, jusqu'au lendemain soir, à heures (2).

Prière de rapporter le présent bulletin.

(1) Si le lendemain est un dimanche ou un jour férié légal, la seconde présentation n'a lieu que le surlendemain ou le premier jour ouvrable suivant.

(2) Les dimanches et jours de fête, le retrait des valeurs ne peut être opéré que jusqu'à midi.

Nous prions instamment nos adhérents de vouloir bien, en cas d'absence, donner des ordres pour que le reçu soit payé à présentation.

LIGUES SOCIALES D'ACHETEURS

3^e Année du Bulletin. — 2^e Trimestre 1907.

PROGRAMME : Développer, chez les acheteurs, le sentiment de leurs responsabilités sociales. — Susciter, de la part des fournisseurs, des améliorations dans les conditions du travail.

SOMMAIRE :

Pages.

54. Une récente étude sur les Ligues d'Acheteurs . . . Ch. GIDE.
 64. Une grève dans une fabrique suisse de chocolat . . . E. PIECHENNA.
 71. Le travail à domicile chez les tailleurs pour hommes : la solution d'un conflit (suite et documents) . . . H. J. B.
 96. NOTES & NOUVELLES : Les Ligues Sociales d'Acheteurs en Suisse, en Allemagne et en France — Assemblée générale de la Ligue Suisse. (Travaux des sections. — Les porteurs de lait de Neuchâtel, les plâtriers de Berne — Programme du Kaeferbund de Berlin. — Création des sections de Roubaix et de Saint-Flour.
 104. Réunion d'études de la L. S. A. de Paris : Le repos hebdomadaire dans le service des postes. — Blanchisserie et désinfection. — Le travail à domicile chez les tailleurs.
 113. Un spécimen de nos enquêtes sur le travail à domicile : Une enquête chez une lingère.
 119. Le repos partiel du dimanche pour les domestiques : Lettres reçues. — Réflexions et remarques.
 128. A propos de la grève des garçons de café de Paris.



UNE RÉCENTE ÉTUDE DE M. CH. GIDE

sur les Liges d'Acheteurs (1).

Une des dernières paroles, peut-être même la dernière, que prononça Bastiat sur son lit de mort, *novissima verba*, fut celle-ci : « il faudra étudier toute l'économie politique au point de vue du consommateur. » On pourrait donc croire que Bastiat a été le véritable père de ces « Liges sociales de consommateurs » ou « d'acheteurs », dont M^{me} Brunhes s'est faite l'éloquent apôtre en Suisse et à Paris et auxquelles M. de Morsier vient de consacrer un petit livre très actuel (2) qui épuise la question et même la déborde un peu.

Mais s'il en était ainsi, comment se fait-il que les économistes qui peuvent être considérés comme les fils spirituels de Bastiat ou qui, du moins, représentent aujourd'hui le plus fidèlement ses doctrines, MM. Yves Guyot, Vilfredo Pareto et, à Genève même, notre collègue et ami, M. Wuarin, sont précisément ceux qui critiquent le plus vivement ces nouvelles Liges ? Les échos de Genève ont retenti de ces débats. — C'est que Bastiat, en disant qu'il fallait juger toutes choses au point de vue du consommateur, voulait dire simplement que la consommation était le but final de toute l'activité économique et que, pour apprécier la portée de telle ou telle réforme, pour résoudre n'importe quelle question de l'ordre économique, par exemple les effets du machinisme ou du

(1) *Semaine Littéraire* de Genève, 23 mars 1907. Etant donné l'importance de l'article qu'on va lire et l'autorité de son auteur, nous avons tenu à en donner dans notre *Bulletin* une reproduction textuelle et *in extenso*.

(2) *Le rôle de l'acheteur dans les conflits économiques*, par Aug. de Morsier, *Foyer solidariste d'Édition et de Librairie*, St-Blaise, 78 pp., prix : 0 fr. 80.

libre-échange ou de la concurrence, la seule pierre de touche c'était de vérifier si la consommation était rendue plus facile et moins coûteuse. Si oui, le progrès est certain.

Mais de là à conclure que c'est aux consommateurs qu'il appartient de contrôler la production et de gouverner tout le mécanisme économique, de là à ce que nous avons appelé le règne du consommateur, il y a loin ! et les économistes de l'école libérale ne sont nullement disposés à franchir ce pas. Et je n'oserais affirmer que Bastiat eût été disposé à le faire si, de son vivant, les Liges de consommateurs fussent nées. Il eût été même illogique en le faisant, car l'idée dominante de ses *Harmonies*, comme de toute l'école économique optimiste, c'est que cette fin suprême, qui est le maximum de satisfaction pour le minimum de peine, se réalise par le jeu naturel et spontané des faits : tout conspirera au bien du consommateur d'autant plus sûrement qu'il ne s'en mêlera pas. Qu'il se garde de vouloir réaliser son propre bien ! Il y sera maladroit et ne fera rien qui vaille. J'ai entendu M. Vilfredo Pareto dire dans son cours et me dire à moi-même que s'il n'y avait eu que le consommateur pour faire réaliser des progrès à la boulangerie, quoiqu'il y soit pourtant le seul intéressé, nous mangerions encore du pain noir ou peut-être même pas de pain du tout. C'est le producteur de pain, et non lui, le consommateur de pain, qui a inventé le moulin, le levain, le blutage, le décortilage des grains et jusqu'à ces machines ingénieuses qui brossent chaque grain pour enlever les poussières légères de la petite fente médiane. Que le consommateur du pain blanc se contente de le manger en bénissant ceux qui le lui ont préparé et sans prétendre les diriger ! A chacun son métier, comme dit le proverbe, et les vaches seront bien gardées : au consommateur à consommer, au producteur à produire.

Et M. Yves Guyot, le plus militant des économistes de l'école libérale, mais l'esprit le plus indépendant aussi — à telles enseignes que, quoique ultra-individualiste, il n'est

point de l'Institut — dans un charmant tout petit livre, *la Morale de la concurrence*, va bien plus loin ! Il déclare qu'il suffit de laisser agir la concurrence, c'est-à-dire de laisser faire les producteurs, pour assurer non seulement le progrès technique mais le progrès moral, dans l'ordre économique tout au moins. Mais je préfère citer ses propres paroles : « La question que je pose est celle-ci : Y a-t-il dans nos civilisations actuelles une majorité de gens dont la profession consiste à faire du bien à autrui ? qui engagent toute leur activité, leur vie, leur force, leur intelligence à cet altruisme ? pour qui cet altruisme est obligatoire parce qu'il est doublé d'une sanction efficace ? — Si je fais cette démonstration, j'aurai le droit de dire : Voilà le ressort moral de nos civilisations modernes ». Et M. Yves Guyot fait en effet cette démonstration. Il nous montre le producteur, le fabricant, se creusant la tête du matin au soir pour réfléchir à ce qu'il pourra trouver de mieux pour faire plaisir à son bon ami le consommateur, l'acheteur, s'ingéniant non seulement à satisfaire ce besoin, mais à le deviner, et non seulement à le deviner, mais à le suggérer, en un mot vivant pour autrui dans toute la force de ce mot, car c'est bien la plus incontestable façon de vivre pour autrui que d'y penser sans cesse et de s'exténuer à satisfaire ses besoins : « le consommateur ne sait jamais le mal que le producteur se donne *pour lui* ». Et « la sanction efficace » de cet altruisme, c'est que si le producteur réussit à satisfaire pour le mieux les besoins d'autrui, il y trouve son profit et sa fortune : si, au contraire il a été maladroit, s'il a mal servi autrui, c'est pour lui la perte et la ruine.

On comprend du reste que si c'est là l'expression de la réalité, le consommateur n'a rien de mieux à faire qu'à se croiser les bras, se reposant sur l'altruisme des producteurs, et que ses Liges paraissent tout à fait impertinentes. Même M. Y. Guyot dit très catégoriquement à ces consommateurs que ce sont eux qui « poursuivent des fins égoïstes » !

Nous sommes d'accord sur ce point que le producteur a pour fonction de servir autrui. Mais servir autrui c'est être un « serviteur ». Tel est le rôle, en effet, du producteur vis à vis du consommateur et par conséquent c'est celui-ci qui est « le maître » — quoiqu'on l'appelle irrespectueusement « le client ». Et nous croyons que ce serviteur-là est à surveiller de près parce qu'il se préoccupe beaucoup moins de son service que de son salaire. Sans doute il faut bien, s'il veut avoir des clients, qu'il puisse leur dire et leur faire croire que, selon la formule consacrée, il sera mieux servi chez lui qu'ailleurs, mais il est clair que la satisfaction du client n'est pas, pour le commerçant, le but mais seulement le moyen, le moyen de réaliser un profit. Et s'il trouve quelque moyen de réaliser un plus grand profit en fournissant au client une moindre satisfaction, par exemple en mélangeant de la chicorée à son café ou en retirant la crème de son lait, il est vraisemblable que notre altruiste n'hésitera pas à le faire.

Le proverbe dit qu'on n'est jamais mieux servi que par soi-même : pourquoi ne serait-ce pas vrai aussi pour le consommateur ? On nous dit que le consommateur est incapable de se servir lui-même. Il l'est devenu en effet, mais il ne l'a pas toujours été. Il fut un temps dans l'histoire économique où le consommateur se servait lui-même, je veux dire produisait pour lui-même tout ce qui était nécessaire à ses besoins. Et cet âge économique, nous pouvons le voir encore de nos yeux, à la ferme, voire dans les petites villes de province, là où la ménagère cuit son pain, fait ses confitures et sa charcuterie, blanchit le linge, peut-être même, quoique ces fossiles deviennent rares, file sa quenouille et coud les habits. Et quoiqu'on prétende que le consommateur est inhabile à se servir lui-même, le pain était savoureux, la confiture exquise, le linge blanc et fleurant bon, le fil solide — toutes ces choses « faites à la maison » étaient bonnes : j'en atteste les

privilegiés qui ont pu encore y goûter. Or ce qui n'est aujourd'hui que l'exception a été la règle pour tous les produits : l'industrie humaine a débuté par être domestique. Mais un jour est venu où le serviteur qui était chargé de faire le pain ou la confiture ou les vêtements, a quitté la maison, s'est établi au dehors et s'est appelé le boulanger, le confiseur ou le tailleur. Ce jour-là *le métier* a apparu dans le monde et c'a été une ère nouvelle dans l'histoire du genre humain.

Mais voici qu'une ère nouvelle se prépare. Le régime coopératiste que nous préconisons, celui déjà en partie réalisé en Angleterre et qui s'ébauche largement en Suisse, c'est celui où des consommateurs associés produisent eux-mêmes tout ce qui est nécessaire à leurs besoins, dans leurs propres maisons, par leurs propres moyens, et resuscitent ainsi, dans des proportions grandioses, l'âge ancien où le consommateur et le producteur ne faisaient qu'un. La société coopérative de consommation n'est que le ménage agrandi. Et quand nous avons vu, il y a quelques années, à la Wholesale de Manchester, les gigantesques chaudières où l'on versait des wagons de fraises pour préparer la gelée que les milliers de membres de la société mangeront à leur *breakfast*, j'ai cru me retrouver rajeuni de quelque cinquante ans, dans la petite ville de province où je suis né et où je regardais ma mère faire la confiture, et j'ai vu une confirmation nouvelle de cette loi, d'ailleurs bien connue, qui fait que les sociétés, elles aussi, reviennent en vieillissant aux procédés qu'elles avaient pratiqués dans leur enfance.

Mais nous n'en sommes pas encore là. Il ne s'agit pas, pour l'heure, des sociétés de consommation, mais seulement des Ligues de consommateurs. Celles-ci, plus modestes, ne prétendent pas organiser la production, non pas même la contrôler en s'immisçant dans les opérations techniques. Elles n'ont pas pour but d'apprendre aux fabricants de chocolat comment ils doivent fabriquer le chocolat ou aux tail-

leurs comment ils doivent tailler et coudre, mais elles bornent leur rôle à surveiller leurs serveurs, c'est-à-dire :

1° A vérifier la qualité des produits et les conditions hygiéniques et morales de la production, par exemple si les robes n'ont pas été faites dans des chambres de tuberculeux ou si leur chocolat n'a pas été fait par des gens qui n'avaient pas de quoi manger du pain ;

2° A fournir à leurs membres les renseignements nécessaires pour qu'ils puissent acheter de préférence les produits satisfaisant le mieux à ces conditions de salubrité et de moralité :

3° Et réciproquement — car cette déclaration des droits du consommateur est accompagnée d'une déclaration des devoirs, ce qu'on oublie ailleurs — à faire les achats dans les conditions qui infligeront au vendeur et aux producteurs le minimum de peine et de frais.

..

Ces prétentions sont-elles exorbitantes : Les économistes de l'école libérale l'affirment. Mais ils sont vraiment difficiles à contenter, car si l'on a recours à la loi pour prohiber la vente des denrées falsifiées ou pour abolir le *sweating system*, ils protestent avec indignation contre cette contrainte légale. Et lorsque maintenant, sans demander à l'État ni à l'administration de brandir son glaive, nous voulons confier la garde de l'intérêt public à de libres associations, à l'initiative de ceux qui sont le plus directement intéressés, ils protestent également ! Pourtant, comme le dit très bien M. de Morsier : « Il nous semble que ceux qui luttent contre le socialisme et l'intervention de l'État devraient saisir l'importance du principe des Ligues d'acheteurs qui n'est autre que l'organisation rationnelle de l'activité individuelle du consommateur ». M. Yves Guyot dit : « Je n'aime pas beaucoup la police, mais j'aime encore moins la police privée. » Alors il est clair qu'il ne veut de police d'aucune sorte, ce qui de la part d'un

ancien ministre ne laisse pas que d'être un peu surprenant. Les Anglais, pourtant très chatouilleux sur la liberté individuelle, n'ont pas ce scrupule, car ils accordent le droit de poursuite directe devant les tribunaux à un grand nombre de sociétés privées, telles que celles pour la protection de l'enfance ou contre la presse pornographique, et nous voudrions bien voir introduire ce même droit de poursuite privée en France dans l'espoir qu'il suppléerait à l'inertie et à la lâcheté des fonctionnaires qui, quoique ayant l'honneur de représenter officiellement l'État, sont surtout préoccupés de ne pas s'attirer de désagréments.

Mais d'ailleurs les Ligues de consommateurs ne prétendent à aucune police, à moins qu'on ne veuille désigner de ce nom le droit de légitime défense contre les fabricants et les commerçants qui bombardent les consommateurs de prospectus, de circulaires, de catalogues, de timbres-rabais, voire même de petits cadeaux et de billets de loterie, qui dépensent des milliards pour cette chasse aux consommateurs, qui envahissent de leurs annonces toutes les colonnes des journaux et, non contents de la quatrième page, les glissent aujourd'hui insidieusement dans les nouvelles politiques ou les échos de la semaine et s'apprêtent à rire de la déconvenue du consommateur lorsque, arrivé à la fin de l'article sensationnel, il s'apercevra qu'il a été joué par une impudente réclame. Les voilà qui violentent nos regards dans les rues par d'énormes affiches et déshonorent nos montagnes par d'ignobles placards, les voilà qui se constituent en trusts géants pour empêcher la baisse du prix du charbon, du pétrole, et tandis qu'eux multiplient les associations pour rançonner, fasciner et duper les consommateurs, les consommateurs, eux, n'auraient pas le droit de créer des associations pour surveiller les producteurs ?

On s'écrie que les enquêtes faites par les Ligues afin de renseigner leurs membres et les *Listes Blanches* sur lesquelles elles inscrivent les noms des fournisseurs qui leur ont

paru remplir les conditions voulues sont de nature à jeter du discrédit sur tous les autres et qu'il y a là une sorte de diffamation sournoise vis-à-vis de commerçants qui peuvent être tout aussi honorables que les privilégiés de la *Liste Blanche*. On leur refuse le droit d'établir une liste de « lauréats », comme dit M. Wuarin, qui aurait pour effet de créer par contre-coup une liste de suspects. Et même on les menace, de la part des industriels et commerçants laissés en dehors de la *Liste*, de procès en dommages et intérêts devant les tribunaux !

Pourtant on reconnaît bien, je pense, aux fournisseurs le droit de publier les noms de leurs clients quand ils pensent en tirer honneur ou profit. Nous voyons sur les devantures de magasins de Paris ou sur les en-têtes de lettres : « fournisseur de Sa Majesté le roi d'Angleterre », ou « fournisseur de la Cour impériale de Russie », et j'espère bien qu'un jour nous verrons les marchands inscrire en lettres d'or « fournisseurs de la Ligue des consommateurs » et en tirer plus d'honneur et de profit qu'en arborant des armes royales ou impériales. Il y a des fournisseurs aussi qui, pour se préserver mutuellement, tiennent à l'inverse des listes noires sur lesquelles sont inscrits les noms des mauvais payeurs. Et les listes noires des patrons sur lesquelles ils inscrivent les noms des ouvriers « mauvaises têtes », lesquels sont réduits à se faire cabaretiers faute de pouvoir se faire embaucher nulle part ! Je ne sache pas que les économistes, même de l'école libérale, aient songé à interdire ces moyens, ni que les tribunaux les aient jamais condamnés. Alors si l'on reconnaît aux fournisseurs le droit de publier les noms de leurs acheteurs, en vertu de quelle casuistique refuserait-on aux acheteurs le droit de publier les noms de leurs fournisseurs ? Toutes les sociétés et fédérations coopératives d'achat le font dans leurs journaux. M. de Morsier rappelle avec beaucoup d'à-propos que le Touring-Club (et, pourrait-il ajouter, en France, le Club Alpin) publie la liste des hôtels qui se conforment à

leurs prescriptions d'hygiène, de confort et de tarifs, et même ils donnent aux hôteliers désignés une plaque spéciale, une sorte de label, qu'ils ne manquent pas d'arborer comme enseigne. On peut même dire que par là le Touring-Club est en voie de révolutionner, mais, dans le meilleur sens du mot, l'industrie hôtelière en France. Puissent les Ligues de consommateurs avoir un égal succès !

Il se peut cependant qu'au lieu d'emprunter le mot, emprunté à l'Amérique, de *Liste Blanche* qui a l'inconvénient d'attribuer aux fournisseurs qui y sont inscrits une virginité peut-être excessive, il fût mieux de dire tout simplement « liste des fournisseurs adhérents à la Ligue », ce qui supprimerait toute apparence de jugement sur les bons et les méchants, toute séparation des boucs et des brebis et par là même tout prétexte à récrimination.

Il se peut aussi que les Ligues se laissent entraîner à s'immiscer dans certains détails techniques de la production qui ne sont pas de leur compétence, surtout quand elles ne se bornent pas à exercer leur contrôle sur les magasins ou les métiers qui vendent directement au public, mais veulent l'étendre aux fabriques, lesquelles ne sont plus en relation directe avec le consommateur. Ainsi les prescriptions minutieuses auxquelles la Ligue des consommateurs de Berne a soumis les fabriques de chocolat sont peut-être un peu minutieuses : « ventilation, température, propreté des locaux, limitation de la journée de travail à dix heures, et neuf heures seulement le samedi, salaires minimum de trois francs pour les femmes, prohibition de fouiller les ouvrières à la sortie, etc. », sans parler d'autres règles dont la vérification est vraiment malaisée, telle que celle « de relations vraiment humaines et empreintes de respect mutuel nre patrons et ouvriers ». Pour tous ces détails intérieurs, les associations de consommateurs feraient mieux de s'en remettre aux syndicats ouvriers là où il en existe, d'autant plus que quelques-uns de ces syndicats ouvriers, en France (tous déjà aux Etats-

Unis) se sont mis à délivrer de certificats de bonne façon (*label*) qui sont apposés sur les produits fabriqués conformément aux conditions prescrites par ces syndicats. Or s'il arrivait que les labels des syndicats ouvriers ne concordent pas avec les *Listes Blanches* des ligues de consommateurs, l'acheteur serait bien embarrassé ! Cependant il est juste de dire que cette intervention des Ligues de consommateurs dans les fabriques, et notamment dans celles du chocolat, ne s'est exercée que là où il s'agissait de protéger des femmes ouvrières, lesquelles précisément ne sont presque jamais syndiquées.

En somme, de tous les reproches adressés aux Ligues de consommateurs, je n'en vois qu'un qui soit fondé : c'est que le consommateur est imbécile. Oh ! ceci est absolument vrai et il y a longtemps que nous l'avons dit. La crédulité d'enfant avec laquelle il court du côté où l'on fait battre la grosse caisse, la patience avec laquelle il paye les surtaxes de douane sur son pain, sur sa côtelette, sur son vin, pour procurer des rentes aux propriétaires, la naïveté avec laquelle, par les pourboires qu'il distribue au garçon de café, au cocher de fiacre, à l'ouvreuse du théâtre, il épargne à leur patron l'obligation de leur payer leur salaire et le prend à sa charge, la bonne foi avec laquelle il avale tous les produits plus ou moins frelatés qu'on lui vend, tout cela en fait le personnage le plus ridicule de tous ceux qui jouent leur rôle sur la scène économique, c'est lui qui a tenu jusqu'à présent l'emploi de Joerisse.

Mais précisément les Ligues de consommateurs veulent le relever de cette déchéance : elles veulent que sur le théâtre économique il joue désormais le premier rôle, qui est celui de roi, et pour cela elles commencent par faire l'éducation du consommateur. C'est là, à vrai dire, leur but principal. Elles ne sont pas seules, d'ailleurs à travailler en ce sens. Les

Ligues antialcooliques, végétariennes, toutes les sociétés d'hygiène alimentaire et, peut-on ajouter aussi, toutes celles qui se préoccupent de la consommation intellectuelle et morale, Ligue contre la presse pornographique, sociétés d'art et de musique populaire, sociétés de dames pour s'interdire le port des plumes d'oiseaux sur leurs chapeaux, — tout cela conspire à faire l'éducation du consommateur, de ses cinq sens, de son esprit et de sa conscience. Rien de plus utile ne peut être fait à l'heure présente.

L'avènement du règne des consommateurs répondra, dans l'ordre économique, au règne du suffrage universel dans l'ordre politique; il reposera sur une base plus large encore, car tout le monde n'est pas électeur, voire les femmes, les mineurs, les étrangers, tandis qu'il n'y a pas un seul être humain qui ne soit consommateur. Mais si le régime du suffrage universel a ses vices et ses périls qui sont bien connus de tous et qui tiennent surtout à l'ignorance et à l'absence d'organisation de la foule des électeurs, et si même il ne nous ne laisse quelque espoir de salut que dans l'éducation progressive du suffrage universel, il faut bien s'attendre que la démocratie économique aura, exactement par les mêmes causes, les mêmes risques et les mêmes périls, et exigera à plus forte raison l'éducation du peuple. Or le peuple ce n'est point, comme le prétendent les socialistes prenant la partie pour le tout, la classe ouvrière, c'est le consommateur.

Ch. GROS.

UNE GRÈVE DANS UNE FABRIQUE SUISSE DE CHOCOLAT

Le 13 mars, ou, plus exactement entre le 13 et le 19 mars 1907, 350 ouvriers et ouvrières des fabriques d'Orbe, de Vevey et de Busigny, centres de fabrication des chocolats de la Société générale Peter-Kohler se mirent en grève, pour protester contre le renvoi du directeur de la fabrique d'Orbe, favorable aux ouvriers et à la création de syndicats parmi eux, et ils demandèrent le renvoi de deux chefs d'ateliers, Bovard et Portmann.

Devant le refus de la direction d'agréer cette demande, la grève se généralisa et le personnel entier des trois fabriques cessa le travail. En outre les ouvriers dressèrent un cahier de réclamations, demandant la suppression du travail aux pièces et des amendes (celles-ci sont d'ailleurs supprimées depuis un certain temps); paiement des salaires des chefs d'ateliers à l'heure; la régularisation des heures de travail dans les usines; une augmentation de 50 0/0 pour les heures supplémentaires jusqu'à 10 heures du soir et de 100 0/0 depuis 10 heures; la journée normale de 10 heures pour les cinq premiers jours de la semaine et de 9 heures pour le samedi, les heures faites en moins devant être payées au taux normal de même que les jours de congé imposés par la direction; l'augmentation de huit centimes par heure pour tous les ouvriers et ouvrières travaillant dans les usines, le salaire minimum des hommes étant fixé à 40 centimes l'heure, celui des femmes à 30 centimes, avec augmentation de 2 centimes par heure chaque année, jusqu'à concurrence de 65 centimes pour les hommes et de 45 centimes pour les femmes; la reconnaissance du syndicat par la direction; la promesse qu'aucun ouvrier ou ouvrière ne serait inquiété pour « faits de grève ».

La résistance patronale semblant irrédutable le syndicat des chocolatiers fit appel à la solidarité des corporations formant l'Union ouvrière de Vevey et, le 23 mars, éclata la grève générale à Vevey. Ce fut le signal des désordres: Les vitres de la villa de M. Kohler furent brisées à coups de pierre, et les ouvriers organisèrent le blocus de l'usine d'Orbe. C'est alors que le Conseil d'Etat ordonna la levée des troupes et, la grève s'étant étendue à Lausanne parmi les maçons, les menuisiers, les serruriers, les charpentiers et les

typographes, le Conseil d'État fit occuper la Maison du Peuple ; deux bataillons et deux escadrons furent mobilisés sur la place Saint-François.

Les bagarres se multipliaient et la situation devenait grave quand les ouvriers chocolatiers dont certaines revendications étaient légitimes et dont la cause était sympathique à la population eurent l'idée heureuse de demander l'arbitrage du Conseil d'État du Canton de Vaud.

Après de longues négociations, une réunion officielle eut lieu entre une délégation du Conseil d'État, le Conseil d'administration de la Société générale suisse des chocolats (Peter-Köhler) et une délégation de trois ouvriers des fabriques de chocolat de Bussigny et Vevey.

Au nom du Conseil d'administration, M. Cuénod donna lecture d'une déclaration aux termes de laquelle la direction assure dans ses usines un minimum de dix heures pendant cinq jours de la semaine, de neuf heures le samedi, la dixième heure étant payée ; les jours fériés et les 2 et 3 janvier exceptés. Les heures supplémentaires seront payées suivant un tarif spécial à l'étude. Des enquêtes seront faites au sujet des plaintes formulées contre certains chefs d'atelier.

Le Conseil d'administration admet la légalité du syndicat des chocolatiers.

Le 2 avril au matin le travail reprenait dans les fabriques d'Orbe, de Vevey et de Bussigny. Tel est l'historique de cette grève dont la cause profonde nous est révélée par l'enquête faite sur place par la présidente de la Ligue suisse d'Achéateurs.

Peter, fondateur des usines de Vevey et d'Orbe, était jadis lui-même un ouvrier. Il avait connu les difficultés et était animé de bon vouloir envers son personnel. Il payait bien tous ses employés, et très généreusement les employés supérieurs. (On cite un secrétaire général qui touchait 20,000 fr. par an.)

Il était aimé, et l'est encore. Durant la dernière grève, au moment où l'on attaquait à coups de pierres les maisons voisines, on ne toucha pas à sa villa. On dit même que les ouvriers lui ont écrit une lettre personnelle au moment de se mettre en grève.

Les Kohler, fondateurs de l'usine d'Echaudens (Bussigny) sans être mal intentionnés, sont avant tout des hommes d'affaires, des administrateurs. Dès la fusion des fabriques Peter et Kohler en « Société générale Suisse », il y a 2 à 3 ans, l'influence des seconds se fit sentir dans un sens restrictif. Les salaires furent réduits ; les employés supérieurs qui touchaient de gros appointements furent renvoyés l'un après l'autre sous divers prétextes. Peter lui-même fut graduellement mis de côté, et son influence dans la direction des affaires fut tenue en échec. De là, un mécontentement général, qui s'envenimait depuis assez longtemps.

La fabrique fait de brillantes affaires. Elle maintient toute-fois ses dividendes au 4 0/0 mais de temps en temps elle double le nombre de ses actions, de telle sorte que le possesseur d'une action en reçoit gratuitement une seconde. On m'a cité un jeune homme auquel son parrain avait fait cadeau d'une action, il y a quelques années, et qui en possède 6 aujourd'hui (toutes à 4 0 0). Il n'en a jamais acheté. Ces actions ne sont pas en vente ; elles se répartissent toutes entre les membres de quelques familles apparentées ou amies des propriétaires.

Malgré ce subterfuge, le public se rend compte que la fabrique réalise d'énormes bénéfices, et les salaires n'augmentant nullement, il en résulte une sourde irritation. A Vevey, la vie est très chère, et ne cesse de renchérir. En outre, d'autres fabriques de la même ville ont établi des tarifs très élevés ; l'usine Nestlé, par exemple, paie, dit-on, exceptionnellement bien tous ses ouvriers, si bien qu'il se crée une sorte d'aristocratie parmi les ouvriers, et que le personnel des fabriques Nestlé ne se soucie ni de se syndiquer, ni de prendre part aux grèves.

La question des salaires de la Société générale est difficile à élucider. — Les salaires minima, en ce qui concerne les femmes, n'étaient, au dire des ouvriers eux-mêmes, pas inférieurs à 16 centimes l'heure. pour les ouvrières non encore

exercées et atteignaient 18 et 20 centimes au bout de peu de temps. Ils n'étaient donc nullement inférieurs à ceux des fabriques Suchard et Lindt. Les salaires minima des hommes par contre, semblent avoir été assez bas. On en cite de 2 fr. 80 par jour, mais les administrateurs de la fabrique soutiennent que ces salaires minimes n'étaient pas payés à des ouvriers, mais à des apprentis — et pour quelque temps seulement. — Il est presque impossible de vérifier avec pleine certitude ce qu'il en était.

Quoi qu'il en soit, la grève n'aurait pas éclaté s'il ne se fût agi que d'une augmentation de salaires.

La cause déterminante du conflit fut le renvoi du directeur d'Orbe, très aimé, et en qui les ouvriers avaient un soutien; renvoi considéré comme injuste, et qui eut lieu peu après la création d'un syndicat des chocolatiers.

Les ouvriers ne procédèrent pas correctement. Ils se mirent en grève avant d'avoir adressé aux directeurs leurs revendications.

Les directeurs, par contre, au reçu de ces revendications, refusèrent d'entrer en pourparlers avec les représentants du syndicat. Dès lors, la question de la reconnaissance du syndicat devint prépondérante. Les ouvriers demandaient bien d'autres concessions, une augmentation de 8 centimes par heure de travail pour tous les ouvriers et ouvrières, pour ces dernières un salaire minimal de 3 francs dès l'entrée dans la fabrique, le paiement des heures supplémentaires à un taux de 50 0 0 plus élevé, etc. Mais la preuve que ces réclamations étaient d'importance secondaire, c'est que la réconciliation s'est opérée sans qu'il y ait été fait droit.

Au début de la grève, toute la population était favorable aux ouvriers. Malheureusement, le lundi, 23 mars, les grévistes se livrèrent à des violences, allèrent jeter des pierres aux fenêtres des fabriques et manifestèrent tumultueusement.

Il y eut des bagarres et l'ont eut devoir appeler la troupe. Aussitôt le public se tourna contre les grévistes. D'autre part,

il semble que les autorités n'aient pas gardé partout une juste mesure dans les dispositions prises pour réprimer le désordre. A Lausanne, notamment, où aucune bagarre n'avait eu lieu, on fit bivouaquer la troupe sur la place principale de la ville, et l'on fit cerner et bloquer la Maison du peuple, propriété privée, empêchant ainsi les ouvriers de se réunir dans leur local habituel. Il semble bien, au dire de citoyens impartiaux, qu'on aurait pu atteindre le but poursuivi avec un moindre déploiement de forces et des procédés plus discrets.

En fin de compte, le Conseil d'État (c'est-à-dire le gouvernement du Canton de Vaud) au reçu d'une protestation de M. Suter, membre du Conseil de la Maison du peuple, contre le blocus de cette maison, se décida à en faire évacuer les abords, et les ouvriers, ayant pu s'y réunir, décidèrent de faire appel à l'arbitrage du Conseil d'État.

Celui-ci s'est acquitté de cet office à la satisfaction des ouvriers.

(On parle aussi d'une délégation de grands industriels auprès des administrateurs de la Société générale qui aurait influé sur la décision de ceux-ci.)

Les administrateurs consentirent à reconnaître le syndicat des chocolatiers et à *étudier* un changement des tarifs, admettant en principe l'idée d'une augmentation des salaires, mais sans en préciser le montant.

Les ouvriers reprirent le travail.

Il reste à savoir dans quelles mesures les réformes promises seront exécutées, et si les salaires majorés seront maintenus tels. Ces points devront être élucidés d'ici à quelques mois par la section vaudoise de la Ligue Sociale d'Acheteurs sur le point de se créer à Lausanne.

L'intérêt de cette grève, au point de vue social, est qu'elle a été suscitée par une question de justice. Les ouvriers ont protesté contre le renvoi injuste d'un directeur et contre la prétention illégale des patrons de vouloir enrayer le développement du syndicat. Causes toutes morales qui ont primé de

beaucoup la question des salaires, et avec raison : car, ainsi que l'écrit le docteur Platzhoff-Lejeune (1), il est reconnu que la Société générale (Peter-Kohler) appartient à la catégorie des fabriques de chocolat suisses qui payent le mieux les ouvriers et qui ont les caisses de secours le mieux organisées : c'est à ce titre qu'elle a mérité l'inscription sur la *Liste Blanche* de la Ligue suisse d'Acheteurs. Les concessions faites par les patrons ont porté spécialement sur ces réclamations morales : — la question des salaires ne devant être précisée qu'après étude — et la concession la plus importante a été la reconnaissance du syndicat ouvrier et la liberté syndicale laissée à tout ouvrier des fabriques. N'est-il pas singulièrement triste qu'il ait fallu la pression du Conseil d'État du canton de Vaud et dix-sept jours de grèves sanglantes pour obtenir que le droit le plus légitime qu'assure aujourd'hui la législation de tous les pays, le droit d'association, soit respecté ?

E. PIEZVNSKA.

(1) *Neue Zürcher Zeitung*, 2 avril 1907.

LE TRAVAIL A DOMICILE CHEZ LES TAILLEURS POUR HOMMES LA SOLUTION D'UN CONFLIT

(Suite et Documents.)

Ainsi que nous l'avons annoncé dans le Bulletin du 1^{er} trimestre 1907 (p. 41-43), nous publions aujourd'hui les documents les plus importants qui se rapportent à la solution du conflit entre la maison Cumberland et la Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières tailleurs et couturières de la Seine. Et d'abord, pour montrer comment l'affaire s'est exactement engagée, nous ne croyons pas pouvoir mieux faire que de publier la lettre-article dont nous avons précédemment parlé.

8 mai 1906.

BARBARIE ET BARBARIE

(A propos de l'affiche placardée par la Chambre syndicale des ouvriers tailleurs en avril 1906.)

Monsieur le Directeur,

Dans un article du *Temps* du 6 mai dernier, vous prenez en main la cause des habitants de Toulon, victimes de ce que vous appelez « la barbarie syndicale ». Vous défendez les droits de « tout le monde », et vous dites avec raison et avec justesse : « On ne discute pas avec les ennemis de la salubrité publique. »

Il y a beaucoup d'autres « barbaries » dont souffre le public et un groupe féminin, qui s'est spécialement occupé des ateliers de couture, voudrait vous signaler, à titre d'exemple précis, les responsabilités qui incombent à un grand nombre de tailleurs pour hommes ou pour dames, et non des moindres. Nous vous demandons d'étendre la sollicitude que vous

avez manifestée aux habitants de Toulon jusqu'aux habitants de Paris dont la santé est menacée, non pas comme à Toulon par des « ouvriers vidangeurs », mais par des patrons tailleurs.

La Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières tailleurs faisait récemment placarder sur les murs de Paris l'affiche suivante :

UN DANGER SOCIAL

« Aux Éléphants »

« Nous prévenons la clientèle de la maison X... que les « costumes-tailleur sont confectionnés par des ouvriers travaillant en chambre dans des taudis, où la tuberculose ou « d'autres maladies contagieuses sont à l'état endémique ; « qu'en ne réclamant pas et en n'exigeant pas que leurs « vêtements soient confectionnés à l'atelier, elle court un « véritable danger. La Chambre syndicale s'engage à dénoncer formellement les maisons qui font exécuter les vêtements dans les mêmes conditions (1). »

Nos enquêtes sociales, menées consciencieusement depuis trois ans, nous permettent d'affirmer, au nom des clients et des acheteurs eux-mêmes, qu'il n'y a dans le libellé de cette affiche aucune exagération.

Il ne s'agit pas de discuter un cas spécial ni de faire le procès d'une seule maison, mais c'est un exemple typique qui nous permet de saisir sur le vif quels sont trop souvent l'illogisme et l'insouciance du public. On ose à peine donner la main à un ami tuberculeux ; et quelques médecins signalaient même l'autre jour (*Petit Temps*, 13 avril 1906) ce fait caractéristique : dans un salon, une dame raconte qu'elle s'occupe d'un dispensaire anti-tuberculeux : aussitôt, toutes ses voisines, mues par une impulsion peu brave, de reculer leurs chaises ! Eh ! bien ! ces mêmes dames ne regarderont pas à mettre sur

(1) Environ une soixantaine de maisons furent dénoncées au public par voie d'affiches.

elles et à mettre sur le dos de leurs propres enfants des vêtements venus on ne sait d'où et qui ont traîné dans les logis les plus insalubres et les plus contaminés.

Les plus grandes maisons de tailleurs pour hommes et pour dames situées dans les plus riches quartiers : rue Auber, avenue de l'Opéra, etc., ont, d'ordinaire, de séduisantes vitrines et d'élégants salons d'essayage ; mais afin de diminuer leurs frais généraux, les chefs de ces maisons ne veulent pas avoir un atelier de confection dépendant de leur magasin. Ils possèdent seulement un petit atelier de retouches, situé le plus souvent dans les caves, où travaillent les coupeurs et les pompiers (ouvriers employés aux retouches). Les vêtements sont cousus et confectionnés par des ouvriers en chambre.

Demandez à visiter ces ateliers de retouche, exigus et malsains, éclairés au gaz toute la journée, ventilés par des impostes situés au ras des trottoirs, ces ateliers qu'un patron lui-même dénonçait en ces termes : 1° Dans ces sous-sols règne toujours une certaine humidité puisqu'ils sont voisins des caves ; 2° la lumière y est naturellement défectueuse ; d'où fatigue pour les ouvriers et obligation de recourir à la lumière du gaz ou de l'électricité épuisante à la longue pour les yeux ; 3° l'air est vicié par le personnel, et le renouvellement de l'air est impossible puisque ces ateliers n'ont pas de fenêtres. L'air qui entre par les impostes dominant sur les trottoirs est plus vicié encore que l'air du dedans ; c'est le plus à craindre, car les poussières soulevées par les passants s'engouffrent dans ces impostes, et quelles poussières ! Il n'est pas téméraire d'affirmer que les ouvriers et ouvrières travaillant en sous-sols sont plus exposés que d'autres à contracter la tuberculose, ces poussières une fois entrées dans l'atelier, n'ayant aucune chance d'en être expulsées.

Plus déplorable encore sont les conditions d'hygiène dans les ateliers en chambre où les vêtements sont cousus ! Ayez la curiosité d'aller visiter quelques-uns de ces tailleurs travaillant à domicile et vous verrez dans quels tristes logis

sont faites la plupart des robes tailleur que nous portons. Robes exquises qui ont eu, pour compagnes premières, la misère, la maladie, la mort : robes qui ont reposé sur le lit de l'enfant atteint de scarlatine ou de diphtérie, robes qui sortent d'une mansarde de Belleville ou de Montmartre pour aller contaminer des familles entières.

« Bien des femmes seraient effrayées des dangers qu'elles courent, si elles savaient dans quelle conditions les robes qu'elles portent ont été cousues, quelles mains décharnées ont froissé les riches étoffes, et quelles poitrines malades ont empoisonné de leur souffle la soie ou le drap, pendant les longues heures où l'ouvrière se penchait sur eux » ; ainsi s'exprime M. Gonnard, professeur à la Faculté de droit de Lyon, dans son livre récent : *La femme dans l'industrie*. Et il ajoute : « Peut-être ne faudrait-il pas chercher ailleurs l'origine inexpiquée de bien des contagions. Un journal médical anglais a cité un exemple au moins, bien remarquable, de contamination par des vêtements fabriqués « en chambre » ; la fille du célèbre ministre sir Robert Peel contracta une maladie mortelle, par l'intermédiaire d'un habit d'amazonne fabriqué au domicile d'un tailleur dont l'enfant était mort de ce mal. Les enquêtes relatées au *Report of the Committee on Manufactures* contiennent différents cas analogues. Il semble que la loi morale de la solidarité humaine, méconnue au détriment de l'ouvrière, se venge, et qu'une solidarité fatale — inéluctable celle-là — vienne imposer ses effets, en frappant le riche du mal dont son insouciance a développé le domaine chez les classes pauvres. »

Lisez ce rapport admirable fait par le professeur Sommerfeld au premier congrès des Travailleurs à domicile (Berlin, 1904) sur « Le travail à domicile et les dangers qu'il présente pour la santé des consommateurs » ; vous y trouverez des faits plus terrifiants encore.

N'est-ce pas le cas de répéter, à propos des vêtements faits à domicile, ce que disait le docteur Brouardel à propos du

6^e étage : « Mesdames, prenez garde, c'est par là que la tuberculeuse pénètre chez vous et chez vos enfants. »

Les tailleurs le savent aussi bien que les ouvriers ; mais l'important pour eux c'est que les clients restent dans leur ignorance et dans leur insouciance. M. Charles Gide qui a prêché la croisade des coopératives et qui a tenté de réveiller les acheteurs, les consommateurs de cette inertie dont ils sont dupes et victimes, a dit quelque part : « Le consommateur est bête : disons pour ne pas le désoliger, que c'est la bête à bon Dieu ». (*La Coopération*, p. 233.)

C'est bien encore ce que savent les grands tailleurs : témoin cette réflexion authentique que faisait l'un d'entre eux avec quelque cynisme au lendemain de l'apposition de l'affiche que nous avons plus haut transcrite : « Je ferai moi aussi plaquer une affiche et je dirai à mes clients que tous leurs vêtements passent à l'étuve municipale avant de leur être livrés » et il ajoutait avec un sourire : « Allez-y voir ! »

Ne devrions-nous pas à notre tour prendre au sérieux le mot ironique de ce patron tailleur, avertir les clients insouciants, leur montrer que c'est leur devoir moral et leur intérêt bien compris de savoir quels sont et où vivent ceux qui travaillent pour eux, et nous leur disons, nous aussi : « Du salon d'essayage passez dans l'atelier, sachez où se font les vêtements que vous portez ; allez-y voir ! »

Déjà un groupe de clients et de tailleurs, associés par les soins de la Ligue Sociale d'Acheteurs (Paris, 28 rue Serpente), s'assurent les uns aux autres de bonnes conditions de travail.

En tout état de cause, Monsieur le Directeur, n'est-ce pas faire œuvre de salubrité publique que de dénoncer semblable danger ? L'on ne saurait être plus indulgent aux patrons tailleurs qu'aux agents de la voirie de Toulon. Propager régulièrement la tuberculeuse et la diphtérie, n'est-ce pas une « barbarie » aussi coupable que « d'amener le choléra » ?

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, mes salutations très distinguées.

Henriette Jean BAUXNES.

DOCUMENTS

EXTRAITS de la correspondance de la Ligue sociale d'Acheteurs avec la maison Cumberland et avec la Chambre syndicale des ouvrières et ouvriers tailleurs et couturières de la Seine.

(*Mme Brunhes à la Maison R. Cumberland*).

Paris, le 3 octobre 1906.

Messieurs,

Je ne sais si vous avez entendu parler de notre Ligue, la Ligue Sociale d'Acheteurs, dont le programme brièvement résumé vous est indiqué ci-dessus.

A l'exemple des « Consumers Leagues » Américaines les Ligues Sociales d'Acheteurs d'Europe s'efforcent d'atténuer dans toute la mesure du possible les conflits entre les patrons et les ouvriers par l'intervention organisée des clients, des acheteurs. Soutenir les patrons préoccupés d'améliorations et de réformes, les aider dans leur œuvre de progrès et cela, de la meilleure manière : c'est à dire en leur faisant une réclame gratuite, désintéressée et énergique, tel est notre premier but ; et faire valoir d'autre part les justes doléances des travailleurs, voilà notre but second.

Ce simple exposé dont vous trouverez les développements dans les documents expédiés par le même courrier, vous expliquera suffisamment combien nous avons été intéressés et émus par le conflit qui est survenu entre les ouvriers tailleurs et vous.

Sur la question de principe qui est en jeu dans l'affaire, notre conviction à nous clients préoccupés des bonnes conditions sociales est faite et facile à deviner ; du reste, nous ne croyons pas nous tromper en déclarant que cette conviction est conforme à la vôtre. Vous avez donné une preuve péremptoire de cette conviction en prenant la louable et récente ini-

tiative d'organiser chez vous des ateliers pour tout le travail.

Quant à la question de fait, étant donné tout ce que nous savions de positif par les enquêtes de la L. S. A., nous tenons à vous dire que nous avons été très surpris que d'autres maisons n'aient pas été signalées au public en même temps que la vôtre ; nous voulons parler des maisons que vous connaissez aussi bien que nous et qui font faire une beaucoup plus grande partie de leur travail en dehors de leurs ateliers.

Cela posé pour que justice soit rendue à la vérité et aux bonnes intentions, vous savez Messieurs, encore mieux que nous, qu'une partie de votre travail a été de tout temps faite en dehors de vos ateliers ; nous n'avons pas besoin de vous citer ici les noms de tels et tels ouvriers en chambre, culottiers ou giletières, qui sont employés par vous. Nous ne voudrions pas avoir à faire un usage public de ces informations. Nous sommes indépendants de la Bourse du travail, comme nous le sommes de tout groupement patronal, mais il est des questions si graves qu'elles passent tout intérêt de personne et qu'elles nous font à nous et en conscience une obligation morale d'agir et de parler, obligation que vous serez les premiers à comprendre.

Tant que le conflit porté devant les tribunaux ne concernait que des individus, nous avons observé, vous en conviendrez, le plus rigoureux silence et la plus stricte réserve ; mais à présent que le procès sera plaidé au fond comme vous le désirez vous-même, nous ne pouvons nous désintéresser du débat ; et le Comité de la Ligue est décidé à chercher et à prendre les moyens voulus pour faire connaître son avis et éclairer l'opinion.

Ce n'est pas en vain que les congrès d'hygiène, que les congrès contre la tuberculose, que les congrès d'assainissement de l'habitation, que les congrès de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs, etc., ont dénoncé d'une manière unanime et sans réticence le péril social du travail fait en chambre dans les conditions actuelles, au

hasard de toutes les contagions. Des spécialistes de tous ordres, des hygiénistes, des médecins membres de l'Académie de médecine, etc., qui sont membres de notre Ligue, n'auront qu'à rappeler les déclarations, conclusions et vœux de tous les congrès et corps savants pour démontrer d'une manière irréfutable que si la Chambre syndicale des ouvriers tailleurs dénonce le risque social de la propagation de la tuberculose et des autres maladies contagieuses par les vêtements confectionnés aujourd'hui chez les apécieurs, elle sert de toute évidence la cause de l'hygiène publique et de la solidarité sociale.

Nous vous faisons remarquer, Messieurs, qu'il ne vous appartient pas à nous de juger les moyens employés par les ouvriers ; nous laissons ce soin et cette charge au tribunal ; mais nous pouvons et devons faire entendre au tribunal l'expression de notre ardente conviction, c'est que la cause générale défendue par les ouvriers syndiqués est la cause même que défendent tous les milieux scientifiques, et que leur cause est bonne par excellence.

Toutefois notre rôle n'est pas d'exciter les luttes sociales, mais de tenter de les apaiser ; et c'est pourquoi notre première démarche est de vous informer vous-mêmes de nos intentions, ainsi que de notre désir de voir s'arrêter le présent conflit, dans lequel il nous semble bien qu'il y a quelque malentendu.

En tout cas, nous aurons rempli notre devoir en vous éclairant sur notre programme ; et si toute conciliation vous paraît devoir être rejetée, nous aurons d'autant plus d'indépendance pour poursuivre à notre gré notre campagne d'opinion.

Notre démarche est dictée par la conviction que le but que vous voulez atteindre en traduisant les ouvriers devant les tribunaux n'est pas un but lucratif, mais un but moral. Si nous nous trompons, vous n'avez qu'à nous le dire ; mais si notre supposition est juste, ne croyez-vous pas que ce soit la

clientèle qui soit tout naturellement l'arbitre décisif ? Ne croyez-vous pas que la clientèle faisant connaître elle-même d'une manière régulière les améliorations présentes et futures de vos conditions de travail, ne produirait pas un effet plus utile que l'insertion passagère d'un jugement dans quelques journaux, à supposer même — supposition aléatoire et problématique — à supposer même que ce jugement vous fût entièrement favorable ?

Vous voudrez bien, Messieurs, nous accuser réception de cette lettre. Et si vous voulez vous entretenir avec nous, nous nous mettrons à votre disposition.

Nous vous adressons, Messieurs, l'expression de notre considération distinguée.

Signé : Henriette Jean BRUNHES.

(M. J. Wurzinger à M^{me} H. J. Brunhes).

Paris, 4 octobre 1906.

Madame,

En réponse à votre honorée regue ce matin, j'ai l'avantage de vous informer que j'accepte avec plaisir votre désir de m'entretenir de l'affaire pour laquelle vous m'écrivez.

Veillez m'assigner un rendez-vous. Je suis libre tous les jours de 9 heures et demie à midi ou de 3 heures et demie à 7 heures.

En attendant de vous lire, veuillez agréer, Madame, mes respectueux hommages.

Signé : WURZINGER.

(Première entrevue à Paris le 6 octobre 1906).

(M. J. Wurzinger à M^{me} H. J. Brunhes).

Paris, 17 octobre 1906.

Madame,

En réponse à votre très honorée carte du 13 de ce mois, j'ai

l'avantage, regrettant de n'avoir pu vous voir personnellement, de vous faire part, suivant votre désir, de nos intentions, mon associé et moi, au sujet d'une conciliation possible dans le différend existant entre la Chambre syndicale des ouvriers et ouvriers tailleurs et nous.

Comme je vous l'ai dit lors de ma visite avenue de Messine, nous n'avons aucun but lucratif dans le résultat de ce procès, mais néanmoins nous voudrions, si nous consentions à une transaction, être indemnisés des frais que nous avons faits jusqu'à ce jour et, comme vous me l'avez proposé, voir des articles paraître sur ce sujet dans quelques principaux journaux.

Je pense que ce que nous réclamons est de toute justice et ceci admis, je serai très heureux de terminer ce différend que j'aurais voulu ne jamais voir commencer, désireux de laisser tranquille et même d'améliorer le plus possible l'existence de cette classe ouvrière qui, dans le fond, n'est pas responsable, elle personnellement, des erreurs que des gens lui font faire et qui, eux, se retirent trop aisément au moment des responsabilités finales à endosser.

En attendant de vous lire, veuillez agréer, Madame, mes très respectueux hommages.

Signé : WURZINGER.

(*M^{me} H. J. Brunhes à M. Wurzinger*).

Clos Ruskin,
Fribourg (Suisse).

Monsieur,

Je vous remercie beaucoup pour votre lettre et pour l'empressement que vous avez mis à me faire connaître quel était le sens général de vos intentions. — Mon absence momentanée fait naturellement intervenir quelque lenteur dans mes pourparlers avec le conseil de la L. S. A. Mais, comme d'autre part nos collaborateurs et amis ont toute confiance

en moi et que je connais leur état d'esprit, je puis vous dire, dès aujourd'hui, que nous serons d'accord, j'en suis sûre, au sujet du désir que vous exprimez en premier lieu : à savoir que quelques journaux importants français et étrangers publient un article sur la question. Il est évident que si nous arrivons à la conciliation, vous pouvez compter sur toute notre bonne volonté pour vous donner cette satisfaction morale. Nous voudrions obtenir autre chose encore ; c'est une reconnaissance quelconque de la part des ouvriers que vous avez faits de réels sacrifices pour installer récemment chez vous des ateliers hygiéniques où, pour les travailleurs comme pour les clients, existent des garanties d'hygiène exceptionnelles ; c'est là, il me semble, le point capital au point de vue de la satisfaction d'ordre moral, encore une fois, que vous poursuiviez par le moyen du procès, et que la Ligue voudrait obtenir sans procès.

Quant à la question des frais du procès, il m'est bien difficile, vous en conviendrez, de porter cette question devant notre Conseil.

Le procès a été fait sans que la Ligue ait été consultée et elle n'en est en rien responsable ni d'un côté ni de l'autre. Elle veut bien s'interposer pour arrêter le conflit et permettre aux parties de se mieux connaître ; mais elle ne voit pas comment, sans sortir de son rôle, elle pourrait faire davantage. C'est plutôt une question préjudicielle que je vous sou mets là très franchement qu'une réponse proprement dite.

En attendant les renseignements que vous pourriez me faire parvenir en ce qui concerne ce dernier point, je vous prie, Monsieur, etc.

Signé : Henriette Jean BAUBES.

(*M. J. Wurzinger à M^{me} H. J. Brunhes*.)

Paris, 25 octobre 1906.

Madame,

En réponse à votre honorée requête il y a deux jours, j'ai le regret de vous informer que la décision que nous avons prise

au sujet de la conciliation possible est formelle, ne voyant pas pourquoi nous serions les seuls dupes, matériellement, d'une erreur de ce Syndicat.

Quant à la reconnaissance que vous désirez de la part de notre personnel ouvrier, il est assez délicat de la part de patrons de demander un pareil certificat qui, à mon avis, ferait ostentation, vis-à-vis de ces ouvriers, des frais ou sacrifices que nous avons faits dans l'immeuble du 5, impasse Lambrie (1).

Je ne sais si vous saisissez bien mon sentiment à ce sujet. Une personne toute étrangère à notre maison serait plus apte que nous à se procurer cette reconnaissance, toute morale; vous avez dû le constater pour vous, du reste de visu.

Comme je vous le dis plus haut, je trouve cette démarche de notre part très et même trop délicate quoique pourtant très nécessaire pour tous.

Quant à la question des frais du procès, comme je vous l'écris, notre décision est absolument formelle, jugeant de toute équité qu'il nous est dû une indemnité sur ces frais que nous avons déjà faits.

En espérant que ce différend pourra se terminer au mieux pour les deux parties, veuillez agréer, Madame, mes respectueuses salutations.

Signé : WURZINGER.

(Si la question de l'indemnité des frais faits n'était pas en vue, nous n'aurions aucun intérêt à terminer le différend, à mon avis).

M^{me} H. J. Brunhes à M. J. Wurzinger.

Clos Ruskin,
Fribourg. 28 octobre 1906.

Monsieur,

Il y a un point sur lequel j'ai dû mal m'expliquer, car vous n'avez pas du tout compris ma pensée. Lorsque je vous ai

(1) M. Wurzinger n'avait pas compris ma pensée.

parlé de satisfactions morales que la Ligue Sociale pourrait tâcher d'obtenir, je vous ai dit que nous nous efforcerions d'obtenir des ouvriers une reconnaissance précise des efforts exceptionnels que vous avez faits pour réduire chez vous le travail à domicile par l'installation de nouveaux ateliers. Or, vous avez compris qu'il s'agissait de vos ouvriers; notre désir à nous va beaucoup plus loin: il s'agissait non pas de vos ouvriers mais de ceux-mêmes que vous avez poursuivis, des ouvriers de la Chambre syndicale. C'est de ceux-là qu'il nous paraissait intéressant et important pour vous de faire connaître le progrès que vous avez réalisé.

Et la Ligue Sociale ne peut demander et obtenir pareille satisfaction de principe que si, de votre côté, vous renoncez au procès. Nous revenons ainsi à la question nettement posée.

Les ouvriers se sont trompés en signalant votre maison seulement tandis que tant d'autres n'étaient pas signalées; et c'est à cause de cela que la Ligue peut leur demander une compensation morale. Mais il ne faut pas oublier qu'en disant que vous faites travailler à domicile, ils avaient partiellement raison; et c'est précisément sur la question théorique du travail à domicile et de ses néfastes conséquences hygiéniques et sociales que la Ligue compte insister en intervenant au procès, si vous maintenez vous-même le procès. C'est donc parce que la question est complexe qu'il n'y a, du côté des poursuivis, à notre sens, que des torts partiels; c'est pour cela que l'affaire nous paraît pouvoir être tranchée par une conciliation amiable, vous donnant à vous des satisfactions légitimes; et c'est bien en ce sens, nous le croyons, que vous avez vous-même loyalement accédé au principe de la conciliation.

Je tenais à vous écrire tout de suite, afin de corriger la confusion produite par ma précédente lettre, et je vous renouvelle, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Signé : Henriette Jean Brunhes.

(Ici se placent diverses entrevues.)

(M^{me} H. J. Brunhes à M. J. Wurzinger.)

13 novembre 1906.

Monsieur,

Après avoir raconté à mon mari notre seconde entrevue d'hier, lundi 12 novembre, et après avoir rappelé, vérifié, contrôlé nos souvenirs très précis de la première entrevue, celle du matin, nous nous permettons de vous soumettre aussi loyalement que nettement les deux considérations suivantes :

1^o Lorsqu'il a été question entre nous du total auquel pourrait s'élever les frais, il a été, à diverses reprises question de la somme de 500 francs ; nous vous avons déclaré de notre part que, jusqu'à concurrence de 500 francs nous prenions l'engagement formel que la Chambre syndicale et la Ligue d'Acheteurs payeraient cette somme. Puis mon mari a ajouté : « Si la somme de 500 francs était dépassée, ce qui est d'ailleurs contraire à votre attente comme à la nôtre, ne vous chargeriez-vous pas de payer le surplus ? » Et vous avez acquiescé formellement à cette manière de traiter l'affaire.

2^o Forts de cette assurance et vous-même en étant informé, nous avons dû voir, après votre entretien, les représentants des ouvriers ; vos déclarations avaient été si courtoises et si nettes que nous n'avons pu et dû leur parler, comme d'une condition nécessaire, du paiement des frais que jusqu'à concurrence de 500 fr. ; nous avons cru en cela non seulement bien agir, mais agir selon vos intentions, et comme vos mandataires.

Que pouvons-nous faire maintenant ? Il nous serait aussi désagréable et il nous paraîtrait aussi déloyal de changer le chiffre proposé aux ouvriers qu'il nous eût paru désagréable et déloyal de vous dire par exemple à vous même, après les assurances que nous vous avions données : « Eh bien ! les ouvriers ne veulent plus payer que 150 francs. » En résumé si les ouvriers consentent à toutes les conditions débattues hier

matin en toute franchise avec vous et acceptée par vous, nous paraîtrons, vous et nous, jouer un rôle qui n'est pas digne de notre caractère, ni tout spécialement des sentiments si justes et si généreux que vous avez exprimés devant nous. Nous vous demandons en conséquence de rester fidèle aux trois conditions qui avaient été formulées hier matin.

Recevez, etc.

Signé : Henriette Jean BRUNHES.

(M^{me} H. J. Brunhes à M. Wurzinger.)

8 novembre 1906.

Monsieur,

Nous vous remercions de nous avoir répondu aussi rapidement et franchement.

Nous nous permettons de vous faire remarquer que lorsque vous nous dites : « Si ce n'était pas pour connaître le montant des frais, vous ne seriez pas repassé chez moi dans l'après-midi du lundi 12 », cela ne change rien à la portée de notre propre observation ; dans la conversation du lundi matin, il avait été entendu que si le montant des frais dépassait 500 francs, c'est vous qui vous chargeriez du surplus. De toute évidence nous étions très heureux de connaître exactement le montant des frais, de savoir si ces frais étaient de 400 ou de 500 francs ; cette donnée exacte était importante à avoir pour nous, en tout état de cause, même après votre déclaration du matin, puisque ce chiffre devait être par nous communiqué aux ouvriers.

Admettons toutefois qu'il y ait eu sur ce point malentendu. — Mais quant à nous, nous ne pouvons invoquer la même raison vis-à-vis des ouvriers à qui nous avons proposé comme condition à votre désistement de payer les frais jusqu'à concurrence des 500 francs. Nous ne pouvons pas revenir là-dessus, et force nous est d'intervenir comme Ligue Sociale d'Acheteurs pour payer les 200 francs supplémentaires.

Je désirerais, Monsieur, que vous m'adressiez les deux documents suivants :

1^o Un relevé total des frais que je pourrais communiquer moi-même aux ouvriers ;

2^o Une simple déclaration de promesse de désistement de votre part, mentionnant les conditions que vous exigez. Dès que j'aurai en main ces deux pièces, j'espère fermement arriver à une solution qui vous donne satisfaction et j'espère aussi que vous apprécierez le réel sacrifice que nous faisons comme groupe de clients en acceptant vos dernières propositions, celles que vous m'avez faites verbalement le lundi 12.

Recevez, Monsieur, etc.

Signé : Henriette Jean BRUNHES.

(M. J. Wurzinger à M^{me} H. J. Brunhes, Fribourg.)

Paris, 24 novembre 1906.

Madame,

J'ai tardé à répondre à votre honorée du 18 courant ayant été très occupé, depuis quelques jours, par mes affaires.

Par votre lettre, je vois que nous sommes presque d'accord et cette fois sans malentendu. En réponse aux questions que vous me posez : 1^o Je vous enverrai le relevé total des frais du procès aussitôt que mon avoué me les aura fait parvenir ; 2^o ci-joint je vous adresse la copie de la déclaration que vous me demandez pour notre désistement du procès vis-à-vis des ouvriers tailleurs.

Mais avant la signature définitive de cet acte, je tiens à ajouter une troisième condition garantie par votre Ligne. C'est un délai maximum (délai à fixer par vous) que vous aurez pour faire paraître dans différents journaux français et étrangers des articles faisant connaître au public l'erreur commise vis-à-vis de notre maison, ce que vous m'avez de vous-même promis ! Non que je doute de votre promesse, mais en

affaire, il vaut mieux régler correctement ces questions et d'un autre côté, il me faut une pièce à produire vis-à-vis de mon associé.

Veuillez me répondre si nous sommes maintenant absolument d'accord, et aussi me fixer, dans ce cas, un rendez-vous, afin de terminer cette malheureuse affaire et agréer, Madame, mes respectueuses salutations.

Signé : J. WURZINGER.

Prière de me renvoyer, après en avoir pris copie, la déclaration de désistement.

(M^{me} H. J. Brunhes à M. Wurzinger.)

Monsieur,

27 novembre 1906.

Je me hâte de vous dire que, sur la 3^e condition, celle des journaux, nous sommes et restons parfaitement d'accord. Si cette condition n'a pas figuré sur notre projet de promesse de désistement, c'est que sur ce projet figuraient seules les conditions incombant aux ouvriers.

Pour le délai dont il s'agit dans cette 3^e condition, nous vous proposons une année à partir de la conclusion de l'arbitrage.

Nous voyons donc maintenant que tous les points essentiels sont admis de part et autre. Nous attendons toujours la copie des frais de l'avoué, copie que vous voulez bien nous annoncer dans votre lettre. Et il ne restera plus qu'à conclure le tout et à terminer, comme vous le dites, cette malheureuse affaire.

Pour éviter tout malentendu et supprimer toute complication inattendue, je compte aller moi-même à Paris dans dix ou quinze jours et nous pourrions avoir la réunion terminale

au Secrétariat de la Ligne Sociale d'Acheteurs. Hôtel des Sociétés savantes, 28, rue Serpente.

Veuillez recevoir, Monsieur, etc.

Signé : Henriette Jean BAUNHES.

Je fais prendre copie du texte de votre promesse de désistement et vous le renverrai selon votre désir.

Copie de la note des frais.

M^e ÉDOUARD GAILLET
Avoué de première instance
3, rue de Penthièvre
Successeur
de M^e Henri ASSELIN

Paris, le 29 novembre 1906.

**Aff. Wurzinger et Disslin c. Syndicat des ouvriers
tailleurs.**

Messieurs,

Suivant votre désir, je vous adresse le compte que j'établis de la manière suivante :

Frais de constat et dénonciation de constat.....	30 ^f 65
Frais de procédure à ce jour.	173 35
Enregistrement de la minute du jugement.....	264 25
Frais et honoraires de M ^e Gaillet, sauf votre approbation.....	200 »
Honoraires de M ^e Ulrich, avocat.....	300 »
Soit au total.....	<u>968^f 25</u>

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'assurance de mes sentiments distingués.

Signé : E. GALLAND.

NOTE. — La note des frais dépassait nos prévisions ; la Chambre syndicale des tailleurs n'ayant compté déboursier qu'une somme de 500 francs, nous en fîmes l'observation à M. Wurzinger, ainsi que le prouvent les lettres qui précèdent. Celui-ci nous proposa de partager le surplus, donc 468 fr. 25, entre la L. S. A. et la maison Cumberland. La L. S. A. acquiesça à cette demande, mais la Chambre syndicale, par un scrupule de délicatesse qu'on ne peut qu'admirer, refusa le concours pécuniaire de la Ligne Sociale, « ayant été très reconnaissante déjà de son concours moral ». Les ouvriers de la Chambre syndicale s'engagèrent donc à payer 700 francs et M. Wurzinger consentit de son côté à payer 268 fr. 25.

Entre temps, des négociations se poursuivaient entre la Ligne Sociale d'Acheteurs et la Chambre syndicale des ouvriers tailleurs, et les lettres qui vont suivre donneront la preuve de l'entente absolue et loyale qui ne cessa d'être la nôtre durant toutes les péripéties de cette affaire.

*(Le secrétaire de la Chambre syndicale des ouvriers
tailleurs à M^{me} H. J. Bruhès).*

CHAMBRE SYNDICALE
des
OUVRIÈRES ET OUVRIERS
TAILLEURS
ET COUTURIÈRES
3, rue du Château-d'Eau

Paris, 17 novembre 1906.

Madame la Secrétaire de la L. S. A.

Madame,

J'ai l'honneur de répondre à votre lettre du 15 courant et vous fais savoir que j'ai réuni mes camarades du Comité.

Six sur neuf étions présents parmi ceux qui ont fait opposition au jugement.

Cinq ont été d'avis de faire la conciliation sans réserves ; un a déclaré être partisan d'une réparation morale, mais non pécuniaire.

Parmi les trois absents, un est en province, et je puis parler pour lui; des autres deux, un en est partisan, il me l'a déclaré.

Vous voyez donc que nous pouvons marcher. Donc, veuillez continuer les pourparlers et me dire le résultat ainsi que le montant des frais.

Quant à l'avocat, il est partisan de la conciliation, mais désirerait voir l'acte de désistement, et à ce sujet je ne sais trop ce que nous pourrions faire, à moins que d'avoir une entrevue dans vos bureaux, 28, rue Serpente, avec M. Wurzinger et en présence de M. Bergeron. En ce cas, vous me direz ce que vous en pensez.

Voilà, Madame, tout ce que je vois à vous communiquer pour le moment.

Veuillez agréer, Madame, mes sincères salutations.

Signé : *Le Secrétaire de la Chambre syndicale.*

P.-S. — Ci-joint la lettre qui vous fait connaître à quelles conditions nous acceptons la conciliation. J'en ai gardé le double avec la signature de mes camarades.

*(Le Secrétaire de la Chambre syndicale
à Mme H. J. Brunhes.)*

Madame,

Au sujet de l'affaire Cumberland, j'ai vu notre avocat qui est partisan de la conciliation.

J'ai réuni mes camarades et leur ai exposé ma manière de voir, de même je les ai mis au courant de nos pourparlers avec cette maison par votre intermédiaire, ils m'ont donné mandat d'arriver à une entente à l'amiable aux conditions ci-après : La Chambre syndicale des O. et O. T. et Couturières de la Seine reconnaît en effet que la Maison Cumberland a installé dans ses locaux, et antérieurement aux affiches, des

ateliers aménagés d'un confort plus modernes et plus hygiéniques et qu'en ce faisant elle est la première grande Maison de tailleur pour hommes qui a fait un grand effort pour diminuer dans une mesure considérable le travail à domicile.

Dans ces conditions, la Chambre syndicale reconnaît que c'est par erreur qu'elle a été désignée sur l'affiche « Aux Éléphants ». (Dont acte).

Quant aux frais nous ne pensons pas qu'ils soient très élevés, ils ne seront pas de 500 francs. Vous nous en direz le montant et l'affaire sera arrangée.

Recevez, Madame, mes sincères salutations.

Pour le Conseil et par son ordre :

Le secrétaire général de la Chambre Syndicale.

*(Madame H. J. Brunhes à M. le Secrétaire
de la Chambre syndicale.)*

18 novembre 1906.

Monsieur,

Nous vous accusons réception de votre lettre par laquelle vous nous dites que la majorité de vos camarades désire la solution à l'amiable que la Ligue Sociale d'Acheteurs a tâché de faire aboutir, et que votre avocat partage cette manière de voir.

En ce qui regarde la manière de procéder, nous considérons que le plus sûr pour vous est que nous demandions à M. Wurzinger une promesse écrite de désistement, moyennant les conditions indiquées. A la suite de la réception de cette promesse écrite, qui aurait déjà une réelle valeur devant un tribunal, vous nous enverrez la formule que contient votre dernière lettre concernant la Maison Cumberland, formule recopiée seule sur une feuille à part, et c'est après cela que M. Wurzinger confirmera le désistement définitif. Il vaut mieux que tout soit fait par écrit : notre expérience des pourparlers antérieurs nous a confirmés dans cette conviction.

Au sujet des frais, il se produit une complication : les frais au lieu de s'élever à 500 francs, s'élèvent, dit l'avoué, à un peu plus de 900 francs. Nous allons bien entendu écrire à M. Wurzinger de nous envoyer le détail de ces frais ; mais il faut convenir que cela dépasse nos prévisions à tous, y compris celles de M. Wurzinger. Dans l'échange de correspondance que nous venons d'avoir, nous avons la conviction que nous n'obtiendrons pas de M. Wurzinger une participation aux frais de plus de 200 francs.

Restent 700 francs : c'est beaucoup. Combien sont effrayants ces frais de justice ! Pour ces 700 francs, la Chambre syndicale est-elle toujours disposée à aller jusqu'à 450 ou 500 francs ? En ce cas, la Ligue Sociale d'Acheteurs ferait la différence, et ainsi il y aurait, d'une manière générale, participation aux frais des trois groupes en présence : la Chambre syndicale, la Ligue Sociale d'Acheteurs et même les directeurs de la Maison Cumberland ; l'amour-propre légitime de chacun serait ainsi sauvegardé.

Nous sommes très désireux de savoir ce que vous pensez de ce point là le plus tôt possible. Il nous faut tâcher d'arriver à une conclusion prompte, dans l'intérêt de tous.

Veuillez, etc.

Signé : Henriette Jean BRUNHES.

*(Le Secrétaire de la Chambre syndicale
à M^{me} H. J. Brunhes.)*

Madame,

Je vous accuse réception de la lettre du 18 courant par laquelle vous me faites connaître le montant des frais, frais très élevés, puisqu'ils sont de 900 francs. Quoique cela, mes camarades et moi sommes d'avis d'arriver à l'entente à l'amiable pour en éviter de plus onéreux.

Nous sommes très touchés par l'offre que vous nous faites

de contribuer à une part de ces frais, et au nom de mes camarades je vous remercie sincèrement ; mais nous ne pouvons consentir qu'aux ennuis causés par les dérangements de concilier cette affaire vous ajoutiez encore un sacrifice d'argent, cela nous ne pouvons pas le faire.

Il reste donc 700 francs à payer puisque MM. Wurzinger et Disslin payent 200 francs ce n'est pas une somme si forte qu'un Syndicat comme le nôtre ne puisse payer.

Je vous prie donc de me donner le détail des frais et me dire s'il faudra vous faire parvenir l'argent à Fribourg, ou bien ce que que vous pensez qu'il vaut mieux faire ; je suis d'avis aussi qu'il faut régler par des écrits.

Signé :

*Le Secrétaire de la Chambre syndicale
des O. et U. T. et C. de la Seine.*

Transaction signée le 22 décembre 1906.

Après de nouveaux pourparlers qui eurent lieu entre les représentants de la L. S. A. et les deux parties en litige, l'idée d'une entente terminale fut adoptée et, le 22 décembre 1906, au siège de la Ligue Sociale d'Acheteurs, eut lieu, sous la présidence de M. Jean Brunhes, la conclusion de l'arbitrage ainsi que l'établit l'acte suivant copié et signé en triple exemplaire :

Entre les trois parties suivantes :

1^o La Maison R. Cumberland (J. Wurzinger et J. Disslin, associés en nom collectif), 3, rue Scribe, Paris, représentée par M. J. Wurzinger ;

2^o Les ouvriers de la Chambre syndicale des ouvriers tailleurs et couturières de la Seine, ayant son siège à la Bourse du Travail de Paris, représentés par MM. Albouy et Villaz ;

3^o La Ligue Sociale d'Acheteurs, ayant son siège Hôtel des Sociétés savantes, 28, rue Serpente, Paris, représentée par M^{mes} Klobb, Brinard et J. Brunhes,

Il a été accepté et signé la transaction suivante :

Article premier. — Les ouvriers de la Chambre syndicale donnent une déclaration écrite constatant officiellement les améliorations récentes faites par les directeurs de la Maison R. Cumberland pour installer leurs ouvriers dans des ateliers confortables, hygiéniques et à l'abri de toute maladie contagieuse et reconnaissent par cette déclaration que l'affiche apposée sur les murs de Paris en avril dernier, lors de la campagne menée par eux, était pour cette Maison inexacte.

Article deuxième. — Les ouvriers de la Chambre syndicale couvrent les frais du procès en cours jusqu'à la concurrence de 700 francs (sept cents francs).

Article troisième. — La Ligue sociale d'Acheteurs garantit à MM. Wurzinger et Disslin la publication d'articles dans différents journaux français et étrangers, lesquels feront connaître par cette voie au public de leur clientèle l'erreur commise, c'est-à-dire l'affiche diffamatoire apposée sur les murs de Paris, et faisant connaître également les améliorations des conditions du travail dont la maison Cumberland a pris l'initiative; la Ligue garantit cette publication dans le délai maximum d'une année, M. Wurzinger laissant la liberté à la Ligue de faire paraître ces articles aux époques qu'elle jugera opportunes par elle, sans pouvoir néanmoins dépasser la date extrême par elle fixée et consentie par eux, soit le premier janvier mil neuf cent huit.

Moyennant les engagements réciproques qui viennent d'être pris, MM. Wurzinger et Disslin, en qualité de directeurs associés de la Maison Cumberland, renoncent au bénéfice du jugement du six août mil neuf cent six (1), et se désistent

(1) Par ce jugement, la 3^e Chambre avait condamné par défaut les signataires de l'affiche « Aux Éléphants » tous solidairement à 5,000 francs de dommages intérêts et à l'insertion dans 10 journaux de la Seine dont le coût ne devait pas dépasser 200 francs, chacun en outre à tous les dépens. A ce jugement les ouvriers incriminés avaient fait opposition le 3 octobre 1906. Rectifier sur un de ces points la petite erreur qui s'est glissée dans le Bulletin du

de toute action quelconque ayant pu naître à leur profit des faits qui avaient motivé leur demande, en sorte que les ouvriers de la Chambre syndicale des ouvriers tailleurs et couturières de la Seine ne pourront plus être inquiétés à ce sujet à l'avenir, sous quelque forme que ce soit. De leur côté, les ouvriers de la Chambre syndicale se désistent de toute opposition.

Fait en triple exemplaire, au siège social de la Ligue Sociale d'Acheteurs, rue Serpente, 28, le vingt-deux décembre mil neuf cent six.

Pour la maison Cumberland :

Signé : J. WURZINGER.

Pour les ouvriers de la Chambre syndicale
des ouvriers tailleurs :

Signé : VILLAZ, ALBOUY.

Pour la Ligue sociale d'Acheteurs :

Signé : E. KLOBB, B. BRINCARD, Henriette Jean BRUNHES.

1^{er} trimestre 1906, page 42, au sujet du nombre des journaux qui devaient reproduire le jugement.

NOTES ET NOUVELLES

Les Ligues Sociales d'Acheteurs en Suisse, en Allemagne et en France.

Assemblée générale de la Ligue suisse.

Le 22 avril 1907, a eu lieu, à Berne, l'assemblée générale de la Ligue Sociale d'Acheteurs suisse. Elle a tenu l'après-midi une séance de travail, et le soir une réunion publique destinée à la propagande.

Depuis le 1^{er} février 1906, date de sa fondation, la Ligue suisse a fait d'incessants progrès. Elle compte aujourd'hui 304 membres individuels et 12 membres collectifs : syndicats ouvriers, sociétés d'étudiantes, etc. Aussi, son champ d'action s'étend-il à plusieurs milliers de personnes. Deux sections locales sont organisées à Neuchâtel et à Fribourg ; une troisième va se fonder à Berne. Chacune d'elles poursuit une réforme immédiatement réalisable dans son milieu.

La section de Neuchâtel, qui était représentée à l'assemblée de Berne par M. le pasteur Morel, M^{mes} Bienemann, Dubois et Rivier, s'occupe d'améliorer la situation des *petits porteurs de lait* ; M. le pasteur Morel décrit de façon poignante le sort de ces enfants, qui, avant et après la classe, entre 6 et 8 heures du matin, à midi et le soir jusqu'à 9 ou 10 heures, vont attendre dans les rues ou à la gare le passage des fermiers et apporter le lait chez les clients. Ces enfants sont exposés aux intempéries meurtrières et aux non moins meurtrières rencontres de la rue. Privés de sommeil, fatigués du travail du matin, non reposés du travail de la veille, ils arrivent en classe incapables de tout effort. Des enquêtes sont faites chez

les instituteurs, chez les patrons, dans les familles, et les membres si actifs de la section de Neuchâtel espèrent arriver tout au moins à une amélioration de cette situation lamentable.

La section de Fribourg a mis à l'ordre du jour de sa dernière séance les trois questions suivantes : marché couvert, — travail du dimanche dans les boulangeries, — travail de la veille, surtout chez les couturières. Ses efforts ont été déjà en partie couronnés de succès. Elle est entrée en rapport avec le syndicat des boulangers qui a décidé de supprimer le travail du four le dimanche matin, de fermer les magasins de 4 à 5 heures du soir ; le syndicat est résolu à poursuivre, sans relâche, avec l'appui de la Ligue, la fermeture pendant toute la journée.

La section de Berne cherche à diminuer, sinon à supprimer complètement, le travail du dimanche dans les pâtisseries. Elle propose aux confiseurs d'établir une liste des gâteaux qui peuvent se conserver pendant deux jours et d'organiser entre eux, à tour de rôle, le repos dominical, comme cela existe pour les pharmacies dans un grand nombre de villes.

A Porrentruy, c'est grâce à l'appui énergique des membres de la Ligue que l'on a réussi à obtenir la fermeture de tous les magasins, à partir de 9 heures du matin, le dimanche. Cette victoire est due, en effet, à l'entente de deux groupes qui, sans la L. S. A., n'auraient pas fait converger leurs efforts : la vaillante Union ouvrière avec le Dr Viatte et le groupe des protestants dirigé par M. le pasteur Rivier.

A Berne, l'on travaille depuis dix ans à une loi sur la protection des ouvrières. Cette loi, discutée au Grand Conseil, pendant l'hiver, a fini par être renvoyée à l'étude d'une commission : tout le monde sait ce que cela veut dire. Dans une grande réunion publique, tenue à la Maison du Peuple, les députés socialistes, les associations ouvrières et la L. S. A. suisse, ont décidé de mener d'accord une campagne énergique en faveur de la reprise immédiate de la loi.

Les progrès de la Ligue sont dus à la propagande qu'elle a faite elle-même et à celle qu'on lui a faite gratuitement dans la presse, surtout dans la presse hostile. En une année, les journaux suisses lui ont consacré plus de cent articles, la plupart bienveillants, même élogieux ; d'autres, au contraire, lui ont fait des critiques où perçaient l'hostilité, et c'est peut-être ces derniers qui lui ont été le plus utile et dont l'action stimulante s'est faite le plus vivement sentir.

Vu ces progrès constants, la Ligue suisse qui avait d'abord cru devoir attendre 3 ou 4 ans avant d'introduire un label, a décidé de le donner, dès cette année, aux industriels et aux commerçants qui réaliseraient dans leurs fabriques, dans leurs ateliers ou dans leurs magasins, les meilleures conditions sociales.

La Ligue suisse va continuer ses efforts en faveur du repos hebdomadaire ; elle est en train de renouveler son enquête sur les fabriques de chocolat, afin d'inscrire, si possible, de nouveaux noms sur sa *Liste Blanche*.

L'assemblée a définitivement adopté ses statuts. La Ligue a désormais son organisation complète ; elle est inscrite au registre du commerce et jouit dès lors de la capacité civile.

La réunion publique du soir, présidée par Mlle de Milinen, a été une séance de propagande.

M. Jean Brunhes a exposé le programme général des Lignes d'Acheteurs ; il a montré, par le récit détaillé de l'arbitrage entre la maison Cumberland et la Chambre syndicale des ouvriers tailleurs de Paris, comment, loin d'aviver les conflits économiques, elles contribuent au contraire, à réaliser la paix, non pas en sacrifiant les droits de quelques-uns, mais en servant résolument la cause de la justice.

M^{me} Jean Brunhes a passé en revue l'activité des Lignes américaines en insistant principalement sur l'énergique campagne menée par elles contre les abus du travail à domicile, contre l'exploitation des enfants et des femmes qui paient de leur vie ce que l'on appelle « les bonnes occasions ». Elle a

raconté les efforts des jeunes Lignes de Florence et de Milan, en faveur de l'application des lois qui existent sur le travail des enfants et des femmes et de la création d'inspecteurs du travail ; enfin elle a parlé des récentes initiatives prises par la Ligue de Berlin.

M^{me} Pieczynska a parlé de la petite confédération des Lignes d'Acheteurs, qui se développe chaque jour dans la grande Confédération suisse, si l'on peut ainsi dire, montrant comment la première pouvait s'adapter aux besoins de la seconde pour y faire triompher chaque jour davantage nos aspirations pratiques de justice sociale. Pendant que les sections locales travailleront, comme elles l'ont fait jusqu'ici, la Ligue nationale continuera ses grandes enquêtes dans les principales industries du pays ; chocolats, broderies, tabacs, soieries, confitures, etc.

Mlle Schmid a parlé du repos dominical chez les pâtisseries. Plusieurs confiseurs ont pris la parole et se sont déclarés, en principe, favorables au repos du dimanche ; mais leur grande objection est celle-ci : un certain nombre d'entre eux font plus d'affaires le dimanche que pendant le reste de la semaine. Cette difficulté peut se résoudre par l'organisation des repos alternatifs en attendant que l'éducation sociale des acheteurs soit faite ; et, avec la ténacité des Bernois, elle ne saurait tarder à l'être.

M. le Dr Platzhoff-Lejeune apporte l'argument décisif : c'est qu'il y a en Suisse au moins 24 pâtisseries qui ferment le dimanche pendant toute la journée.

Le devoir des membres de la Ligue est d'augmenter ce nombre par une propagande incessante en faveur du repos hebdomadaire des pâtisseries. Même chez les pâtisseries qui se refusent encore à fermer leur boutique on peut obtenir le repos des ouvriers pâtisseries par la suppression du travail du laboratoire le dimanche. La plupart des gâteaux se conserve fort bien un ou deux jours, beaucoup sont meilleurs quand ils sont faits la veille. Il est à souhaiter qu'une liste de ces

gâteaux qui peuvent être faits à l'avance soit établie et affichée dans les pâtisseries. C'est l'idée qui a été suggérée par M^{lle} Ritter (de Genève) et la L. S. A. décide de la faire sienne, et de faire confectionner à ses frais ces listes de « gâteaux du dimanche à commander le vendredi ». Affichées à l'intérieur de toutes les pâtisseries, ces listes feront une première éducation de la clientèle et diminueront, nous l'espérons bien, ces coups de presse, ce surmenage du dimanche matin produits par les commandes tardives et qui contraignent les ouvriers à un surcroît de labeur en un jour qui devrait être pour tous un jour de détente et de repos.

Le programme de la L. S. A. de Berlin.

La Ligue de Berlin s'est constituée définitivement sous la présidence de M^{mes} von Bethmann-Hollweg, femme du Ministre d'État, de M^{me} de Knebel-Doberitz et du professeur Dr Ernst Francke, directeur de la *Sociale Praxis* et le principal organisateur de l'Exposition du travail à domicile de Berlin. Les secrétaires sont Martha Meinecke et le Dr Heinrich Koch, les conseillères, Gertrud Dyrenfurth et Else Lüders ; la trésorière est Adèle Beerenson. Le siège de la Ligue de Berlin est : Hollendorfsstrasse, 29-30, Berlin W.

La Ligue s'occupera des questions suivantes :

1. Amélioration de la situation des employés de commerce.
2. Amélioration des conditions du travail dans l'industrie de la confection.
3. Amélioration des conditions du travail dans la fabrication des confitures en visant spécialement la suppression du travail à domicile dans cette branche.

Cela pour les motifs que voici :

- a) Le public exerce une influence plus grande et un contrôle plus sérieux sur les magasins ; il n'a guère accès aux fabriques et aux usines.

- b) La confection est une spécialité berlinoise et la situation des ouvriers qu'elle occupe est particulièrement mauvaise.
- c) Dans la fabrication des confitures, Berlin possède également de grands établissements et toutes les classes de la population sont intéressées à ce que les produits alimentaires soient fabriqués dans des conditions satisfaisantes au point de vue hygiénique.

La Ligue publiera une " Liste Blanche " des maisons berlinoises qui transformeront leurs conditions de travail dans le sens indiqué.

Pour y figurer, il faut satisfaire aux conditions suivantes :

1. **Pour les employés de commerce :** Observation stricte du règlement du Chancelier d'Empire sur les sièges à donner aux vendeurs.
2. **Dans la confection :** Aux ouvriers et ouvrières occupés dans les magasins de confection, aucun travail à domicile ne doit être imposé pour le compte de l'établissement.
3. **Pour la fabrication des confitures :** Tout travail à domicile dans cette branche est rigoureusement interdit ; de même l'emploi des cartons et sacs de papier fabriqués à domicile.
4. Les conditions hygiéniques des magasins, usines et salles d'emballage doivent être satisfaisantes.

La Ligue recommande aux patrons les tarifs de salaire, spécialement en ce qui concerne les ouvriers de la confection travaillant à domicile. Elle mentionnera avec éloges sur sa *Liste Blanche* les maisons qui suivront ce conseil.

Devoirs de l'acheteur.

1. Donnez la préférence aux maisons de la « Liste Blanche ».
 2. N'achetez rien après 8 heures du soir.
 3. N'achetez le dimanche que les denrées indispensables.
 4. Faites vos commandes à temps, surtout à l'approche des fêtes et au changement des saisons, pour éviter le surmenage et les heures supplémentaires des ouvriers.
- En outre, les consommateurs sont priés de payer comptant les achats et fournitures, surtout aux petits commerçants et aux ouvriers.

Tous ceux qui se déclarent prêts à adhérer à ce programme sont reçus membres de la Ligue ; cotisation minimum annuelle : 4 mark.

Création de sections locales en France.

Roubaix. — M. et M^{me} Eugène Duthoit qui ont apporté, dès le premier jour, à faire comprendre le mécanisme des Ligues, toute leur intelligence et toute leur sympathie ont fondé le 19 mars dernier la section de Roubaix, après une conférence faite par M. Duthoit à l'Institut populaire de l'Epeule. Cette conférence sur les Ligues sociales d'Acheteurs était — selon les paroles de Victor Diligent — la conclusion pratique de toute une série de cours donnés à l' I. P. et qui ont constamment tendu à révéler aux auditeurs leur responsabilité sociale en « troublant les consciences trop facilement assoupies ». Après avoir prouvé la *puissance du consommateur* et avoir fait *l'examen de conscience de l'acheteur*, M. Duthoit a retracé l'histoire des Ligues d'Acheteurs qui cherchent à établir chacune de nos vies, chacune de nos actions sur un fondement de justice pratique et a terminé en faisant un émouvant appel en faveur de cette action économique nouvelle, qui réalise si utilement une pensée fraternelle et chrétienne.

« Mieux encore que les applaudissements qui ont couvert ses paroles, les adhésions nombreuses recueillies immédiatement dans l'auditoire ont prouvé au conférencier combien il avait été compris. Une section locale de la Ligue a été immédiatement fondée et Roubaix se trouve ainsi la seconde ville de province où l'on ait compris et réalisé une des plus fécondes initiatives de notre temps (1) ».

Saint-Flour. — La section de Saint-Flour s'est constituée le dimanche des Rameaux ainsi que nous l'annonçait M. Phi-

(1) *Journal de Roubaix*, 22 mars 1907.

lippe de Las Cases par une lettre dont nous extrayons les passages suivants :

« Vous avez bien voulu m'envoyer il y a quelques semaines les affiches de la L. S. A. que je vous avais demandées pour Saint-Flour. Mes camarades du Sillon ont depuis lors continué leur propagande et une section de la Ligue sociale d'Acheteurs a été formée pour laquelle nous avons recueilli, à la suite d'une conférence que j'ai faite le dimanche des Rameaux, 150 signatures.

Nous nous proposons à l'heure actuelle comme but de collaborer à l'aide de ce groupement à l'action que le Sillon de Saint-Flour mène en faveur du repos hebdomadaire.

Après la conférence, dimanche soir et lundi matin, nous avons réunis les commerçants par profession et ils ont tous signé l'engagement de fermer à midi (même ceux tenant leur boutique eux-mêmes) si les 4, 5 des commerçants de la corporation prennent le même engagement ; c'est à réduire les récalcitrants que nous voudrions utiliser les membres de la Ligue.

Nous avions l'intention de publier une double feuille indiquant que tout adhérent s'engage :

1^o A ne jamais acheter le dimanche (sauf pâtisserie et pain) ;

2^o A ne jamais acheter chez les commerçants ne fermant pas à midi.

Nous pensons publier en second lieu des affiches de sept ou huit lignes faisant les mêmes recommandations (spécialement destinées aux gens de la campagne qui viennent au marché du samedi et ont pourtant pris l'habitude de faire leurs achats le dimanche).

Nous offrirons à tous les commerçants acceptant notre contrôle des affiches indiquant qu'ils sont affiliés à la Ligue.

Nous publierions une *Liste Blanche* de commerçants. Nous aurions enfin des inspecteurs. Les épiciers, quincailliers, bijoutiers, ferblantiers, ont accepté de s'imposer une amende de 25 à 50 francs, en cas de contravention. »

La secrétaire de la Ligue nouvelle est M^{lle} Marie Poudroux, rue du Collège, Saint-Flour (Cantal).

Le repos hebdomadaire dans le service des postes.

*Réunion d'études de la L. S. A. de Paris
du 20 février 1907.*

(28, rue Serpente).

La séance est ouverte à 5 heures, sous la présidence de M^{me} Klobb.

Se sont inscrits sur la feuille de présence : MM. Georges Blondel, J. Bergeron, Raoul Jay, Juillerat, Jules Gay, Lucien Granx, Louis Marin, Pope, G. Mény, Raillard, de Villemeureuil. — M^{mes} Chalamet, de Contenson, Dargem, Marthe Noël, Juillerat, Julhiet, Lignier, Regimbal, Pope ; M^{lles} Benéton, J. Delpeut, Hartmann, Morclieras, etc.

S'étaient excusés par lettre : MM. Cauwès et Dufourmantelle ; la baronne Brincard ; M^{lle} Sarah Monod.

La première partie de la séance est consacrée à la question de l'application du repos hebdomadaire aux divers services de l'administration des postes. M. Louis Marin, député de Nancy, expose un système qui — grâce à une surtaxe exigée des personnes qui veulent que leur correspondance arrive à destination le dimanche — procurerait les ressources nécessaires pour assurer le repos hebdomadaire, sur toute l'étendue du territoire, aux diverses catégories des employés des postes. (Ce système avait fait l'objet d'un amendement à la récente loi de finances, présenté par MM. Lefas, Marin et Sembat, députés. Il a été momentanément retiré à la suite de l'essai tenté, dans les bureaux de poste de Paris, par M. le Sous-Secrétaire d'État aux Postes et Télégraphes.)

A la suite d'une discussion, à laquelle prennent part notam-

ment MM. Raoul Jay, Juillerat et M^{me} Juillerat, on aborde le second point de l'ordre du jour : *l'établissement d'une liste d'immeubles.*

M^{me} Chalamet rappelle les travaux déjà accomplis par la L. S. A. dans cet ordre d'idées, et indique que le Secrétariat tient à la disposition des adhérents des feuilles d'enquête indiquant les principaux points à noter pour faciliter l'établissement de la liste d'immeubles.

J. B.

Blanchisserie et désinfection. — Le travail à domicile chez les tailleurs.

Réunion d'études de la L. S. A. de Paris du 22 mars 1907.

(28, rue Serpente).

La séance est ouverte à 8 h. 1/2.

Se sont inscrits sur la feuille de présence : MM. Brunhes, J. Bergeron, de Contenson, Gemahling, Giron, Henri Lorin, G. Mény, Moysset, Pinon, Marcel Raillard, Rouchy, Servant, de Saint-André. — M^{mes} Abadie, Brincard, Brunhes, de Contenson, Chalamet, Descroix, de Gourlet, Jac, Juillerat, Klobb, des Mazis, le Fer de la Motte, Noël, Moll-Weiss, Van Vorst ; M^{lle} Gemahling, etc.

Se sont excusés par lettre : M. Cauwès, M^{me} Paul Dubois.

L'ordre du jour suivant avait été arrêté :

a) Communication de M. Bouzy, membre de la Commission d'hygiène industrielle, sur l'application du décret du 4 avril 1903 (désinfection du linge sale et travail dans les blanchisseries) ;

b) Communication de M^{me} Jean Brunhes, puis de M. Albouy, de la Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières tailleurs et couturières de la Seine, sur les conditions actuelles du travail à domicile chez les tailleurs et dans la confection. Les premiers résultats de la campagne contre les mauvaises conditions du travail à domicile.

M. Jean Brunhes déclare la séance ouverte et souhaite la bienvenue à MM. Albouy et Bouzy. Nous nous efforçons, dit-il, de connaître les conditions du travail, quelquefois si obscures pour nous. Pour cela, deux procédés sont à notre disposition : a) des enquêtes personnelles ; b) des appels aux témoins immédiats du travail, c'est-à-dire les patrons et les ouvriers. Nous avons eu déjà de longues conversations avec des patrons et des patronnes de la couture. Ce soir, nous avons la bonne fortune de pouvoir nous adresser à deux travailleurs qui font partie d'une élite, aussi bien au point de vue des qualités professionnelles qu'en ce qui concerne la connaissance approfondie des revendications de leurs camarades. Nous avons, à les écouter, un intérêt immédiat, notre ignorance de certains faits, notamment en ce qui concerne l'hygiène, nous plaçant souvent dans de mauvaises conditions. Mais nous ne poursuivons pas qu'un but égoïste ; après les avoir entendus, nous deviendrons certainement leurs amis, leurs auxiliaires dans la lutte qu'ils poursuivent.

Au début de sa communication, M. Bouzy établit une distinction entre le *blanchisseur de Paris* qui fait le travail au jour le jour, en partie dans sa boutique, et le *blanchisseur de banlieue* dont le travail exige plus de temps, s'effectue dans des locaux plus vastes et offre plus de garanties au point de vue de la désinfection. Puis il passe en revue certaines réformes préconisées par la Commission d'hygiène industrielle.

Il a été décidé que les blanchisseuses porteraient une blouse et un bonnet pendant toute la durée de leur travail. Le travail fini, le bonnet et la blouse doivent être quittés. En fait, cette réforme est très mal appliquée. D'une part, le bonnet n'a pas été adopté. Et d'autre part, les blanchisseuses, loin de quitter la blouse au moment voulu, en sont fréquemment revêtues hors de l'atelier.

On a recommandé de désinfecter le linge sale à son arrivée à la blanchisserie, en le plongeant dans un liquide antiseptique.

En réalité, l'opération est impossible. Pour se rendre compte de cette impossibilité, il suffit de connaître le mécanisme du triage : le linge de plusieurs clients est « découlé » pêle-mêle, après avoir été toutefois divisé en trois catégories : *propre, demi-propre, sale* ; or, étant donné que plusieurs personnes ont fréquemment les mêmes initiales, il est indispensible, pour établir un contrôle et rendre à chacun ce qui lui appartient, de faire, sur le linge, dès son arrivée à la blanchisserie, des marques au fil rouge. Or, comme il est impossible de coudre dans le linge mouillé, on a renoncé à le tremper dans un liquide antiseptique (1).

Une longue discussion s'engage sur ce point. Ne pourrait-on pas trouver une nouvelle façon de marquer le linge ? En Amérique, la marque au timbre humide est utilisée ; mais M. Bouzy affirme qu'à Paris les clients s'opposeraient à ce mode de procéder. Mme Moll-Weiss préconise le système suivant : les clients devraient eux-mêmes tremper leur linge dans une solution antiseptique, et ne le livrer au blanchisseur que désinfecté et enfermé dans un sac. — Encore faudrait-il, réplique M. Bouzy, que le linge fût sec ; s'il en était autrement, le poids serait beaucoup plus lourd, et, d'autre part, les concierges verraient d'un mauvais œil ce transport de linge mouillé dans l'escalier.

M. Bouzy donne ensuite des renseignements intéressants sur l'arrivée du linge à la blanchisserie. En banlieue, le triage — qui est la première opération et la plus dangereuse — s'effectue dans une salle distincte, deux autres salles étant réservées au repassage et au pliage. A Paris, au contraire, en raison de la cherté des loyers, les diverses opérations se passent dans la même pièce. Afin de remédier à ce grave

(1) Certains blanchisseurs ont levé la difficulté en adoptant un système d'étiquettes au nom du client qui sont attachées par des gausse de fil et nouées aux pièces de linge. (Note de la Rédaction.)

inconvenient, peut-être les blanchisseurs d'un même quartier devraient-ils s'entendre et avoir, pour le triage, un local commun.

Sur une question de M. Brunhes relative à la désinfection du linge dans l'étuve, M. Bouzy indique qu'il convient d'établir une distinction entre le linge blanc et le linge de couleur. Le premier est soumis, pendant plusieurs heures, à une température telle qu'au sortir du cuvier, il est certainement désinfecté. Le second (et la même observation s'applique aux étoffes qui rétrécissent facilement, comme la flanelle) ne peut supporter, sous peine de déteindre, qu'une température de 40 à 45 degrés, et, par suite, n'est pas désinfecté.

Il faut ajouter que les bas prix demandés à la clientèle (1) rendent la situation des patrons de plus en plus précaire et les obligent à se servir, notamment en ce qui concerne le savon, de produits défectueux.

M. Bouzy ayant déclaré incidemment que l'eau de javelle constitue un excellent antiseptique et protège les blanchisseurs contre les microbes, M. l'abbé Mény demande comment on peut expliquer la fréquence de la tuberculose dans cette profession, — fréquence signalée par le docteur Landouzy et constatée par lui-même, lors d'une récente enquête. Ce fait, répond M. Bouzy, tient à deux causes essentielles : 1^o les habitudes d'intempérance sont malheureusement trop fréquentes ; on est trop tenté de croire que « lorsqu'on ne boit pas, on ne peut travailler de bon cœur (2) » ; 2^o le passage fréquent du chaud au froid, suivant que l'on s'approche ou que l'on s'éloigne du cuvier.

Au moment où cette communication prend fin, on met en circulation des photographies représentant les diverses salles

(1) Par exemple pour une chemise d'homme, le prix courant n'est que de 0 fr. 30, alors qu'il devrait être de 0 fr. 40 — et de 0 fr. 70 pour une chemise glacée.

(2) C'est le refrain d'une chanson de métier.

de la *Blanchisserie ouvrière* (1) que M. Bouzy avait fondée 68, avenue de Versailles, et qui n'a malheureusement pas réussi.

L'ordre du jour appelle : les mauvaises conditions de travail à domicile.

Pour donner un exemple de ce qui a déjà été fait par la Ligue, dans cet ordre d'idées, M^{me} Brunhes communique les résultats d'une enquête faite par une de nos collaboratrices, M^{lle} Laroux, chez une ouvrière en lingerie travaillant à domicile. (Voir cette enquête p. 413.)

M. l'abbé Mény déclare que ses nombreuses enquêtes lui ont permis de faire deux remarques essentielles :

a) Lorsqu'il s'agit d'objets de luxe, le travail est généralement beaucoup mieux rémunéré ;

b) Le secours apporté à des ouvriers travaillant à domicile a souvent de fâcheuses conséquences ; comptant sur les bons du Bureau de bienfaisance ou de la Société de Saint-Vincent-de-Paul, l'ouvrier accepte de travailler à un taux dérisoire, et ainsi le secours contribue à la baisse générale des salaires.

M. Albouy, qui prend la parole ensuite, commence par déclarer que jusqu'ici il a plus appris à tirer l'aiguille qu'à faire des discours, — précaution oratoire bien inutile, car, aussitôt après, il expose à la fois avec éloquence et précision, les conditions du travail chez les tailleurs.

La corporations des ouvriers et ouvrières du vêtement est une des plus nombreuses. Si l'on ne considère que le vêtement d'hommes, il faut distinguer deux grandes catégories :

1^o Les *pompiers*, ouvriers travaillant dans l'atelier patronal et chargés de réparer les fautes commises, après l'essayage définitif. Mieux organisés que leurs camarades, ils ont une situation un peu meilleure ;

(1) Ce fut le premier essai d'une association d'ouvriers blanchisseurs.

2° Les *apiécieurs*, au sens général du mot, qu'il faut diviser en trois grandes catégories ;

- a) Les *apiécieurs* (1) de grandes pièces ;
- b) Les *giletiers* ;
- c) Les *culottiers*.

Les ouvriers qui composent ces dernières catégories sont très spécialisés et travaillent tous à domicile. Leurs conditions de travail sont particulièrement inhumaines.

L'atelier est le plus souvent situé dans une chambre exiguë du sixième qui — même lorsque l'ouvrier a une famille — sert en même temps de chambre à coucher et de salle à manger. J'ai rencontré, lors de mon tour de France, dit M. Albouy, des ouvriers faisant coucher leurs enfants sous l'établi.

C'est là qu'arrive le paquet d'étoffes et de doublures préparé par l'atelier patronal. C'est là que s'effectue le travail, que se prépare la cuisine, que se passe toute la vie familiale. Comment tenir propre un pareil endroit ?

Le travail à faire est toujours *pressé*. Aussi, est-ce un effort constant de l'ouvrier qui reste penché sur l'établi jusqu'à 16 heures par jour. Ayant perdu tout sentiment, il se transforme en une sorte de machine. Lorsqu'il est jeune, l'homme supporte cet effort. Mais bientôt il s'épuise et la tuberculose survient. Alors c'est la misère.

La femme de l'*apiécieur* est le plus souvent sa collaboratrice. Il faut que, tout en travaillant avec son mari, elle trouve moyen de vaquer aux soins du ménage. Sa vie est un martyre. On devine quels soins peuvent être donnés aux enfants (2), dans un pareil milieu.

Pour compléter ce tableau, on doit ajouter : a) qu'une

(1) Il faudrait, en outre, établir une classification à part pour les ouvriers très spécialisés qui « font le noir » (redingote et habit).

(2) Fréquemment, surtout en province, les enfants travaillent avec leurs parents et sont exploités comme eux.

diminution sensible de salaire s'est produite, depuis 1875 ;
b) que plus l'ouvrier sera surmené pendant la saison, plus la morte-saison, la douloureuse époque de chômage, sera longue.

Il y aurait, en outre, de pénibles observations à formuler, en ce qui concerne la moralité. Le plus souvent, c'est la femme de l'*apiécieur* qui rapporte le travail terminé à l'atelier patronal. Là, elle se trouve en butte aux tristes exigences du coupeur ou du receveur.

Comment remédier à cette situation ?

Le travail à domicile ne saurait être réglementé, dit M. Albouy. Comment le corps de l'Inspection du Travail, qui ne peut pas exercer une surveillance suffisante sur le travail en atelier, pourrait-il étendre son action au travail à domicile ? En admettant qu'il le fasse, comment pourrait-on obliger l'ouvrier à se conformer aux prescriptions de la loi ? Quelle serait la sanction des infractions constatées ? A quoi servirait d'infliger une amende à quelqu'un qui ne possède rien ?

On ne peut donc pas compter sur la loi. Il serait sans doute plus efficace d'agir sur la clientèle.

Si l'on savait dans quelles conditions certains vêtements, qui ont cependant belle apparence, ont été confectionnés, on refuserait de les porter. Il faut par des tracts, par des cartes postales illustrées, par une propagande incessante — analogue à celle qu'a entreprise la Ligue sociale d'Acheteurs — faire toucher du doigt aux clients le danger que leur fait courir le travail à domicile.

Certains ont préconisé la création d'ateliers patronaux. Mais à Paris l'installation de ces ateliers est trop onéreuse pour que tous les patrons — même ceux qui sont doués de la meilleure volonté — puissent réaliser cette réforme.

Le vrai remède — conclut M. Albouy — consisterait à créer des coopératives ouvrières. Avec la coopération, les maux engendrés par le travail à domicile disparaîtraient ; les

ouvriers travailleraient dans des locaux plus hygiéniques ; les salaires augmenteraient en même temps que serait limitée la durée de la journée de travail. Il faut souhaiter que la clientèle se préoccupe de ce point de vue et favorise la création de coopératives.

M^{me} Brincard demande comment on peut concilier la baisse des salaires, la hausse du prix des vêtements et les lois de la concurrence ?

M. Albouy répond que ces faits en apparence contradictoires s'expliquent par l'entente patronale. Les patrons, syndiqués entre eux, veulent faire fortune rapidement, et fixent les prix en conséquence.

M^{me} Moll-Weiss demande comment la Chambre syndicale peut arriver à exercer une action sur des ouvriers comme les apieceurs qui, vivant chez eux, s'ignorent les uns les autres.

Notre propagande — réplique M. Albouy — s'exerce au moyen d'un journal, et aussi dans les fréquentes réunions que nous organisons.

M. Jean Brunhes remercie vivement, au nom de la Ligue, MM. Bouzy et Albouy, de leurs intéressantes communications. Il est très important pour nous, dit-il, d'entrer en contact avec les ouvriers instruits et actifs qui s'efforcent de réaliser leurs conceptions. Nous nous engageons à faire, en faveur de leurs légitimes revendications, une propagande incessante. Nous répondrons à leurs efforts par le maximum des efforts que nous pourrions fournir.

La séance est levée à 10 h. 1/2 du soir.

J. BERGERON.

Voir, aux pages suivantes, l'enquête sur le travail à domicile qui a été lue à la réunion d'études du 22 mars 1907, comme spécimen des enquêtes nombreuses qu'a déjà fait faire la L. S. A. de Paris.

LIGUE SOCIALE ENQUÊTES GÉNÉRALES TRAVAIL À DOMICILE : I

D'ACHETEURS



Adressez toutes les fiches d'enquêtes à
M^{me} JEAN BRUNHES, secrétaire générale
de la Ligue Sociale d'Achat, 21, rue de Valenciennes,
Paris (VI).

Don de FOURVIER ou de FOURVIER
à domicile :

M^{me} veuve G...

Son adresse :

Quartier du Temple.

Don et adresse de l'enquêteur ou
enquêteuse :

M^{me} Larouze.

Date de l'enquête (indiquer le
mois et l'année) :

Aout 1906.

4^{me} Question. — Genre de travail effectué à domicile. Nombre des
travailleurs. Question des enfants (*important*). Quel est le travail
exécuté ? (lingerie, confection, équipement militaire jouets, etc., etc. ?)
Le travail est-il fait à la machine ou à la main ? Le père ou la mère
de famille se font-ils aider par leurs enfants ? Quel est l'âge des enfants
ouvriers ?

LINGERIE, JOURS A LA MAIN

Cette ouvrière est veuve depuis dix-huit mois.

Son mari est mort d'une maladie de poitrine.

Son fils, âgé de dix-huit ans, ne travaille pas en ce moment, s'étant
fonté le poignet.

LIGUE SOCIALE ENQUÊTES GÉNÉRALES TRAVAIL A DOMICILE : 2

D'ACHETEURS



2^e Question. — Hygiène. — De combien de chambres dispose la famille ? Détails sur la propreté des locaux, l'aération, les moyens d'éclairage et de chauffage. Quel était l'état de santé des travailleurs ? Y avait-il des personnes malades au moment où vous avez fait l'enquête ? Notez surtout la tuberculose et les maladies contagieuses : diphtérie, rougeole, scarlatine, etc.

Le logement, d'un loyer annuel de 290 francs, se compose : 1^o d'une grande pièce servant de salle à manger, cuisine et chambre à coucher pour l'ouvrière, éclairée d'une fenêtre donnant sur le faubourg ou 2^e étage et ne recevant que très peu de soleil ; 2^o une petite chambre noire dans laquelle couche le fils et par laquelle on pénètre dans le logement. La cuisine se fait en tous temps sur un petit fourneau placé dans la cheminée de la chambre.

Les paliers et l'escalier très sombres sont d'une propreté relative, les cabinets d'aisances répandent de mauvaises odeurs.

L'ouvrière est sujette à de fréquents malaises provenant d'une grande anémie suite du surmenage imposé par l'état de son mari malade pendant de longues années et les privations auxquelles elle fut soumise, son salubre ne pouvant suffire.

LIGUE SOCIALE ENQUÊTES GÉNÉRALES TRAVAIL A DOMICILE : 3

D'ACHETEURS



3^e Question. — Durée du travail. — Presse — Chômage. — Quelle est la durée du travail en temps normal ? en temps de presse ? Jusqu'à quelle heure, en ce dernier cas, se prolonge le travail de nuit ? Quelles sont les époques de presse et les époques de chômage ?

Le travail en temps normal commence à 7 heures du matin pour se terminer à 8 heures du soir en prenant 1 heure pour déjeuner, soit 12 heures.

En temps de presse, il faut veiller parfois jusqu'à minuit et se lever à 4 heures du matin, quelquefois se passant de manger pour livrer à l'heure, soit environ 18 heures.

La presse est en été, 3 mois.

Le chômage en hiver de janvier à mars, 3 mois.

LIGUE SOCIALE ENQUÊTES GÉNÉRALES TRAVAIL A DOMICILE : 4

D'ACHETEURS



4^e Question. — Salaires. Dépenses nécessitées par le travail. — Combien l'ouvrier ou l'ouvrière gagnent-ils à la pièce ? Combien peuvent ils arriver à gagner par jour ? Au bout de combien d'heures de travail ? Quelle dépense représentent pour l'ouvrier l'achat, l'entretien de sa machine, le fil, les aiguilles, la colle ou autres différentes fournitures ? Est il obligé de prendre ses fournitures chez le donneur de travail ?

Un ourlet à jour de 2 mètres et un ourlet simple de 2 mètres également sont payés 0 fr. 25 les deux, c'est-à-dire pour un drap.

En travaillant 12 heures l'ouvrière fait 4 draps, soit 1 franc. Il faut en déduire 0 fr. 10 pour le fil.

L'entrepreneuse prend le travail au magasin « » qui lui paie un drap 0 fr. 50, soit donc le double de ce que gagne l'ouvrière.

116

LIGUE SOCIALE ENQUÊTES GÉNÉRALES TRAVAIL A DOMICILE : 5

D'ACHETEURS



5^e Question. — Livraison de la marchandise. Amendes. — Le travail doit-il être livré à l'entrepreneur ou directement au magasin ? Quel est ce magasin ? Combien d'heures perdues représentent pour l'ouvrière l'aller et le retour, l'attente au magasin ? Quels sont ses frais de transport ? Dans quels cas la marchandise est-elle refusée par l'entrepreneur ou le magasin ? Des amendes sont-elles infligées en cas de retard dans la livraison ?

L'ouvrière livrant son travail à l'entrepreneuse perd, de ce fait, une heure par jour, mais n'a pas de frais de transport.

Quand le travail est mal fait ou livré en retard même d'une heure, l'entrepreneuse refuse de la payer.

M^{me} G... ayant son mari malade, il arriva qu'un jour, le médecin vint au moment où elle terminait son travail et se préparait à aller le livrer. Le docteur trouvant son mari très mal l'ausculta longuement, retardant l'ouvrière d'environ 1 heure.

L'entrepreneuse ne voulut tenir aucun compte de ces explications et refusa de payer le montant de l'ouvrage de la semaine, soit une dizaine de francs et dont l'ouvrière cependant avait grand besoin.

La pauvre femme mourante de faim eut beau supplier, rien n'y fit. Sur les conseils d'autres personnes elle agit de ruse, redemandant de l'ouvrage elle le garda jusqu'à ce que l'entrepreneuse lui payât ce qu'elle lui devait, ce qu'elle ne fit qu'au bout de 15 jours.

117

LIGUE SOCIALE ENQUÊTES GÉNÉRALES TRAVAIL A DOMICILE : 6
D'ACHETEURS

6^e Question. — Détails complémentaires. — La famille subside-t-elle avec ses propres ressources ou doit-elle avoir recours à l'assistance publique ou à la charité privée ?



Cette ouvrière ne peut subsister avec son salaire, aussi adresse-t-elle des demandes de secours à la mairie et aux personnes charitables, ce qui ne l'empêche pas de supporter beaucoup de privations.

Le repos partiel du dimanche pour les domestiques.

LETTRES REÇUES ET RÉFLEXIONS.

A propos de la Réunion d'études consacrée à la question du repos hebdomadaire pour les domestiques (voir Bulletin du 1^{er} trimestre 1907, p. 30), nous avons reçu une abondante correspondance. Respectueux de toutes les opinions sincères, et accueillant avec la plus vive gratitude toute discussion loyale, courtoise et cordiale, nous publions ici les trois lettres qui nous ont paru les plus intéressantes et les plus complètes.

A Mme Jean Brunhes.

Paris, 34, rue du Bac,
20 décembre 1906.

Madame,

Empêchée encore cette fois par les suites d'une bronchite de me rendre à la réunion, je ne puis assez vous en exprimer mes regrets, car ces questions m'intéressent vivement, et j'aurais été heureuse de les entendre traiter. Il y en a, notamment sur cette loi du repos hebdomadaire, plusieurs qui me paraissent encore obscures et d'une solution difficile.

Assurément le repos hebdomadaire est bienfaisant et juste ; mais la loi, trop hâtive, n'est pas bien faite.

Comme chrétiens nous l'avons déjà observée... ou devons l'avoir observée depuis notre enfance. Comprise avec intelligence et bonne foi, appliquée en conscience, elle ne devrait pas présenter tant d'obstacles. Mais il faudrait que tout le monde le comprît et se mit d'accord.

Or, en ce qui concerne l'alimentation, peut-on dire que les employés et ouvriers soient esclaves de la clientèle, lorsque moi, par exemple (pardonnez-moi ce mot !) — qui faisais très souvent une bonne partie de mes commandes et de mes provisions le samedi, — c'est depuis la loi que je me suis vue forcée de les faire le dimanche, beaucoup de magasins d'alimentation fermant, non le dimanche, mais le lundi ! C'est donc, à mon avis, aux directeurs de ces établissements qu'il faut s'en prendre, encore plus qu'aux acheteurs. Il va sans dire cependant que je propage de tout mon pouvoir le conseil et l'exemple de décharger le dimanche de tout travail et de tout achat qui ne soient pas indispensables.

Quant à nos domestiques, je n'en garde jamais le dimanche qu'un à la maison, à tour de rôle. Encore m'efforcerai-je de laisser à celui-là une heure ou deux dans l'après-midi. Mais il est impossible de se passer de tout son personnel, soit à une personne qui vit seule, ou qui est âgée, ou qui est infirme, ou lorsqu'il y a de petits enfants à garder et à soigner. D'ailleurs, si les domestiques pouvaient — et cela arrive encore — se considérer comme autrefois, comme des membres de la maison, presque de la famille, ils ne pourraient plus considérer comme un travail ordinaire, ni la maison — gardée, avec facilité de s'y distraire et de s'y reposer ; — ni les soins des enfants, à partager avec une mère ou une grand-mère, qui ne déserteraient pas leur tâche pendant des journées entières. Ce serait là, ça toujours été là la solution à tout : que chacun fasse son devoir.

C'est le grand intérêt de votre œuvre grande et modeste que de rappeler et de préciser ce devoir pour ceux qui l'oublient.

Pardonnez-moi cette trop longue lettre, chère madame ; j'ai cru pouvoir vous l'écrire pour vous montrer, bien faiblement, combien j'entre dans vos pensées et les fais miennes.

Recevez l'expression de mes meilleurs sentiments

E. M. RAYNAUD.

A Madame Jean Bruthes.

Anvers, 9 mars 1907
91, rue du Grand-Château.

Chère Madame,

Je viens de recevoir le toujours si intéressant Bulletin de la Ligue sociale d'Acheteurs ; voulez-vous me permettre de vous soumettre quelques réflexions que m'a suggérées sa lecture.

Adhérente de la première heure à la Ligue et admiratrice convaincue de votre belle œuvre je puis d'autant mieux vous avouer que je suis tout à fait opposée au principe du repos hebdomadaire obligatoire pour les domestiques.

Croyez cependant que je suis tout à fait convaincue du devoir strict qui nous incombe comme chrétiens et comme citoyens de donner à nos domestiques un repos raisonnable ; que chez moi ils ont un après midi complet du dimanche sur deux et le temps nécessaire en semaine pour faire leurs courses. Mais je proteste contre leur assimilation à des ouvriers. Je proteste surtout contre l'intervention d'une loi qui jetterait une perturbation énorme dans la vie de beaucoup de gens en soumettant à une réglementation

forcément *unique* des cas variés à l'infini. Enfin je prétends que pour les domestiques eux-mêmes le danger serait très grand du repos hebdomadaire appliqué dans les conditions où il l'est aux ouvriers c'est à dire pendant 24 heures.

Le domestique n'est pas un ouvrier comme le fait fort bien remarquer M. Paul Juillerat, il fait en somme partie de la famille. La vie de la famille n'est pas suspendue ce jour-là, pourquoi le domestique bénéficierait-il d'avantages dont aucun progrès ne nous assure encore la jouissance.

L'ouvrier rentré chez lui le soir ne réclame rien de son patron le dimanche. Le domestique continue ce jour-là : à coucher et à manger chez ses maîtres. Il me paraît de la plus élémentaire justice qu'en échange de ce repas, de ce logement, il continue à nous rendre les services strictement nécessaires ?

Certe je bannis avec vous de grand cœur tout travail superflu, pas de réceptions, pas de nettoiyages, je n'associe même volontiers aux menus réchauffés mais encore faut-il qu'on les réchauffe. Enfin il y a dans les familles des cas particuliers qui ne laissent aucune possibilité au repos hebdomadaire. Nous n'imaginerons pas n'est-ce pas une nourrice en promenade pendant 24 heures... Supposons-nous une mère de famille de condition peu aisée laissée seule malade avec ses enfants par son *unique* bonne ? Et les animaux des fermes de la campagne comprendront-ils qu'ils doivent s'abstenir de manger le dimanche ?

Ne pensez-vous pas que l'exagération du principe du repos du dimanche poussé trop loin mène au pharisaïsme, à celui-là même que Notre-Seigneur a condamné dans l'Évangile, en guérissant un malade le jour du sabbat !... Je n' imagine pas la Ligue répondant avec la dante protestante : « Ce n'est pas ce qu'il a fait de mieux ce jour là. »

Enfin pour les domestiques eux-mêmes le repos forcé serait-il bon.

La majorité des domestiques se compose de filles de 17 à 25 ans ; le plus grand nombre de ces filles est en service dans un pays éloigné de leur famille. A Paris en particulier combien y a-t-il de parisiennes parmi le grand nombre de bonnes !... presque pas...

Que feront elles toute la journée du dimanche et la soirée !... le repos est de 24 heures...

Pour celles dont la famille habite le pays rien de mieux, elles iront chez elles. Mais les autres ?... où iront elles ?... La réponse est malheureusement trop facile à faire. Quelques-unes iront dans des patronages organisés pour elles, où elles s'ennuieront, et la

grande majorité se précipitera dans les salles de danse et les autres lieux du même genre où elles trouveront des plaisirs faciles.

J'en ai malheureusement une trop bonne preuve ici même sous mes yeux. A Anvers en effet l'usage accorde aux servantes un congé du dimanche plus considérable qu'en France; parties dès le déjeuner elles ne rentrent en général que vers 11 heures du soir, sans s'occuper du repas du soir des maîtres.

Eh bien il est hors de doute que la moralité des servantes d'ici (qui sont pourtant du pays en grande majorité) est inférieure à tout ce que j'ai vu en France et que en revanche les salles de danse sont plus fréquentées que partout ailleurs.

Recevez, chère Madame, les respectueux hommages de mon mari et l'assurance de mes sentiments très sympathiques.

DU CLOSEL LECHARTIER.

A Mme la Présidente de la L. S. A.

Paris, le 12 mars 1907.

Madame la Présidente,

J'ai lu avec le plus vif intérêt le compte rendu des discussions qui ont eu lieu le 20 décembre dernier sur la question, extrêmement délicate, du repos hebdomadaire des domestiques. Mais précisément parce que la question est très délicate, elle a beaucoup d'aspects, et je voudrais attirer brièvement l'attention des membres de la L. S. A. sur deux ou trois points qui, dans l'espèce, me paraissent avoir leur importance, et que peut-être, — si du moins j'en juge par le compte rendu imprimé, — n'a-t-on pas suffisamment touchés. Il va d'ailleurs sans dire que les observations qui vont suivre, et que je donne pour ce qu'elles valent, ne portent en aucune façon sur les principes de notre action, principes que M. Raoul Jay et M. Jean Brunhes ont exposés avec tant de générosité et d'éloquence, mais simplement sur quelques points de fait et d'organisation pratique.

Et tout d'abord, qu'entend-on exactement, en ce qui concerne les domestiques, par repos hebdomadaire? Cela veut-il dire, — comme je le crains, — que chaque dimanche, de 6 heures du matin à 10 heures du soir, par exemple, tous nos domestiques nous quitteront, que nous ne serons en droit, ce jour-là, de leur demander aucun service et que, puisque « notre conviction nous interdit

d'imposer à un être humain le travail du dimanche », nous devrions, ce jour-là, nous servir entièrement nous-mêmes?

Et je dis « comme je le crains », parce que cela me paraît bien ressortir des déclarations qui ont été faites et, ce me semble, généralement approuvées, en dépit des conclusions plus réalistes et plus pratiques de Mme Jean Brunhes; et ensuite, parce que si ces idées venaient à prévaloir dans la pratique, on, plus précisément encore, dans l'esprit des domestiques et dans les dispositions de la loi, elles iraient directement contre le but poursuivi, et entraîneraient des conséquences que je crois tout à fait fâcheuses, et, socialement, parfaitement iniques.

Ne parlons pas ici des riches, des *vrais riches* . On aura, je crois, les plus grandes peines à leur faire accepter ce nouveau régime de vie. Et même si leurs domestiques, aidés de la loi, parvenaient à le leur imposer, ils auraient, grâce à leur argent, mille moyens, peut-être illégaux, mais non moins efficaces, de se tirer d'affaire et de ne pas payer de leur personne.

Mais parlons de ceux dont on ne parle presque jamais, parce qu'ils ne font guère de bruit, et parce qu'on les oublie ou les ignore, malgré leur nombre, petits employés, petits fonctionnaires, petits bourgeois, ménages modestes et laborieux où l'on n'a qu'une seule domestique, et où l'on ne peut en avoir qu'une, quel que soit le nombre des enfants. Actuellement, dans ces innombrables ménages, il n'est pas vrai que la domestique soit « une esclave »; c'est une femme qui travaille parmi des gens qui travaillent, et elle travaille moins, elle est moins surmenée que la mère de famille qui la laisse se coucher longtemps avant elle et qui, malgré les mauvaises nuits que lui font passer ses enfants dont elle a la garde, se lève parfois plus tôt. La domestique, dès qu'elle s'y prête, est associée plus étroitement qu'on ne le pense à la vie de famille; les enfants, filles et garçons, le mari même l'aide de très bon cœur, et, le dimanche, on s'ingénie de son mieux à lui laisser quelques heures de repos ou de liberté.

Mais, quelque ingéniosité qu'on y apporte, il y a dans tout ménage, et particulièrement dans les ménages avec de nombreux *petits* enfants, il y a un *minimum* de travail à faire, même le dimanche. Si la domestique s'en va toute la journée, sur qui retombera principalement tout le fardeau? Sur la mère de famille, déjà fatiguée par son travail de la semaine, par ses multiples soins et préoccupations, par le bruit des enfants, par ses veillées, par ses maternités successives. Et elle, n'a-t-elle donc pas droit au repos hebdomadaire? Elle ne l'a pas, à l'heure actuelle, et elle ne le

réclame pas. Mais veut-on donc lui rendre la vie plus dure encore qu'elle ne l'est ? Et ne va-t-on pas, en donnant comme une sorte de prime aux ménages sans enfants, lui faire regretter amèrement d'avoir fait tout son devoir et de n'avoir pas eu peur de la maternité ? Qu'on veuille bien se représenter exactement ce que sera le dimanche la vie d'une mère de famille, privée de sa domestique, avec quatre ou cinq enfants encore en bas âge, dans une ville de province, l'hiver, — il n'y a dans son petit appartement ni chauffage central, ni électricité, ni gaz quelquefois, ni tout le confort moderne qui simplifie si souvent, à Paris surtout, la vie matérielle ; et donc, il y a les feux à allumer, le ménage, la cuisine à faire, les enfants à habiller, à surveiller, à garder, à conduire aux offices... que sais-je encore. Et, je le demande, de la domestique ou d'elle, « qui est l'esclave ? »

La conclusion ? C'est qu'il y a certes beaucoup à prendre, et pour tout le monde, et même pour les ménages dont je viens de parler, dans les observations qui ont été échangées l'autre jour avenue de Messine. Essayons de simplifier notre vie, le dimanche surtout, de manière à pouvoir donner, sinon à tous nos domestiques, — quand nous en avons plusieurs, — le repos hebdomadaire complet, tout au moins à la plupart d'entre eux le plus de repos et de liberté possible ce jour-là. Mais ne soyons pas trop absolus. Rendons-nous bien compte de la complexité des choses et des questions. Ne croyons pas qu'il suffise d'une règle générale et rigoureuse proclamée énergiquement, ou d'un texte législatif, pour modifier la réalité. Ne croyons pas non plus que toutes les difficultés proviennent de l'égoïsme et de la mauvaise volonté. Evitons de faire naître des exigences, discutables après tout sous leur forme absolue, et que nous serions parfois bien embarrassés, de par la vie même, de satisfaire pleinement, et que, bien souvent, nous ne pourrions pas satisfaire sans un dommage plus grand que celui que nous voulions réparer. Prenons bien garde en un mot, dans nos efforts pour réformer et les autres et nous-mêmes, de ne pas déplacer purement et simplement le fardeau social, et, en le déplaçant, d'en accabler des épaules déjà plus fatiguées que celles que nous voulons soulager. Et n'imitons pas les inventeurs des récents projets d'impôts sur le revenu qui, avec le dessein avoué de décharger les pauvres et de frapper les riches, — lesquels sauront bien toujours se dérober, — n'arriveront guère qu'à écraser les classes moyennes, et ce que j'aime à appeler « la troisième France ».

Veillez me pardonner, Madame la Présidente, cette trop longue

dissertation, et trouver ici l'expression bien sincère de mon respectueux dévouement.

VICTOR GIRAUD.

P. S. — Il y a aussi une question, extrêmement délicate, et que je n'ai pas voulu soulever, mais qu'il faut bien poser. Comment concilier pour les domestiques, dans les grandes villes surtout, la liberté de leurs sorties hebdomadaires avec les exigences de leur moralité ? Là encore, il y a des précautions et des mesures à prendre pour ne pas multiplier inutilement les occasions et les tentations, et pour ne pas donner une sorte de prime involontaire au désordre.

Réflexions et remarques.

La Ligue sociale d'Acheteurs se félicite d'avoir suscité un échange d'idées aussi intéressant, aussi fécond. Les lettres que l'on vient de lire nous ont fait réfléchir et nous obligent à préciser une pensée que le compte rendu de la réunion et de la discussion a présentée d'une manière peut-être trop absolue. Et cette forme nécessairement brève a fait naître quelque confusion qu'il est bon de dissiper :

En premier lieu, nous ferons remarquer à nos correspondants que la discussion a porté avant tout sur la simplification du travail du dimanche. L'avis des maîtresses de maison plus compétentes sans doute que l'élément masculin dont les idées forcément plus théoriques sont moins façonnées par la vie de chaque jour, l'avis des maîtresses de maisons a été résumé par Mme Jean Brunhes : (voir Bulletin du 1^{er} trimestre 1907, p. 35) « faire le samedi les achats et les commandes de pâtisserie (1), — simplifier le service du dimanche, — et y faire participer les membres de la famille. » Tel est

(1) Retenons à ce propos la réflexion si juste de Mme Raynaud à propos de la fermeture le dimanche à midi des grandes épiceries. Là encore une démarche de la clientèle pour obtenir la fermeture plus tardive le samedi et le repos complet du dimanche serait accueillie avec reconnaissance par le personnel des employés.

bien le mode de procéder de la Ligue sociale d'Acheteurs qui demande à ses membres des réformes immédiatement pratiques et n'exige pas d'eux qu'ils atteignent d'un coup l'idéal formulé par M. Raoul Jay dans son admirable et émouvante conférence. Et nous demandons à notre tour à nos correspondants si ces réformes si petites et si faciles en somme ne peuvent être réalisées même par les ménages les plus modestes et sans causer aucune fatigue supplémentaire aux maitresses de maisons ?

Le jour viendra, nous en sommes persuadés, où ce repos du dimanche, parcimonieusement mesuré à nos domestiques, pourra s'étendre, où la maitresse de maison, par plus de prévoyance encore arrivera à imposer un *minimum* de travail, ainsi que s'exprime M. Giraud ? Car c'est ce minimum que nous réclamons et qui oserait dire que ce minimum est atteint dans toutes les familles ? Le dimanche, par des réceptions ou des réunions familiales ou bien encore par un manque d'organisation n'amène-t-il pas, en général, à bien des domestiques, un surcroît, nous dirions presque un maximum de travail ?

La loi de 24 heures faite pour l'ouvrier qui possède son « chez soi » est inapplicable dans les termes où elle a été conçue aux domestiques qui logent sous notre toit et participent à notre vie, cela est hors de doute. Mais nous voudrions en terminant, attirer l'attention de tous sur la signification intégrale de ces mots, *participation des domestiques à la vie familiale*, qui reviennent dans la plupart des lettres que nous avons reçues. Nous savons que nos correspondants comprennent cette participation dans son sens vraiment familial : « chez ces maîtres les domestiques sont chez eux », selon les paroles de M. Paul Juillerat. Mais sont-ils nombreux encore ces foyers où les serveurs se considèrent comme les membres de la famille, où ils participent aux joies et même aux distractions de leurs maîtres comme ils participent à leurs travaux ? Sont-elles nombreuses les maisons où une bonne pourrait jouir du repos du dimanche sans être obligée de sortir au hasard des rues ? Et ne croyez-vous pas infiniment rare le

nombre des maitresses de maison qui s'abstiendraient le dimanche de sonner leur bonne durant une heure ou deux la sachant sous leur toit ? Le plus grand reproche que nous puissions nous faire à nous-même, c'est que nos domestiques soient obligés de *sortir* le dimanche pour trouver un peu de détente et que dans nos maisons ils n'aient pas un coin bien à eux, une chambre convenable où ils puissent passer paisiblement, honnêtement leurs quelques heures de liberté. Dans l'office, dans la cuisine, dans la lingerie se sentent-ils chez eux nos domestiques et peuvent-ils y rester le dimanche sans être à tout moment dérangés par leur maîtres ? Et se sentent-ils à l'aise, ont-ils plaisir à recevoir, le dimanche, les membres de leur famille, leurs amis, dans la triste mansarde où l'on gèle en hiver, où l'on grille en été, et qui représente — pour la majorité des domestiques — le « chez soi » ? « Que feront les bonnes toute la journée du dimanche et la soirée !... », demande t-on ? Et l'on peut répondre : le jour où les bonnes auraient sous notre propre toit plus de liberté, plus de repos et aussi, disons-le, sans que nous voulions rien exagérer, plus d'indispensable confortable, la question se poserait tout autrement (1).

H. J. B.

(1) A sa lettre M. Giraud a ajouté un post-scriptum dans lequel il aborde la question si délicate de la moralité. Nous sommes tout à fait de son avis ; mais encore sur ce point nous croyons que la « question intérieure » devrait accompagner et sans doute précéder la « question extérieure » : avant de nous préoccuper et tout en nous préoccupant des risques possibles que font courir les sorties à la moralité des domestiques, il faudrait être assuré que sous le toit de leurs maîtres — au sixième étage ou dans l'appartement — leur moralité est vraiment sauvegardée. Quand on s'est mêlé tant soit peu aux organisations de préservation ou de protection de la jeune fille, on sait par expérience que dans tous les pays et dans les petites villes comme dans les grandes, ce n'est pas seulement hors de la maison dite familiale que les domestiques courent parfois de véritables dangers....

A propos de la grève de l'alimentation.

L'historique et la marche des différentes grèves qui ont précédé le 1^{er} mai ont été relatés, au jour le jour, par les journaux. Et nos adhérents ont tous suivi, avec trop d'attention, les différentes phases du mouvement pour que nous nous y arrêtions ici. Pourtant une conclusion s'en dégage que nous livrons à la méditation de nos amis. Certaines des revendications des garçons de café auraient été beaucoup plus facilement acceptées par les patrons, si les clients faisaient comprendre à ceux-ci :

1° Qu'il leur est parfaitement indifférent d'être servis par des garçons à moustache ;

2° Que le client tient légitimement à ce que le pourboire donné au garçon n'aille pas alimenter la caisse patronale et soit versé intégralement au bénéficiaire, sans préjudice du salaire fixe, dû à l'employé ; salaire qui devrait être assez élevé pour que fût abolie la pratique démoralisante du pourboire.

En ce qui concerne les employés de l'alimentation, les partisans théoriques du repos hebdomadaire doivent bien se rendre compte que les ouvriers, eux, ne peuvent se contenter de théorie et qu'ils sont dans leur droit en réclamant l'application pratique de la loi du 13 juillet 1906, application qui dépend non seulement de l'État, mais de chacun de nous : le patron est esclave de la clientèle et, entre patrons et ouvriers, l'acheteur peut être l'arbitre incontesté.

Nous sommes heureux de constater que cette idée de la puissance des consommateurs commence à pénétrer dans les milieux ouvriers comme dans les milieux patronaux et que l'éducation de la clientèle paraît à tous l'œuvre nécessaire. Nous en donnons comme preuve deux documents récents et qui viennent de deux groupes aussi éloignés au point de vue de la distance matérielle que différents au point de vue social.

Le premier document est le texte de l'ordre du jour adopté à l'assemblée générale de la Chambre syndicale des employés à la Bourse du travail de Paris, le 10 avril 1907 :

L'assemblée générale extraordinaire de la chambre syndicale des employés de la région parisienne constate que la loi sur le repos hebdomadaire est devenue l'objet de la « risée publique » depuis que sur un geste du patronat, les mêmes députés qui l'avaient votée le 13 juillet 1906 l'ont frappée d'impuissance dans la mémorable séance du 23 mars 1907, ce vote de remaniement ayant eu immédiatement les conséquences suivantes : abstention des agents d'exécution de la loi, suspension de l'action judiciaire, remise des amendes, suppression de plus en plus générale du repos hebdomadaire par les patrons encouragés dans leur « bon plaisir » ;

Déclare prendre acte de cette faillite parlementaire et engage tous les employés à la liquider équitablement aux prochaines élections ;

Revendique plus énergiquement que jamais, pour les employés des nouveautés, confections, ameublements, chaussures, bazars, etc., le repos du dimanche que la loi du 13 juillet 1906 leur aurait assuré si elle avait été appliquée ;

Approuve les moyens d'action préconisés par le conseil syndical pour obtenir l'application du repos du dimanche par l'influence directe sur la clientèle d'une propagande méthodique et persévérante qui sera d'abord expérimentée dans le 20^e arrondissement.

Le second document est le texte d'une lettre adressée par la Société fribourgeoise des patrons boulangers à la L. S. A. de Fribourg qui se préoccupe du repos dominical des patrons et ouvriers boulangers.

Fribourg, le 20 mars 1907.

Au Comité de la Ligue sociale des acheteurs.

Monsieur le Président, Messieurs,

Vous avez eu la bonté de discuter dans vos réunions des questions qui intéressent à un haut point notre métier, en particulier

celle du repos hebdomadaire, celle du crédit, etc. Vous nous avez demandé une entrevue afin de discuter avec vous vos propositions, nous vous en remercions. Nous sommes tous si persuadés de leur excellence que dans notre assemblée du 1^{er} mars nous avons adopté les vœux suivants :

1^o Suppression du travail du dimanche. Le Comité reconnaît l'excellence de l'idée de la suppression du travail du four le dimanche.

2^o Les boulangers eux-mêmes ne peuvent rien, et l'assemblée générale demande au Comité de la Ligne sociale pour les achats de faire de la propagande dans notre ville en vue de modifier les exigences du public qui veut être servi le dimanche de pains et de petits pains frais.

3^o En attendant, l'assemblée générale adopte en principe de supprimer le dimanche, sauf les veilles de foires et de fêtes doubles, le portage du pain et d'arrêter ce jour-là le portage des petits pains à 10 heures du matin.

4^o Elle rappelle que, en l'absence de l'arrêté du Conseil communal de Fribourg, au sujet de la fermeture des magasins le dimanche, que l'assemblée générale des boulangers a décidé, en novembre dernier, la fermeture des boulangeries le dimanche et les jours fériés de 1 heure à 5 heures du soir.

En conséquence nous saluons votre initiative et nous vous en remercions. Nous vous prions de travailler autant que possible à faire, dans le sens que vous indiquez, l'éducation du peuple fribourgeois.

Veuillez agréer, Monsieur le Président et Messieurs, avec nos remerciements, nos salutations très distinguées.

Le secrétaire,
A. SCHÖNENBERGER.

Le président,
T. BULLIARD.

Le Gérant : J. BERGERON.

Imprimé par des ouvriers payés au tarif accepté par la Fédération des Travailleurs du Livre pour la région.

Imprimeries réunies du Centre. — EMMANUEL RIVIÈRE, Ingénieur E. C. P.
Blois, 2, rue Haute.

STATUTS DE LA L. S. A. DE PARIS

ART. 1^{er}. — Entre les personnes adhérentes aux présents statuts il est établi une Association régie par la loi du 2 juillet 1901, relative au contrat d'association.

Elle prend le titre de *Ligue Sociale d'Acheteurs*.

Elle a son siège à Paris, à l'Hôtel des Sociétés Savantes, rue Serpente, 28 : ce siège social pourra toujours être changé suivant la décision du Comité directeur.

Elle n'est ni confessionnelle, ni politique. Elle s'interdit toute affiliation à une association confessionnelle ou politique.

ART. 2. — La Ligue a pour but :

De développer, d'une part, le sentiment et la responsabilité de tout acheteur vis-à-vis des conditions faites aux travailleurs, et de susciter, par ailleurs, de la part des fournisseurs des améliorations dans les conditions du travail.

Ses moyens d'action sont les conférences, les tracts, les bulletins et notamment la confection d'une *Liste Blanche* où seront inscrits gratuitement les noms des fournisseurs qui auront accepté les conditions proposées par la Ligue.

ART. 3. — La Société se compose de membres adhérents et de membres fondateurs. On devient membre adhérent en adhérant aux statuts, en payant une cotisation de 5 francs par an, et en étant agréé par le Comité.

On devient membre fondateur en versant au minimum, une somme de 100 francs.

Les membres sont naturellement encouragés mais ne sont pas obligés à faire leurs achats uniquement dans les magasins ou chez les fournisseurs recommandés par la Ligue.

ART. 4. — La Ligue est administrée par un Conseil composé d'au moins douze membres et de vingt membres au plus, élus pour quatre ans par l'Assemblée générale ; il est renouvelé par quart tous les ans ; les membres sortants sont rééligibles. Pour les trois premières années les membres sortants seront désignés par voie de tirage au sort.

En cas de vacance, le Conseil peut pourvoir au remplacement de ses membres, sauf ratification par la plus prochaine Assemblée générale.

ART. 5. — Le Conseil élit parmi ses membres un Comité directeur composé d'un Président ou Présidente, d'un ou de deux Vice-Présidents ou Vice-Présidentes, d'un ou une Secrétaire-Général et d'un Trésorier ou Trésorière.

Le Comité directeur est élu pour un an ; les membres sortants sont rééligibles.

ART. 6. — Le Président ou la Présidente prépare, d'accord avec

le Comité directeur, les ordres du jour des séances du Conseil et des assemblées.

Le Président ou la Présidente représente la Société en justice et dans tous les actes de la vie civile.

Le ou la Secrétaire-Général doit assurer le service du secrétariat par le moyen de Secrétaires-Adjoints qui peuvent ne pas faire partie du Conseil, mais dont le Conseil doit toujours ratifier le choix.

Le ou la Secrétaire-Général garde la responsabilité de toute la correspondance intérieure ou extérieure ; mais il peut charger de la signature, à titre temporaire, un Secrétaire-Adjoint.

Toute la correspondance extérieure doit être contresignée soit par le ou la Secrétaire-Général, soit par le ou la Présidente.

Le Trésorier ou la Trésorière de la Société prépare le budget, opère les recettes et solde les dépenses sur les indications et sous le contrôle du Comité directeur.

ART. 7. — L'Assemblée générale de tous les membres de la Ligue doit être réunie au moins une fois par an. Elle doit approuver les comptes de l'exercice précédent et pourvoir aux élections statutaires.

ART. 8. — Il est en outre constitué un Comité de perfectionnement qui est composé de personnes particulièrement compétentes, sociologues, professeurs, inspecteurs de travail, industriels, commerçants, ouvriers, etc.

Les membres de ce Comité de perfectionnement sont élus par la majorité de l'Assemblée générale sur la proposition unanime du Conseil.

Ce Comité de perfectionnement doit se réunir à la demande soit du Comité directeur, soit du Conseil, soit de l'Assemblée générale, et est appelé à donner son avis sur les problèmes ou sur les difficultés pratiques à lui soumises.

En cas de réclamations de la part des fournisseurs inscrits sur la *Liste Blanche*, il est encore appelé à jouer le rôle de tribunal d'arbitrage.

ART. 9. — Les présents statuts ne peuvent être modifiés qu'en vertu d'une décision du Conseil, prise sur une demande signée d'au moins vingt membres de la Ligue. Cette décision est soumise à une Assemblée générale spécialement convoquée ; elle doit, pour être valable, réunir les deux tiers des voix.

8 LISTE BLANCHE

Distribuée en Février 1907

Annulant toutes les précédentes Listes Blanches.

MAÎTRES DE COÛTURE

- M^{me} BLANCHE LEBOUVIER, 3, rue Boudreau, IX^e.
 M^{son} LELONG, 48, place de la Madeleine, VIII.
 © M^{son} VIGNON, 182, rue de Rivoli, I^{er}.
 M^{lle} CUSSONNIER, 370, rue Saint-Honoré, I^{er}.
 M^{mes} J. ADAM et BOUHOURS, 32, avenue Carnot, XVII^e.
 M^{me} AGÈ, 45, avenue du Trocadéro, XVI^e.
 M^{me} L. BARRÉ, 24, rue de Babylone, VII^e.
 M^{me} BAUDRY, 8, rue de la Fidélité, X^e.
 M^{lle} BONVALLET, 33, Chaussée d'Antin, IX^e.
 M^{me} DUBOIS, 87, rue d'Alésia, XIV^e.
 M^{me} RAVEAU, 41^{bis}, rue Montaigne, VIII^e.
 M^{me} ROUSSIN, 28, rue Réaumur, III^e.
 © M^{me} TAMBUTÉ, 27, rue Mazarine, VI^e.
 M^{me} DALTROPIE, 40, rue des Martyrs, IX^e.
 M^{me} C. LEFRANC, 5, rue Saulnier, IX^e.
 M^{lle} BOUFFIER, 160, boulevard Saint-Germain, VI^e.

- M^{me} CHIFFRILS, 20, rue de la Sorbonne, V^e.
 M^{lle} HÉLEINE, 23, boulevard des Batignolles, VIII^e.
 M^{me} PACAUD, 24, rue Rennequin, XVII^e.

MAÎTRES POUR DAMES

- M. NOEL, 91, rue des Petits-Champs, I^{er}.
 M. BOUCHON, 76, boulevard Haussmann, VIII^e.
 M. FOLTIER, 458, boulevard Péreire, XVII^e.
 M. OLSEN, 3, rue Lécuse, XVII^e.
 © M. TAMBUTÉ, 27, rue Mazarine, VI^e.

COUSIERS

- M^{son} BRIDELANCE et DOSNE, 49, faubourg Saint-Honoré, VIII^e.
 M^{me} A. CLOITRE, 28, rue Caumartin, IX^e.
 M^{me} VIÉVILLE, 38, rue Montparnasse, XIV^e.

- M^{lle} J. MOULINIÉ, 31, rue de la Sourdrière, I^{er}.

MAÎTRES

- M^{me} Bannel, 41, rue Richempanse, VII^e.
 M^{me} CHEULLOT, 396, rue Saint-Honoré, VIII^e.
 M^{me} ELOISE, 4, rue du Bar, VII^e.
 M^{les} FELLION, 73, rue de Vaugirard, VI^e.
 M^{me} HENRIETTE, 424, faubourg Saint-Honoré, VIII^e.
 © M^{me} MARÉCHAL, 78, avenue de Wagram, XVII^e.
 © M^{me} ROBERT, 10, rue Pasquier, VIII^e.

Les Maisons dont les noms sont précédés du signe © sont celles où l'on donne dans l'après-midi un quart d'heure de repos pour le goûter et où toutes les ouvrières ont, pour travailler, des sièges à dossier.

**END OF
TITLE**